

Le rêve « martien » de M. Bush

Le 25 mai 1961, John F. Kennedy, en annonçant officiellement l'effort américain pour la conquête de la Lune, proposait à son pays une « nouvelle frontière ». « Aucun autre projet spatial de notre époque n'apparaît aussi gigantesque à l'humanité ni aussi important pour l'exploration de l'espace », déclarait-il alors devant le Congrès. Vingt-huit ans plus tard, George Bush vient de donner le coup d'envoi de la reprise des explorations spatiales, visant à rétablir la « prééminence des États-Unis » dans ce domaine. Est-ce à dire que l'Amérique retrouve le rêve ?

Contrairement au discours historique de Kennedy, l'annonce faite pour la vingtième anniversaire des premiers pas sur la Lune ne contient, cette fois, aucun calendrier précis. La première étape, une base lunaire permanente, pourrait être établie « à l'aube du siècle prochain ». De là serait lancé, quinze à vingt ans plus tard, le premier vol aller-retour habité vers Mars.

Alors que huit années d'efforts « seulement » avaient précédé le premier débarquement sur la Lune, c'est donc le prochain millénaire, cette fois, qui est en jeu. D'une part, parce que le rêve « martien », assurément, se révèle beaucoup plus complexe à réaliser que le rêve « lunaire » : quatre jours seulement sont nécessaires pour atteindre la Lune, mais il faudra près d'un an aux astronautes pour aller jusqu'à Mars. D'autre part, et surtout, parce que la conquête de l'espace a bel et bien pris fin pour laisser la place au pragmatisme.

L'explosion de la navette Challenger, en janvier 1986, a laissé des traces durables dans l'opinion publique et dans l'économie américaine. Et si George Bush n'avait guère d'autre choix que d'annoncer la reprise de la conquête de l'espace pour redorer le blason écorné par la défaite des restrictions budgétaires, d'être trop précis en ce qui concerne tant les étapes de la nouvelle aventure que le budget colossal qu'engendreront ces nouvelles conquêtes.

Évalué par les experts à plus de 400 milliards de dollars, le financement de ce programme sera-t-il assumé par la seule Amérique ? Tout en précisant que les États-Unis « pourraient s'engager seuls » dans le projet de base lunaire et d'exploration martienne, M. Richard Truly, administrateur de la NASA, n'a pas caché l'importance accordée à la coopération internationale. Une main tendue que ne manquera pas de considérer avec attention le Japon et l'Agence spatiale européenne (ESA), qui participent déjà au programme de la station spatiale américaine « Freedom ».

Plus révélateur encore de l'évolution des mentalités et du changement du climat international : l'éventualité d'une collaboration avec l'Union soviétique est de plus en plus souvent évoquée à Washington. En 1988, lors du sommet de Moscou, M. Gorbatchev avait lui-même proposé au président Reagan une coopération pour la conquête de Mars — proposition alors considérée avec le plus grand scepticisme outre-Atlantique. Après les années noires que vient de traverser la NASA, après l'échec cuisant enregistré au printemps dernier par le programme soviétique Phobos, la sonde spatiale qui devait marquer le grand retour de l'Union soviétique dans l'exploration de la « planète rouge », les Deux Grands s'apprêtent-ils à viser ensemble Mars via la Lune ?

(Lire nos informations page 9.)

Malgré un mouvement de reprise du travail Les mineurs soviétiques veulent garder leurs comités de grève

Les mines du Kouzbass fonctionnaient de nouveau normalement, vendredi 21 juillet, et, selon Tass, le travail reprenait petit à petit dans le bassin du Don, en Ukraine. Mais, en dépit d'une « normalisation » qui semble se confirmer, plusieurs comités de grève ont annoncé que, pour autant, ils ne cesseraient pas complètement leurs activités. Ils veulent maintenant surveiller l'application des accords passés avec le gouvernement sur les salaires et les conditions de vie des ouvriers.

MOSCOU
de notre correspondant

D'un même mouvement, la grève s'étend et se termine — comme si l'on était à la fin d'une première étape et que déjà se préparait la seconde. Dans le Kouzbass, le bassin de Sibirie occidentale qui avait, il y a dix jours, donné le signal de ce grand débrayage des mineurs soviétiques, le travail avait repris vendredi 21 juillet dans la quasi-totalité des puits.

Pour le pouvoir, l'essentiel paraît ainsi fait, puisque les revendications des grévistes sibériens étaient grosso modo celles de l'ensemble du mouvement et que l'accord conclu avec eux (le Monde du 21 juillet) doit s'appliquer — on ne cesse de le répéter — à l'ensemble des mines soviétiques. Seulement voilà, accord on

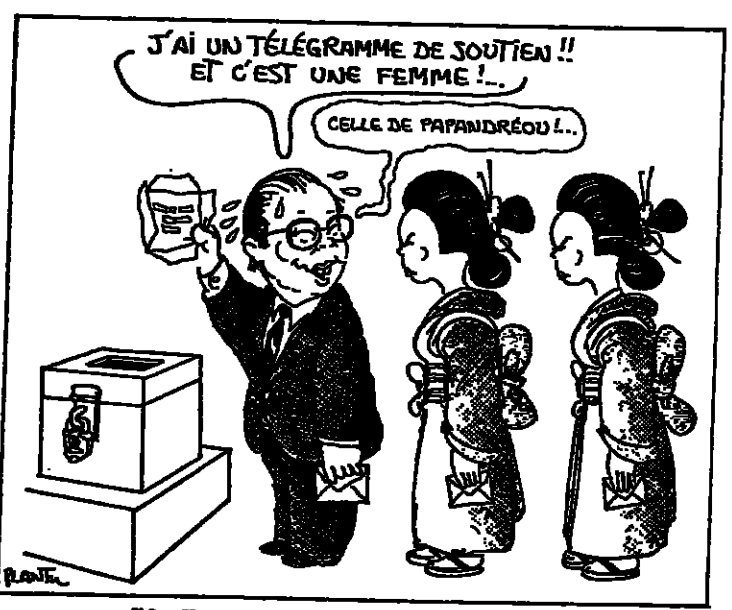
pas, il ne se passe plus trois heures sans qu'il faille allonger la liste des puits en grève dans le reste du pays.

Entre mercredi soir et jeudi, ils se sont ainsi tellement multipliés dans le Donbass, en Ukraine, que la Pravda en devait presque lyrisme. « Les représentants ouvriers, écrit-elle en décrivant l'atmosphère au siège du comité de grève régional, arrivent l'un après l'autre, discutent, étudient les revendications, s'en repartent, et la vague de grèves embrase toujours plus de mines. » Et, de fait, elle s'est maintenant répandue jusqu'à dans le Grand Nord, à Vorkouta, où l'on signale, en plus, des réunions des organisations du parti demandant au pouvoir central la révision du rôle des ministères.

BERNARD GUETTA.
(Lire la suite page 5.)

Les élections sénatoriales et le sort de M. Uno Les conservateurs japonais sont menacés par les scandales

Des élections sénatoriales ont lieu au Japon, dimanche 23 juillet, dans une atmosphère de crise, entretenue par les retombées du scandale boursier Recruit et, plus récemment, par les révélations sur les escapades amoureuses du premier ministre, M. Uno. Le Parti libéral démocrate, au pouvoir depuis la guerre, s'efforce de limiter l'ampleur d'un revers qui semble inéluctable. Si la défaite du PLD était trop importante, M. Uno serait vraisemblablement contraint à la démission.



Lire l'article de PHILIPPE PONS page 3

Le gouvernement de Bagdad face à la rébellion

Les Kurdes d'Irak, personnes déplacées

Au nom d'une revendication autonomiste, le peuple kurde mène, de longue date, une guérilla sporadique dans les montagnes de Turquie, d'Irak et d'Irak. Assassiné à Vienne la semaine dernière, le chef des Kurdes d'Irak, Abdel Rahman Ghassemlou, a été inhumé, jeudi 20 juillet, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris. En Irak, les autorités poursuivent les déplacements des populations kurdes.

BAGDAD
de notre envoyée spéciale

« Le Kurdistan reste fermé à la presse, car nous n'avons pas fini le déplacement des populations. » L'aven est simple et direct. Le gouvernement irakien, « lassé » de ce qu'il appelle « des campagnes hostiles montées de toutes

pièces contre sa politique au Kurdistan », ne veut pas, affirme un officiel, « paraître céder sous la pression ». La ceinture de sécurité d'une profondeur de 30 kilomètres derrière laquelle veut se protéger l'Irak s'étendra, selon le même officiel, tout le long des frontières turque et iranienne, « donc aussi dans les zones arabes du sud du pays ».

C'est toutefois bien au Kurdistan que la mise en place de cette zone a commencé il y a déjà quelques années avec un double but : couper les combattants kurdes de leurs bases arrière dans les pays voisins ainsi que de la population locale regroupée dans des villes nouvelles facilement contrôlables. Le mouvement s'est toutefois amplifié et étendu à tout le Kurdistan depuis le cessez-le-feu, englobant des villes de plus de 50 000 habitants comme Qaladiza, évacuée en juin, malgré une

tentative de résistance de la population et depuis, affirme-t-on de bonne source, complètement détruite.

Contrairement à ce qui se passait auparavant, il semble toutefois que la population kurde, aujourd'hui déplacée, soit réinstallée au Kurdistan même et pas dans le sud ou au centre du pays, comme à Ramadi par exemple où vivent toujours de nombreux Kurdes. Il est vrai que, selon de nombreuses sources, le gouvernement irakien n'a pas réussi dans sa tentative d'arabiser le Kurdistan, en particulier la riche région pétrolière de Kirkouk et la ville elle-même.

De source officielle irakienne, on affirme qu'une vingtaine d'agglomérations nouvelles ont vu le jour dans la province d'Irbil et dans celles de Saléman et de Gohik.

FRANÇOISE CHIPAUX.
(Lire la suite page 3.)

5 000 hectares détruits

La guerre contre le feu

Sous le feu de juillet, celui du soleil et celui des incendies, l'ouest et le sud de la France souffrent. De la Bretagne aux Alpes, les pompiers par milliers luttent contre les foyers qui s'allument par dizaines.

Vendredi matin, après quatre jours d'efforts, ils avaient réussi à contenir le plus important sinistre que l'immense massif forestier des Landes de Gascogne ait connu depuis des années. Cinq mille hectares de pins maritimes sont déjà partis en fumée, et les autorités ont fait évacuer des terrains de camping menacés par les flammes.

Sur place, on évoque le souvenir des catastrophiques incendies de l'été 1949, qui avaient causé la mort d'une centaine de sauveteurs et ravagé des centaines de milliers d'hectares.

Repéré par un hélicoptère alors qu'il semblait prendre la fuite, un suspect d'une trentaine d'années a été interpellé vendredi matin près du Forge, dans la zone parcourue par le feu.

En Ile-et-Vilaine, au sud de Rennes, il a fallu mobiliser vingt casernes de pompiers et les élèves officiers de Coëtquidan pour tenter de stopper un incendie qui a dévoré depuis vingt-quatre heures 500 hectares de landes et de bois. La multiplication des foyers commence à susciter dans les communes les plus atteintes une psychose, une crainte des pyromanes, qui tourne parfois à l'obsession. Partout, chez les agriculteurs comme chez les hommes du feu, on attend, on espère un changement des conditions météorologiques.

(Lire page 9 le reportage de BRUNO CAUSSE.)

Rétrospective Pierre Soulages à Nantes

Leçons de ténèbres

C'est la première rétrospective de Soulages en France depuis plus de vingt ans. L'exposition présentée à Nantes est une admirable démonstration de peinture abstraite et de morale de la création.

On aurait vite fait de dire ce que n'est pas la peinture de Soulages : ni narrative, ni expressionniste, ni figurative naturellement. Mais dire ce qu'elle est, ce qu'elle suggère, ce qu'elle contient, ce qu'elle formule, l'entreprise est moins commode. Quoiqu'elle se refuse à raconter, cette peinture ne demeure indifférente ni au temps ni au rythme de son passage. Quoiqu'elle ne s'exhibe pas, son œuvre exalte sa présence cachée. Abstraction ? Si l'on veut : mais abstraction singulière, sans programme ni théorie, difficilement

explicable alors même qu'elle exerce une puissante attraction.

Une rétrospective, d'ordinaire, raconte. Elle révèle une préhistoire, une généalogie et des évolutions. Ici, rien de tel. Non que l'exposition soit incomplète : c'est au contraire la mieux réussie qu'un peintre puisse espérer, cohérente mais non répétitive, fournie mais non pléthorique. Elle a été montrée à Cassel et à Valence avant de parvenir à Nantes, où Soulages l'a accrochée avec grande justesse dans un lieu, le « patio » du Musée des beaux-arts, qu'il a fait sien en y découvrant des profondeurs. S'il n'y a pas à Nantes de tableaux-hommages et citations, c'est que, dès 1947, Soulages, qui a vingt-huit ans, se passe de passé et de maîtres. Il peint au brou de noix des formes courbes et fourchues agrégées en faisceaux et en architectures, des formes qui ne ressemblent à rien de connu alors.

D'autres, ses contemporains européens et américains, ont au même moment une période surréaliste, ils sortent de Miro et de Paul Klee ou ils échappent à l'autorité de Mondrian. Lui non. Avant guerre, il a été brièvement l'élève des Beaux-Arts et les a quittés déçu. Pendant la guerre, il s'est caché, a fait le vigneron et rencontré l'écrivain Joseph Delteil.

PHILIPPE DAGEN.
(Lire la suite page 17.)

LA FEMME DE PAPIER

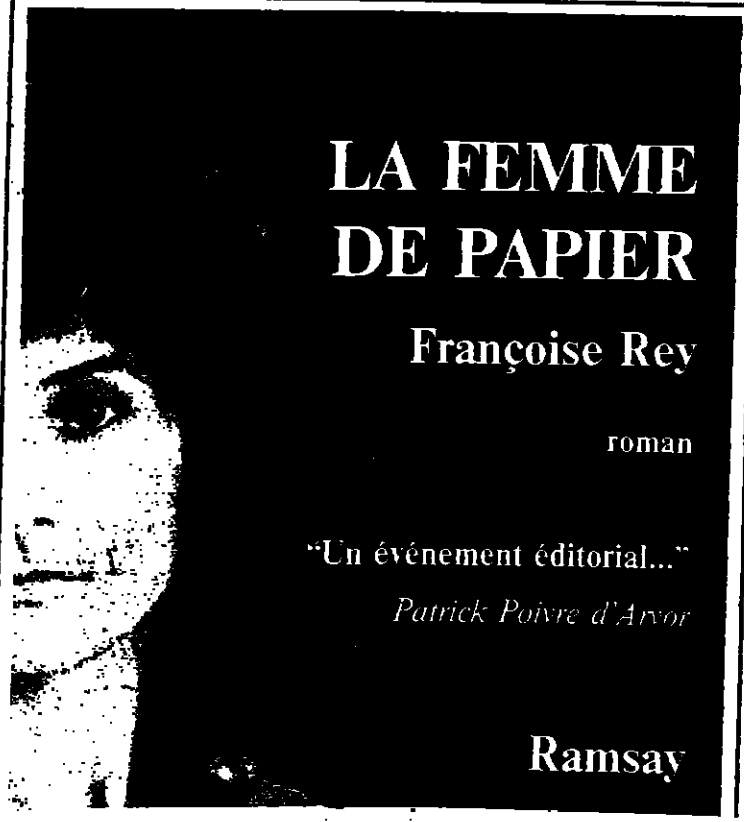
Françoise Rey

roman

« Un événement éditorial... »

Patrick Poivre d'Arvor

Ramsay



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 5 dr. ; Tunisie, 800 fr. ; Allemagne, 2,20 M ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Espagne, 160 pes. ; États-Unis, 80 p. ; France, 150 fr. ; Grèce, 90 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 338 F ; Suisse, 12,50 fr. ; Thaïlande, 1,80 \$; USA (inter.), 2 \$.

Le Monde
SANS VISA
Médine, Pons sainte
Escalier La table à Jeux
Pages 13 à 16



IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

1939 • 1940

L'ANNÉE TERRIBLE

Le port norvégien de Narvik, par où transite le minerai de fer suédois dont le Reich a besoin, est un enjeu stratégique essentiel. Hitler devança les Franco-Britanniques en lançant le 9 avril une opération éclair sur la Norvège. Les Alliés ripostent un mois plus tard, occupent Narvik et l'abandonnent. Entre-temps l'Allemagne a déclenché son offensive sur la France.

« **L**a route permanente du minerai de fer suédois vers l'Allemagne est et restera coupée. » Devant les députés, le 11 avril 1939, Paul Reynaud était sûr de lui. Pourtant, pas totalement sûr, mais surtout, six semaines plus tard, Anglais et Français devaient décamper de Narvik à peine conquise. Pour les Franco-Anglais, la guerre était mal partie.

Le 26 avril, devant les Britanniques, le nouveau président du conseil avait été ferme : « Deux vérités doivent être présentes à nos esprits. Il faut voir grand ou renoncer à faire la guerre. Il faut agir vite ou perdre la guerre. » Comme son énergie se révélait impuissante à croiser le fer sur le front nord-est, il lui restait à continuer la guerre économique et à reprendre à son compte une stratégie périphérique, avec les deux obsessions prioritaires des responsables politiques et militaires français : le pétrole soviétique et le minerai de fer suédois.

Paul Reynaud s'occupa d'abord du premier. Car il entendait ne ménager ni les communistes ni l'URSS. Il déclarait : « voir grand, et même très grand » : « Sur la mer Noire et la Caspienne, une opération [...] décisive devra s'imposer aux Alliés, non seulement pour restreindre le ravitaillement en pétrole de l'Allemagne, mais surtout pour frapper de paralysie toute l'économie de l'URSS avant que le Reich n'ait réussi à la mobiliser à son profit. » Le 28 mars, il fait aux Britanniques un cours stupéfiant sur Bakou : « Le sol est imbibé de pétrole à tel point qu'un incendie se propagerait immédiatement dans toute la zone voisine, et il faudrait des mois pour l'éteindre et des années pour reprendre l'exploitation. » Car il s'agit, ce jour-là, d'obtenir de nos alliés des bombardiers pour mener à bien cette mission pyromane. Dieu merci, le Premier britannique, qui se refusait à se mettre à dos des dizaines de divisions soviétiques, se défiait de plus en plus des « inepties françaises » et ne disposait pas des avions nécessaires, orienta donc alors plutôt la furia française sur la Norvège et le fer suédois.

On avait attendu 1939 pour percevoir l'intérêt stratégique de la Norvège : avec ses trois millions d'habitants, elle faisait figure de petite nation, mais elle commandait l'accès à la Baltique et ouvrait largement sur la mer du Nord. Et le port septentrional de Narvik était le terminus du chemin de fer amenant le minerai des gisements suédois de Gällivare ; pendant l'hiver, c'était la seule voie pour l'Allemagne, qui faisait venir de Suède par cargo la moitié du minerai dont elle avait besoin. Depuis novembre, Churchill, premier lord de l'Amirauté, avait imaginé de miner les eaux territoriales norvégiennes, pour forcer les bateaux allemands à gagner le large et à affronter les canons de la Royal Navy ; mais il avait été contré par Chamberlain et les modérés du cabinet de Sa Majesté, qui redoutaient les réactions non seulement des Norvégiens, mais de bon nombre de puissances neutres. La guerre finno-soviétique avait relancé le débat, car les Français estimaient qu'en portant secours aux Finnois on devrait également contrôler les mines suédoises ; pourtant, les Suédois et les Norvégiens avaient nettement revendiqué leur neutralité : le roi de Norvège Haakon VII, quoique anglophile, l'avait rappelé, en janvier, au roi George VI.

C'est l'abandon de l'Altmark qui allait mettre au premier plan l'enjeu stratégique de la Scandinavie. Lorsque le croiseur allemand *Graf von Spee* avait été contraint par la Royal Navy de se saborder dans le Rio de la Plata, son

navire auxiliaire, l'*Altmark*, avait embarqué à fond de cales 299 Anglais survivants des combats. Comme on avait repéré l'*Altmark*, réfugié dans un fjord, alors que la marine norvégienne n'ait la présence des Anglais à son bord, le 16 février Churchill donnait l'ordre au croiseur *Cossak* d'aller inspecter l'*Altmark* ; l'*Altmark* avait été pris à l'abordage, et l'on avait découvert les soldats anglais : la neutralité norvégienne était pour le moins élastique. L'affaire fit grand bruit et donna des arguments nouveaux aux tenants d'une intervention : on décida enfin le mouillage des mines, avec l'accord des Français, qui, à défaut des champs enflammés de Bakou, s'étaient rabattus sur la route du fer ; la réaction prévisible du Reich donnerait aux Alliés un bon prétexte pour contrôler la Norvège tout en ne violant pas officiellement sa neutralité.

Mais Hitler devança l'opération. Il semble bien que l'affaire de l'*Altmark*, qui le mit dans une grande rage, l'ait définitivement convaincu des visées britanniques sur la Scandinavie, et donc de la nécessité de contrôler la Norvège avant de déclencher l'offensive dans les Flandres ; à la fin février, son état-major préparait dans le plus total secret, pour le 9 avril, l'opération « Weserübung », dont le Führer disait que c'était « l'une des opérations les plus culottées de l'histoire de la guerre moderne » : les forces allemandes s'empareraient du Danemark (car la Luftwaffe avait besoin de ses aérodromes) et des principales villes norvégiennes ; les deux pays seraient placés sous la « protection » du Reich.

Mai 1940

V - L'équipée de Narvik

par Jean-Pierre Azéma

Le 9 avril, deux jours après que la Royal Navy eut mouillé ses mines, parachutistes et commandos de marine réduisaient à merci le Danemark, où le roi Christian X acceptait de « placer sa neutralité sous la protection de l'Allemagne ». Dans la même journée, les principales villes norvégiennes — Oslo, Bergen, Trondheim — étaient investies — et Narvik était prise sans coup férir par Dietl, un vieux compagnon du Führer, à la tête de 1 500 chasseurs autrichiens. Les Norvégiens, il est vrai, n'étaient guère préparés, par leur neutralité et par leur pacifisme, à la guerre : ils tardèrent à se mobiliser, et leur matériel était plus que vieillot.

MAIS les Allemands ne purent, comme au Danemark, mettre la main sur le roi et sur les membres du gouvernement, et ce pour une raison dérisoire : l'un des deux canons Krupp de la forteresse d'Oscarsborg, qui verrouillait le fjord d'Oslo — celui qu'on avait baptisé « Moïse » parce que, le jour de sa mise en place, au beau milieu du dix-neuvième siècle, il était tombé à l'eau et avait dû être repêché, — ce brave canon d'un autre âge, d'un seul coup, avait envoyé par le fond (il y avait plus de 1 000 victimes) le croiseur *Blücher*, qui transportait les hommes chargés de s'emparer du roi. Ce délai fut mis à profit par ceux qui, dans la classe politique, entendaient ne pas se laisser faire prisonniers. Hitler accepta alors, le 10 juin, à défaut de pouvoir mettre la main sur le gouvernement légal, que Vidkun Quisling, le chef du Rassemblement national, forme un gouvernement pour « collaborer » avec le Reich. L'homme, né en 1887 dans la famille d'un pasteur, avait de la personnalité ; mais, d'un séjour en URSS, il était revenu profondément anticommuniste et avait fondé en 1933 un authentique parti fasciste, antisocialiste et raciste, qui n'avait rencontré aucun succès.

La majorité du gouvernement norvégien penchait pour le refus du diktat allemand tel qu'il lui avait été formulé : « Le gouvernement allemand assume [...] la protection du royaume de Norvège pour la durée de la guerre [...]. » Mais certains ministres, à commencer par le premier ministre Nygaardsvold, hésitaient ; ce fut le discours sacrilège de



Départ du corps expéditionnaire français pour la Norvège.



Quisling : « Norvégiens, Norvégiennes ! L'Angleterre a violé la neutralité de la Norvège en mouillant des mines dans les eaux territoriales norvégiennes [...]. Le gouvernement allemand a offert son aide au gouvernement norvégien, accompagné [...] d'assurances solennelles concernant le respect de notre indépendance nationale [...], qui allait souder la classe politique. Deux hommes organisèrent très efficacement la résistance aux pressions allemandes : le roi Haakon VII, qui montra, malgré ses soixante-dix ans, beaucoup de fermeté ; et le président du Storting (la Chambre), Carl Hambro, qui prit les initiatives nécessaires pour que parlementaires et ministres délibèrent hors de portée des obus allemands.

Et pourtant rien ne fut facile : roi, ministres et parlementaires, poursuivis par les Allemands, gagnèrent la ville de Hamar, à 130 kilomètres d'Oslo, puis Elverum, pour se réfugier ensuite dans un petit village, Nybergssund, immédiatement bombardé par la Luftwaffe, avant de gagner, toujours sous les bombes, le port de Molde, pour s'enfoncer vers le nord à bord d'un destroyer britannique, le *Glasgow*.

Le Reich avait, il est vrai, contraint Quisling à démissionner, le 15 avril, au bout de six jours. Mais la quasi-totalité

des responsables norvégiens refusait de « collaborer », d'autant qu'était annoncée la venue d'un Gauleiter brutal, Joseph Terboven. Avec beaucoup d'hésitations, le roi Haakon, le prince héritier, bon nombre des ministres, s'embarquant pour l'Angleterre le 7 juin en compagnie de Sir Cecil Dromer, l'ambassadeur anglais à Oslo, qui avait su se montrer persuasif.

À la grande fureur de Hitler, la classe politique norvégienne avait donc joué la carte anglaise. Elle avait été en droit d'obtenir des Franco-Britanniques des secours concrets. On en parla beaucoup, mais sur le terrain les résultats furent pitoyables. Les Norvégiens, regroupés par ce bon meneur d'hommes qu'était leur nouveau commandant en chef, Otto Ruge, auraient désiré que l'effort principal fût porté sur Trondheim, un nœud de communications vital ; or les Franco-Anglais décidèrent finalement de débarquer quelques milliers d'hommes à une centaine de kilomètres à la fois au nord et au sud de la ville, à Namsos et à Aandalsnes, mais sans matériel lourd, sans couverture aérienne, face à des Allemands de plus en plus nombreux, bien équipés, appuyés par les chars et l'aviation. Pis, comme la Luftwaffe pilonnait les deux têtes de pont, il fallut considérer comme un exploit que la Royal Navy ait pu, dans la nuit du 2 mai, évacuer de Namsos 4 200 hommes en quatre heures.

ON pensa alors que la prise de Narvik calmerait les opinions publiques anglaise et française et en imposerait aux neutres. L'opération avait été sans cesse différée, car les Allemands s'étaient solidement retranchés. On savait quels problèmes posait le climat, et d'abord la neige : il avait fallu extraire d'une congère un amiral anglais, il est vrai assez petit, qui était venu tâter le terrain. On décida de mettre le paquet, et, le 12 mai, les légionnaires de la 13^e demi-brigade et les chasseurs alpins s'emparèrent de la position importante de Bjerkvik, face à Narvik.

Mais c'était le 12 mai et, deux jours plus tard, les Français perdaient la bataille de la Meuse. L'opération « Narvik » fut maintenue : l'assaut fut donné dans la nuit du 27 au 28 mai ; mais l'état-major, vu le tour inquiétant que prenait la bataille de France, avait décidé d'évacuer la ville dès qu'elle serait conquise : ce n'est pas le moindre

paradoxe de cette équipée scandinave. La ville tomba, et, le 7 juin, les Alliés réembarquaient ; deux jours après, les forces norvégiennes capitulaient.

C'en était bien fini de ce qu'on appelle la « guerre périphérique ». Sans doute, les pertes avaient été limitées : 4 360 Britanniques mis hors de combat, 600 Français et Polonais, 2 000 Norvégiens (pour 3 800 Allemands). Mais les Franco-Britanniques n'avaient guère médité sur les erreurs et insuffisances qu'avait révélées la campagne scandinave. Elles étaient pourtant de taille. Notons d'abord le mépris avec lequel furent traités les Norvégiens, devenus pourtant des alliés, qui avaient au moins l'avantage de connaître le terrain ; on se défiait d'eux, au point de ne pas les mettre au courant des opérations en cours, et encore moins des évacuations. Et, comme le roi Haakon VII hésitait à gagner la Grande-Bretagne, l'ambassadeur anglais reçut pour mission de l'y amener coûte que coûte : « En cas de nécessité, cela devra se faire même contre le gré du roi. »

CE qui frappe rétrospectivement, c'est le grand degré d'improvisation de cette campagne : canons débarqués sans appareil de visée, obusiers sans les bons obus, skis sans fixation, pas de matériel de transmission — on pourrait allonger la série : stupéfiante de négligences répétées. Sans parler des problèmes linguistiques : un général anglais demandait qu'on lui envoie d'urgence un dictionnaire. En revanche, les Scandinaves eurent la surprise de voir des troupes anglaises débarquer avec des dizaines de ballons de football. Un rapport du commandement britannique signalait que des *tomies* pillaient et s'intéressaient de trop près aux Norvégiennes. Voilà pour le terrain. Dans les sphères gouvernementales, cela ne valut guère mieux : les décisions étaient souvent prises par des gens qui en savaient autant qu'un lecteur du *Times* ou du *Temps* ; ainsi, il fallut près d'une bonne semaine pour vérifier si oui ou non les Allemands occupaient bien Narvik. Donnons pour seul exemple des hésitations multiples le projet de l'attaque de Trondheim, décidée le 9 avril, abandonnée le soir même, reprise le 14, confirmée le 16, abandonnée le 20, ressuscitée le 24, définitivement enterrée le 26 ; et le reste était à l'avenant.

Quant à la coordination franco-britannique, elle laissa beaucoup à désirer : Sans doute les conseils supérieurs interalliés se déroulaient-ils toujours dans un climat de grande courtoisie, mais on ne mettait pas constamment toutes les cartes sur la table : ainsi les Britanniques ne signalèrent-ils pas à leurs alliés le report de l'attaque frontale de Trondheim ; à ce petit jeu, les Français étaient plutôt les perdants, et il en restait des traces.

Sur le plan militaire, les Franco-Britanniques avaient en plusieurs mauvaises surprises : l'aviation allemande avait envoyé par le fond un nombre inquiétant d'unités, notamment trois croiseurs de la Royal Navy, qui, jusqu'alors, était réputée pour sa défense sans couverture aérienne. D'une manière générale, les Allemands avaient montré plus de détermination, et surtout plus de rapidité dans l'exécution.

Nul ne savait, à l'époque, que cette drôle d'épopée aurait, en fin de compte, une retombée positive : Neville Chamberlain allait devoir démissionner, contesté non seulement par l'opposition travailliste (« Nous ne pouvons nous permettre de confier nos destinées à des professionnels de l'échec ni à des hommes qui ont besoin de repos »), mais également par des francs-tireurs bouillonnants. L'un d'eux, lord Amery, terminait sa philippique sur ces mots : « Au nom du Seigneur, partez ! » Trois jours plus tard, le 10 mai, le roi appelait, pour lui succéder, Winston Churchill.

REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

► François Kersaudy, 1940, la guerre du fer, Paris, Tallandier, 1987, 379 p. Un livre fort bien fait et exhaustif.

Prochain article : Les Panzers passent la Meuse

Etranger

JAPON : élections sénatoriales

Le « scandale Uno » place les conservateurs sur la défensive

TOKYO

de notre correspondant

Même M^{me} Uno, la femme du premier ministre dont les liaisons amoureuses ont déclenché la colère de l'électorat féminin, a été mobilisée. Fidèle et courageuse, elle va de meeting en meeting s'efforçant de sanglots dans la voix, pour la « controverse » dans laquelle est impliqué son mari. Quant au premier ministre, il promet, sans conviction, une modification de la récente réforme fiscale qui a introduit une très impopulaire taxe à la consommation, provoquant partout où il passe des manifestations de mouvements féministes dénonçant ses turpitudes. Ces efforts et ses promesses visent surtout à limiter une défaite du Parti libéral démocrate (PLD) aux élections sénatoriales du dimanche 23 juillet : celle-ci semble inévitable, et les conservateurs y paraissent déjà résignés. La seule issue demeure son amplification.

Les sondages indiquent que le PLD pourrait perdre un quart des sièges qu'il détient à la Chambre haute et donc la majorité. Une présence accrue de l'opposition au Parlement entraînera plusieurs conséquences. Tout d'abord, sans bouleverser l'équilibre politique (le PLD conservant la majorité à la Chambre basse), elle obligera les conservateurs à chercher des alliés chez les sociaux-démocrates et conduira vraisemblablement à des élections générales anticipées. Le recul du PLD scellera en outre le sort de M. Uno, qui pourrait être contraint à démissionner dans les jours qui suivront la consultation de dimanche, si l'échec du camp conservateur est trop important : dans le cas notamment où le PLD ne franchirait pas la barre des 45 sièges.

Sur les 126 sièges à pourvoir (la Chambre haute est renouvelée tous les trois ans par moitié), 50 sont soumis au scrutin proportionnel national et 76 au scrutin par circonscription. Il faudrait 54 sièges au PLD pour conserver la majorité qu'il détient aujourd'hui (142 sièges sur 252).

Les chances des socialistes

Comme dans toutes élections sénatoriales au Japon, celles du 23 juillet ont leur lot de mini-pertis plus ou moins fantaisistes. On compte cette fois un nombre record (quarante) de ces formations en quête des quelques minutes de télévision gratuites allouées aux candidats pour présenter leurs idées. Ces mini-formations, dont l'existence ne dépasse guère le temps d'une campagne, vont du Parti des sports et de l'amitié, animé par un ancien et célèbre catcheur, au « Parti des humains », en passant par un groupe favorable aux contacts avec les extra-terrestres, le Parti du Soleil, dont le programme se résume à l'élimination des maladies vénériennes, ou, plus sérieux, le Parti des retraités, dont la situation n'est effectivement guère enviable.

Pour la première fois au Japon, se présente en outre un candidat d'origine étrangère : M. Claude Chari, un Français qui a pris la nationalité japonaise en 1985. Il figure en deuxième place sur la liste nationale du Nouveau Club libéral, petite formation qui avait rompu avec le camp conservateur, puis est rentrée dans son giron tout en conservant une identité propre.

Les socialistes seront vraisemblablement les grands vainqueurs de ces élections : ils pourraient doubler leurs sièges. Ils profiteront notamment des votes d'un électoral flottant, qui, traditionnellement, privilégiait les conservateurs. Comme lors des élections municipales de Tokyo, le PSJ bénéficierait du mouvement

d'humeur d'un électoral mobilisé par un faisceau de sujets de mécontentement (scandale Recruit, TVA et libéralisation du marché agricole). Le PSJ de Mme Doi attire en outre les votes des femmes. Les derniers numéros des hebdomadaires féminins ont publié un nombre surprenant d'articles témoignant d'un nouvel intérêt des Japonaises pour la politique. Sur les 670 candidats, on compte une forte proportion de femmes (146).

La présidente du Parti socialiste est pour beaucoup de Japonaises le symbole d'un changement de leur situation sociale. Mais il n'en restera pas moins au PSJ, s'il est en position de force au Parlement, à démontrer sa capacité de constituer une opposition constructive capable d'influencer les orientations politiques par des propositions concrètes.

La pauvreté des thèmes de la campagne, sans pratiquement de références aux questions internationales, conjuguée à l'absence traditionnelle de crédibilité de la principale formation d'opposition, profondément divisée sur les grandes questions (alliance avec les Etats-Unis, rôle militaire du Japon, énergie nucléaire et, d'une manière générale, politique étrangère), n'incite guère l'électeur à percevoir les socialistes comme une solution de rechange au pouvoir des conservateurs.

L'image de M^{me} Doi, dont la popularité personnelle dans un pays où les femmes ne sont guère représentées sur le plan politique constitue un véritable atout pour un parti paralysé par ses rivalités internes, lui permettra d'élargir sa base. Mais elle ne doit pas dissimuler les faiblesses profondes du PSJ, cantonné depuis des années dans une attitude purement oppositionnelle et souvent dogmatique. Il est vraisemblable que sa nouvelle force accentuera plus qu'elle n'atténuera ses antagonismes internes, étouffés pour l'instant par la perspective d'une victoire.

Les élections du 23 juillet sont appelées à aggraver la crise politique que traverse le Japon depuis qu'a éclaté il y a un an le scandale politico-bourgeois Recruit, qui a contraint le premier ministre Takeshita à démissionner. Pour la première fois depuis de longues années, le PLD, au pouvoir depuis trente-quatre ans, est sur la défensive, et ses candidats mettent l'accent sur les risques d'instabilité et de recul du Japon sur la scène internationale en cas de victoire de l'opposition. Thèmes qui ne sont pas sans rappeler les discours des conservateurs contre la gauche dans les années 50. Mais la situation est profondément différente.

Il y a bien une crise du pouvoir conservateur, dont les « barons » sont paralysés par leur implication dans le scandale Recruit, mais il n'y a pas de crise sociale ni même de grand sujet qui divise l'opinion publique dans un pays où l'économie fait preuve d'une santé florissante. Assurément, beaucoup voudraient profiter davantage de la richesse nationale et souhaitent un changement dans les priorités politiques. Mais ils ne sont pas prêts pour autant à risquer de mettre en cause les avantages acquis. Les Japonais entendent donner une « leçon » aux libéraux démocrates. Mais veulent-ils pour autant un changement de majorité ?

Les grandes orientations politiques ne sont guère appelées à être modifiées, même dans l'hypothèse où s'ouvrirait pour le Japon la « saison des gouvernements de coalition ». En revanche, la période d'incertitude et de flottement du pouvoir de ces derniers mois devrait se prolonger tant qu'une relève n'aura pas été trouvée au sein du parti conservateur.

PHILIPPE PONS.

CORÉE DU SUD

Important remaniement ministériel

Le président Roh Tae-woo a procédé, mercredi 19 juillet, à un important remaniement ministériel. Cette mesure est destinée, selon le porte-parole de la présidence, à rendre plus efficace la lutte que mène le gouvernement contre la criminalité et les conflits du travail, à établir plus fermement l'ordre et à entretenir de meilleures relations avec le Parlement.

Six portefeuilles ont été changés de titulaire, celui de l'Intérieur étant attribué au député Kim Tae-ho, la construction à l'ancien général Kwon Yong-pak, les communications à M. Lee Woo-jac et les

affaires politiques au conseiller de la présidence Park Chul-an. De plus, le président Roh a nommé un nouveau directeur de l'Agence de planification et de la sécurité nationale (service de renseignement) : l'ancien procureur général Suh Dong-kook remplace M. Park Soh-jik à ce poste de rang ministériel. Il était reproché à M. Park, qui avait présidé le Comité d'organisation des Jeux olympiques de Séoul, de n'avoir pas réussi à garder secrètes les visites en Corée du Nord d'un pasteur protestant dissident et d'un député de l'opposition. — (AFP.)

CHINE : réunis à Paris pour former un « front démocratique »

Des dissidents affirment que plus de cent personnes ont été exécutées et cent vingt mille arrêtées depuis le 4 juin

Réunis à Paris, les cinq principaux dissidents chinois à l'étranger ont lancé jeudi 20 juillet lors d'une conférence de presse un « appel urgent » pour que Pékin mette fin aux arrestations, aux tortures et aux « exécutions secrètes » et rende publique la liste des personnes arrêtées. Ils ont indiqué que plus de cent personnes avaient été exécutées

et que cent vingt mille autres avaient été arrêtées.

MM. Wu'er Kaixi, dirigeant étudiant, Yan Jiaqi (1), ancien directeur de l'Institut de science politique de l'Académie des sciences sociales, Su Shaozhi, ex-directeur de l'Institut du marxisme-léninisme et de la pensée maozédong de la même académie,

Wan Runsan, PDG de Stone, la plus célèbre entreprise privée, et Lin Binyan (2), journaliste et vice-président de l'Union des écrivains, ont annoncé leur intention de créer un « front démocratique » chinois, « force puissante capable de faire contrepoids à la dictature despotique » et « fasciste ».

Mais on ne peut prévoir quand émergeront un Kadar ou un Gorbachev chinois.

Marxiste réformiste, M. Su Shaozhi renvoie la balle dans le camp de Pékin. Soit considérant toujours comme marxiste, il a déclaré au Monde : « C'est le PCC qui est contre le marxisme et le socialisme. Le marxisme, c'est la libération de l'homme. La Chine ne se trouve même pas dans la stade préparatoire du socialisme. Nous ne pouvons pas nous appeler pays socialiste : nous n'avons ni démocratie, ni forte productivité, ni niveau de vie décent. Est-ce cela le socialisme ? La Suède est plus proche du socialisme que l'URSS ou la Chine ! »

Les « difficultés similaires » de M. Gorbachev

Tout en reconnaissant la sincérité du réformisme économique de M. Deng Xiaoping, M. Su a estimé que son refus de toute réforme démocratique était la cause « de tous ses problèmes après dix années de réformes. Ce régime ne peut valoir l'idée même de démocratie. Il s'est allié aux conservateurs qualifiés de « stalinistes » — dans la répression, dont il est le principal perdant (...). Qui sont les contre-

révolutionnaires ? Ce sont eux, et pas nous, qui demandons la démocratie et les réformes (...). Avec la répression, l'image du marxisme et du socialisme risque de s'effondrer devant la population. »

Le principal but des réformes, a-t-il ajouté, c'est « la démocratisation et l'économie de marché. Mais le plus important, c'est la réforme du PC, sans laquelle il ne peut y avoir de véritable réforme. Il doit se démocratiser et se moderniser, accepter la séparation des pouvoirs, cesser de s'ingérer partout (...). Sans réforme politique, aucune réforme économique ne peut réussir. La politique de l'URSS est plus éclairée que la nôtre, mais elle connaît des difficultés similaires. Gorbatchev a peur des effets de la réforme économique dans d'autres pays qui se disent socialistes : inflation, disparité de revenus, chômage, corruption et spéculation. La Hongrie est peut-être le seul à avoir quelque chance de réussir son expérience. »

Par sa politique répressive et ses dénonciations sans nuances, le régime de Pékin a contribué à la disaffection des personnalités parmi les plus prestigieuses du pays, qui, comme MM. Su et Lin, sont communistes depuis longtemps, et a engendré à ses dépens la première force d'opposition à l'étranger en

quarante ans — à l'exception du régime de Taïwan — qui conteste sa « légitimité », continue de se réclamer des idées mêmes d'un marxisme qui, pour M. Su, est autre chose qu'un moyen de conserver le pouvoir : « Les dirigeants se fient de tous les « lénistes », ils veulent seulement préserver leurs privilèges. »

PATRICE DE BEER.

(1) Le Monde a publié le 10 juillet la première interview de MM. Wu'er Kaixi et Yan Jiaqi.
(2) Le Monde avait publié une interview de M. Lin Binyan le 1^{er} septembre 1988.

● BIRMANIE : La principale dirigeante de l'opposition en résidence surveillée. — M^{me} Aung San Suu Kyi, principale dirigeante de l'opposition et chef de la Ligue nationale pour la démocratie, a été placée en résidence surveillée à Rangoun, jeudi 20 juillet, et sa maison a été encerclée par l'armée. La veille, l'armée avait été déployée dans les rues de la capitale pour empêcher un défilé de l'opposition. La situation est tendue en Birmanie à la veille du premier anniversaire des manifestations étudiantes d'août dernier, qui s'étaient achevées par un bain de sang. — (AFP, Reuters.)

Proche-Orient

Les Kurdes d'Irak, personnes déplacées

(Suite de la première page.)

Tous les villages isolés de la montagne (environ quatre mille) ont, en tout cas, été détruits, ce qui ne manque pas de poser le problème de l'avenir des paysans ainsi arrachés à la terre et coupés de leurs racines. Certes, le gouvernement a cherché à compenser le préjudice subi en offrant des aides financières de plusieurs milliers de dollars aux déplacés mais l'argent ne remplace pas tout.

Si le gouvernement irakien, au dire de tous les observateurs indépendants, a gagné, au moins à court terme, la bataille militaire du Kurdistan — la circulation dans la région est aujourd'hui sûre, même de nuit, les routes sont ouvertes et les touristes ont retrouvé le chemin des montagnes — il reste que ces mouvements de population vont accentuer le ressentiment des Kurdes, dont un grand nombre n'étaient pas forcément hostiles au régime. Comme l'affirme un expert, « c'est la meilleure façon de créer des rebelles ». Certes il sera de plus en plus difficile aux pershmergas (combattants kurdes) de se mouvoir à l'aise dans une région dépeuplée et, de plus, étroitement surveillée et quadrillée par l'armée, mais, à long terme, c'est

la bataille politique que le gouvernement doit gagner et c'est là un autre problème.

Parallèlement à cette politique de déplacement, Bagdad cherche donc à se gagner les faveurs de la population en tentant d'améliorer ses conditions de vie matérielle.

Les faveurs de la population

De nombreux travaux d'infrastructure ont été entrepris dans les provinces kurdes. De plus, le responsable du parti Baas pour le nord, M. Ali Hassan al Majid, un cousin du président, responsable de la région depuis le début de 1987, a été récemment remplacé par un membre du Conseil de commandement de la Révolution, M. Hassan Ali, un chifte. Sa principale tâche est, justement, de tenter, par une politique d'ouverture économique et sociale (notamment en créant des emplois), de attirer les bonnes grâces des Kurdes afin de les amener à combattre les pershmergas. Le président Saddam Hussein lui-même s'est récemment rendu, à trois reprises, au nord pour tenter de rassurer les chefs kurdes.

Conscient de la non-représentativité totale des deux partis kurdes loyalistes, les partis démocratique et révolutionnaire du Kurdistan, alliés au Baas dans le Front national progressiste et dont les leaders ont été battus aux élections du 1^{er} avril, le gouvernement chercherait à faire émerger de nouvelles personnalités. Mais comme le dit un spécialiste : « On mesurera le sérieux du gouvernement vis-à-vis des Kurdes à sa capacité de négocier avec les chefs de la rébellion ». MM. Masoud Barzani et Jalal Talabani. Ce dernier a été exclu nommément de toute amnistie pour sa collaboration avec l'Iran, notamment dans l'affaire d'Halabja.

Prise par les Iraniens le 14 mars 1988, cette localité avait subi un intense bombardement aux armes chimiques de la part de l'Irak, qui a fait environ 5 000 morts, selon Téhéran. Aujourd'hui abandonnée, Halabja a été reconstruite à quelques distances pour abriter environ 20 000 personnes sous la haute protection d'un camp militaire qui domine la nouvelle ville.

Des contacts secrets ont toutefois lieu avec M. Barzani et même avec M. Talabani par l'intermédiaire d'émisaires. Mais, pour l'instant, ceux-ci ne paraissent pas donner de grands résultats. Le président Saddam Hussein aurait laissé entendre cependant qu'il était prêt à recevoir M. Barzani. Les membres de ces deux grandes tribus connaîtraient un sort encore beaucoup plus dur, affirme-t-on de bonne source à Bagdad, que le reste de la population kurde.

S'il est encore trop tôt pour mesurer tous les effets de ces déplacements massifs de population, il est certain que le gouvernement entend par tous les moyens (et le passé prouve qu'il n'a reculé devant aucun d'entre eux) pour mettre fin à la rébellion kurde.

FRANÇOISE CHÉPAUX.

ISRAËL : violente polémique entre M. Shamir et M. Sharon

« Rira bien qui rira le dernier »

Jérusalem (AFP). — Une violente polémique a opposé, mercredi 19 juillet, M. Itzhak Shamir, premier ministre israélien, et M. Ariel Sharon, ministre du commerce et de l'industrie, au cours d'une réunion des ministres du Likoud (droite nationale). Selon la presse israélienne, la discussion a éclaté à propos des contacts secrets de M. Shamir, chef de file du Likoud, avec des personnalités palestiniennes des territoires occupés. M. Sharon a demandé pour quelle raison il n'était pas tenu au courant de ces rencontres.

« Est-ce que ces contacts sont tenus secrets en ce qui me concerne ? », a demandé le chef de la fraction dure du Likoud. M. Shamir : Oui, c'est ce que j'ai déclaré, car, parmi tous ceux qui sont présents ici, vous ne gardez aucun secret.

M. Sharon : Nous sommes dans une situation très grave et intolérable où vous êtes disposés à divulguer des choses à des Palestiniens liés au terrorisme et à la violence tout en refusant de donner des informations à un ministre du Likoud.

M. Shamir se contente de répondre d'un revers de main.

M. Sharon : Je ne suis pas capable et disposé à vous faire concurrence sur le terrain des grossièretés. Tout ce que je peux faire, c'est mépriser une telle attitude.

M. Shamir : Vous suscitez une atmosphère pourrie au sein du Likoud.

M. Sharon : Je méprise vos propos, dont je me moque.

M. Shamir : Rira bien qui rira le dernier. — (AFP.)

● Extension de la « zone inhabitable ». — La « zone inhabitable », que l'Irak a commencé d'établir le long de sa frontière avec l'Iran et la Turquie va s'étendre également le long de sa frontière avec la Syrie, a déclaré M. Hassan Ali, responsable du Bureau de l'organisation du Nord (Kurdistan) au sein de la direction du parti Baas au pouvoir en Irak.

Amériques

ARGENTINE : alors que s'ouvre le procès des assaillants de la Tablada

Le gouvernement définit sa stratégie à l'égard de l'armée

Au moment où s'ouvre à Buenos-Aires, jeudi 20 juillet, le procès des vingt extrémistes de gauche responsables de l'attaque, en janvier dernier, contre le régiment de la Tablada, le gouvernement argentin souhaite refaire l'unité de l'armée et renforcer sa discipline.

Outre le dramatique problème économique que le nouveau président argentin Carlos Menem doit affronter à peine entré en fonctions, il en est un autre (tout aussi urgent) — au vu des pressions exercées — et dont la solution est des plus délicates : celle des relations avec l'armée. M. Menem a tout fait pour que son prédécesseur, M. Raúl Alfonsín, le règle avant son départ. Mais celui-ci a tenu bon jusqu'au bout, refusant d'une part d'étendre l'amnistie à la vingtaine d'officiers supérieurs encore accusés d'atteinte aux droits de l'homme sous la dictature (1976-1983), d'autre part, de l'accorder à ceux qui ont trahi dans les troupes militaires de Campo de Mayo à Páramo 1987 et de Monte-Caseros et Villa-Martelli en 1988.

M. Alfonsín avait été fort critiqué pour sa politique à l'égard de l'armée. De nombreux argentins considéraient, en effet, que les concessions qu'il lui ont été accordées après chacune des rébellions étaient un signe de la faiblesse du président. On disait son successeur très lié au chef des deux dernières rébellions, le colonel Seineldin, ce qui faisait craindre encore plus de compromis. Or, dès son entrée en fonctions, M. Menem a déclaré son intention d'accorder l'amnistie. « Je ne peux pas même voir un otage en cage », avait-il avoué. Mais cette fois, elle sera générale. Tant pour les militaires que pour les guérilleros d'extrême gauche. La meilleure for-

mule juridique pour y parvenir est en cours d'étude.

Pourtant, M. Menem veut réaffirmer son autorité. En effet, il a nommé à la tête de l'état-major de l'armée de terre un officier qui s'est fait une grande réputation pendant la guerre des Malouines mais qui ne sympathise pas avec les rebelles, le général Isidro Caceres, celui-là même qui dirigeait la colonne de tanks envoyée pour empêcher le lieutenant-colonel Aldo Rico de s'enlever Campo de Mayo en 1987.

« Réconciliation nationale »

Le nouveau ministre de la défense, M. Italo Luder, a donné le ton en assurant qu'« il n'y a pas de

place pour les disputes entre factions au sein de l'armée quand des millions d'Argentins luttent pour survivre ». Il a résumé ainsi les objectifs du gouvernement en matière de défense : unité de l'armée et rétablissement de la discipline, pour laquelle tout le monde devra faire des concessions ; recherche d'un meilleur niveau opérationnel et subordination au pouvoir politique.

C'est donc le général Caceres qui devra mener à bien cette tâche ingrate. Son autorité et son professionnalisme reconnus devraient l'y aider. Dans son discours de prise de fonctions, il a annoncé qu'il « s'appliquera à former les blessures internes pour que l'armée de terre, en tant que partie intégrante de la société, puisse contribuer à la

pacification et à la réconciliation nationale ».

La dernière tentative de pression des « caras pintados » (les rebelles) avait été de publier, à trois semaines du changement de gouvernement, une lettre accusant M. Alfonsín de ne pas avoir respecté un accord secret prétendument passé entre le colonel Seineldin, représentant les militaires de Villa-Martelli et le chef d'état-major de l'armée de terre d'alors, le général Caceres. Le général Caceres a démenti officiellement l'existence d'un tel accord tout en laissant filtrer que s'il n'avait pas été respecté, il n'aurait pas été respecté par le général Seineldin de prendre sa retraite comme prévu dans l'accord.

Mais la semaine dernière, les porte-parole d'une douzaine d'officiers, dont Rico et Seineldin, ont

assuré que ceux-ci auraient décidé de prendre leur retraite tout en sachant que c'était impossible pour l'instant, puisqu'ils sont en cours de procès. Ce geste aurait, selon eux, le double objectif de « contribuer à la solution de la crise » et de montrer qu'il « ne peuvent plus rien faire pour calmer l'intransigence des rangs inférieurs ».

Il semble que le mot d'ordre de M. Menem de « réconciliation nationale » a été entendu par tous. La semaine dernière, certains membres de l'ex-mouvement guérillero Montoneros, dont le chef, Mario Firmenich, actuellement incarcéré, ont signé un document d'autocritique — déposé dans une église — condamnant la violence qu'ils ont utilisée, affirmant leur intention de déposer définitivement les armes et faisant

l'éloge du président Menem. Ce dernier avait auparavant déclaré qu'il verrait d'un bon œil une masse de réconciliation entre militaires et ex-guérilleros. Aussitôt dit, aussitôt fait.

Mais tout le monde, en Argentine, n'est pas convaincu que l'amnistie soit la meilleure solution. Le quotidien de gauche libéral Pagina 12 écrivait, la semaine dernière, que « le pouvoir exécutif a encore le temps de se rendre compte (...) qu'une nouvelle amnistie, qui consacrerait un statut juridique privilégié pour les militaires, serait la meilleure manière d'en perdre une fois de plus le contrôle, comme cela est arrivé au président Alfonsín à partir de la rébellion de Páramo 1987 ».

CATHERINE DERIVERY.

L'étrange réapparition d'une extrême gauche violente

BUENOS-AIRES de notre correspondant

Vingt accusés répondent, devant un tribunal argentin, d'une des plus étranges actions de commando dans l'histoire de l'extrême gauche latino-américaine. Ces personnes, dont un prêtre et quatre jeunes femmes, doivent expliquer pourquoi, le 23 janvier dernier, ils ont attaqué, les armes à la main, le caserne de la Tablada, aux abords de Buenos-Aires. Cette opération, que les Argentins avaient pu suivre en direct à la télévision, avait fait trente-neuf morts, vingt-huit parmi les assaillants et onze parmi les militaires et les policiers, au cours de trente heures de combats.

Le procès s'est ouvert, jeudi 20 juillet, au milieu d'un important dispositif de sécurité, véhicules blindés autour du petit tribunal de banlieue, policiers en gilet pare-

balles, armés de fusils-mitrailleurs, bloquant les rues avoisinantes, etc. Dans une pièce exigüe, face à un crucifix et à un drapeau argentin, le procureur a entamé la lecture d'un acte d'accusation de quatre cent cinquante pages, en conclusion duquel il requiert pour tous les accusés, dans leur majorité très jeunes, la prison à perpétuité pour diverses inculpations, entre autres dix homicides.

Le procès doit durer deux ou trois mois : plus de quatre cents témoins doivent être entendus. Le ministère public affirme que l'action du commando fut celle d'un groupe « subversif qui a tenté à la vie démocratique du pays ». Les accusés, parmi lesquels figurent un commandant, une assistante sociale ou encore un laitier, appartenant au mouvement « Tous pour la patrie », une petite organisation créée en 1988 dans la plus pure légalité.

Ils n'ont attaqué le caserne de la Tablada, disent-ils, que pour mieux déjouer un coup d'État qu'un groupe de militaires extrémistes y auraient préparé. Dans des documents saisis à l'époque, le commando se présentait, en substance, comme l'avant-garde de la population, qu'il appelait à se rassembler sur la place de Mai pour défendre la démocratie. Dans un autre document, le commando révélait en fait sa véritable ambition, la prise du pouvoir. La défense affirme qu'il s'agit d'un faux élaboré par une officine des services secrets.

L'affaire avait, en son temps, retourné l'opinion publique. Les militaires, longtemps honnis pour leurs abus commis pendant la dictature, apparaissent tout à coup comme les sauveurs de la démocratie face à une résurgence de l'extrême gauche. De là à justifier les méthodes utilisées pendant la

« sale guerre » contre la guérilla à la fin des années 70, il n'y avait qu'un pas, que nombre de militaires avaient déjà franchi. L'affaire de la Tablada a apporté de l'eau à leur moulin.

Les accusés, qui ont choisi une défense collective, ont paru déstabilisés à l'ouverture du procès, bavarquant entre eux. Un de leurs avocats s'est déclaré frappé par leur « ingénuité », dont il veut voir une autre preuve dans leur espoir d'être ultérieurement amnistiés. Le président Carlos Menem a bien parlé de réconciliation nationale, et une amnistie semble désormais imminente, mais il ne fait guère de doute qu'elle s'appliquera exclusivement aux militaires détenus ou encore en procès et aux guérilleros des années 70.

EDITH CORON.

Afrique

NAMIBIE : la visite du secrétaire général de l'ONU

M. Perez de Cuellar « s'inquiète » du comportement des forces de police

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, devait achever, vendredi 21 juillet, une visite de trois jours en Namibie, avant de se rendre en Afrique du Sud pour une entrevue avec le ministre des affaires étrangères, M. « Pik » Botha, ou s'attendait que le sujet principal de cet entretien porte, comme à Windhoek, sur le comportement de la police namibienne (sous commandement sud-africain), chargée du maintien de l'ordre durant le processus qui doit conduire à l'indépendance de ce territoire.

JOHANNESBURG de notre correspondant

Dès son arrivée à Windhoek, mardi 19 juillet, M. Perez de Cuellar avait clairement expliqué le but de sa visite, la première dans le territoire depuis 1983. Il s'agissait, avait-il dit, de faire en sorte que les conditions existant pour des élections constituantes « libres et honnêtes » en novembre prochain. Avant d'ajouter : « Il est important que la résolution 435 (sur l'indépendance de la Namibie) soit appliquée dans la lettre et dans l'esprit et que tous les obstacles soient retirés ».

L'un de ces obstacles porte sur la libération des prisonniers politiques. La résolution 435 prévoit la remise en liberté de la totalité de ces prisonniers, ceux détenus par les autorités comme ceux emprisonnés par l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO). Le 4 juillet, 153 prisonniers de la SWAPO étaient arrivés à Windhoek en provenance de Lubango (sud de l'Angola). L'administrateur général sud-africain du territoire, M. Louis Pienaar, avait alors affirmé qu'il ne relâcherait aucun prisonnier tant que toutes les personnes détenues par la SWAPO n'auraient pas été libérées.

Pourtant, M. Pienaar a consenti, après une entrevue avec M. Perez de Cuellar, à relâcher la quasi-totalité (24 sur 28) des prisonniers politiques détenus dans les prisons namibiennes. Quatre autres condamnés et quatre prévenus, qui, selon M. Pienaar, ne peuvent prétendre à l'appellation de prisonnier politique, n'ont toutefois pas bénéficié de cette mesure.

En échange de cette concession, M. Pienaar a obtenu de M. Perez de

Cuellar la promesse qu'il prendrait « certaines mesures » pour obtenir la libération des personnes encore détenues par la SWAPO. M. Pienaar estime que le mouvement indépendantiste détiendrait encore au moins 67 prisonniers, alors que le comité des parents de Namibie, qui groupe les familles de Namibiens arrêtés par la SWAPO, avance le chiffre de 439. La SWAPO, elle, prétend ne plus avoir aucun prisonnier.

L'insinuation des « barres de fer »

Mais l'ONU n'a jamais caché que l'« entrave » numéro un au processus d'indépendance était, à ses yeux, l'attitude de la police namibienne. En juin, M. Perez de Cuellar soulignait ainsi cette police devant le Conseil de sécurité, d'avoir créé « une atmosphère de peur et d'intimidation » parmi la population du Nord, massivement favorable à la SWAPO. Le sujet a, de toute évidence, été discuté en priorité avec M. Pienaar, qui a accepté de « réduire la visibilité » de sa police.

Les policiers mis en cause, des Nègres originaires de l'Ovamboland (région Nord), sont d'anciens « spécialistes » de la lutte « antiterroriste », connus sous le nom de « koekoets » (mot afrikaans signifiant « barre de fer », du nom de leur unité (officiellement dissoute l'an dernier). Sur les quelque 1800 policiers d'active dans le Nord, au moins 1500 sont d'anciens « koekoets ». Or ces policiers ont, en raison des abus qu'ils ont commis pendant des années, une réputation exécrable. Cherchent-ils toujours à « intimider » la population ovambo, comme l'affirme la SWAPO ? M. Pienaar assure que les accusations sont hors de proportion avec la réalité et parle d'une « campagne orchestrée » contre la police. M. Perez de Cuellar a, en tout cas, passé une journée entière dans le Nord, pour se rendre compte de visu de la situation. Il y a été accueilli par plusieurs milliers de manifestants aux couleurs de la SWAPO réclamant l'expulsion des anciens « koekoets » de la police. Ce sujet constitue « un motif d'inquiétude », a-t-il dit.

La venue de M. Perez de Cuellar avait été précédée par une nouvelle salve dans la guerre à peine larvée que continuent de se livrer M. Pienaar et la SWAPO. Le mouvement

indépendantiste avait, en effet, accusé l'administrateur-général d'avoir sciemment menti en affirmant que la SWAPO projetait une nouvelle invasion du territoire par ses combattants, semblable à celle qui avait failli étouffer le processus de décolonisation à son démarrage, le 1^{er} avril.

Une délégation immédiatement dépechée dans le Nord par l'ONU n'avait pas trouvé la machine à vapeur confirmant ces accusations. Pourtant, la police namibienne maintient qu'elles étaient fondées.

La véritable inconnue concerne l'après-indépendance. C'est ce sentiment d'incertitude qui a poussé M. Perez de Cuellar à réaliser une grande « première » en réunissant autour de lui, mercredi, des représentants des neuf principaux partis (ou coalitions) du territoire, au premier rang desquels la SWAPO et son principal rival, l'Alliance démocratique de la Turnhalle (DAT). Il les a exhortés à œuvrer pour l'unité nationale, appel qui n'est pas superflu, compte tenu du manque d'homogénéité de ce pays. — (Lutrim.)

MOZAMBIQUE

Des attaques de rebelles ont fait des dizaines de morts

JOHANNESBURG de notre correspondant

Les rebelles de la Résistance nationale du Mozambique (Renamo) semblent avoir opposé une fin de non-recevoir aux ouvertures de paix du régime de Maputo. Alors qu'une délégation de prisonniers mozambicains (catholiques et protestants) mandatée par le gouvernement du président Joaquim Chissano attendait patiemment à Nairobi la venue des chefs du mouvement, les rebelles ont, en effet, lancé mardi 18 et mercredi 19 juillet deux attaques particulièrement meurtrières contre des villages du Sud.

Le plus sanglant a eu lieu, mardi, à Sangumbe, dans la province de Gaza. Selon des responsables militaires, elle aurait fait quarante-deux morts et cent onze blessés chez les villageois. Le len-

demain soir, un groupe de rebelles lançait une attaque au mortier contre la petite ville de Kessano Garcia, située à 5 km de la frontière sud-africaine. Des témoins font état de plusieurs dizaines de morts et de blessés. Plus de cinq cents villageois en proie à la panique ont franchi la rivière Kousati pour se réfugier en Afrique du Sud, d'où ils ont été refoulés par la police.

A en croire le représentant à Lisbonne de la Renamo, Manuel Frank, le fait qu'aucun représentant du mouvement n'ait fait le déplacement de Nairobi n'a aucune signification politique. Cela serait tout simplement dû, selon lui, à un raid de l'armée zimbabwéenne lancé le 12 juillet contre les positions de la Renamo dans la région de Gorongosa (nord du Mozambique), qui empêcherait les représentants du mouvement de quitter leur base. — (Interim.)

ALGÉRIE : nouveau pas vers le multipartisme

La loi électorale consacre la liberté des candidatures

ALGER de notre correspondant

Les députés algériens ont adopté un nouveau code électoral, mercredi 19 juillet. Cette loi essentielle à l'application de la Constitution adoptée par référendum le 23 février avait été présentée et examinée par l'Assemblée populaire nationale (APN) au cours de la session ordinaire de printemps. Elle avait été renvoyée devant la commission juridique et administrative de l'APN. Une soixantaine d'amendements avaient été retenus qui ont été introduits dans le rapport complémentaire.

Les députés ont en à se prononcer sur chacun d'eux. Ils se sont finalement décidés en faveur d'un « service de liste proportionnelle avec prime à la majorité » à « une tour » pour les élections aux assemblées populaires communales, départementales (wilayas) et nationales (Chambre des députés). Pour chacune de ces assemblées, le durée du mandat restée fixée à cinq ans. Ce type de scrutin donne la totalité des sièges à la liste qui a obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés.

Dans le cas où aucune liste en présence n'obtient la majorité absolue, celle qui bénéficie d'une majorité simple recueille la moitié des sièges plus un. Les sièges restant à pourvoir sont répartis entre les listes qui ont obtenu au moins 10 % des suffrages exprimés.

Le nombre des élus municipaux varie en fonction de la population recensée. De sept membres pour les communes de moins de 10 000 habitants, à trente-trois pour les villes de plus de 200 000 âmes. Si le candidat se réclame d'un parti, il doit présenter une liste de quelque 600 signatures de membres élus de l'assemblée populaire. Le candidat indépendant de toute association à caractère politique doit obtenir la signature d'au moins 10 % des électeurs de sa circonscription.

Le gouvernement, qui avait initialement proposé un projet axé sur le scrutin de liste majoritaire à un tour, souhaitait voir les questions de découpage électoral régies par voie réglementaire. Les députés ne l'ont pas accepté. D'autres amendements ont été introduits concernant les conditions à remplir par tout candidat à la députation, dont le conjoint, à défaut d'être Algérien de souche, doit présenter un document officiel attestant de sa « conduite honorable lors de la glorieuse révolution de libération ». Cet article « a été voté par acclamation », note le quotidien El Moudjahid, qui relève la nécessité pour un candidat à la présidence de la République de fournir un « certificat de nationalité algérienne d'origine » de son conjoint.

La loi sur les associations à caractère politique votée le 2 juillet brisait définitivement le monopole du FLN parti unique. La nouvelle loi électorale consacre la liberté des candidatures aux élections locales, départementales et nationales. Deux des lois indispensables au bon fonctionnement des institutions algériennes prolongent désormais la Constitution du 23 février.

L'appareil législatif est loin d'être complet. Le code de l'information n'est toujours pas voté. La loi sur les sociétés d'économie mixte non plus. Les promesses faites, en mars, par les autorités politiques de doter l'Algérie de nouvelles lois avant la fin du premier semestre n'ont pas été tenues. Il n'est pas sûr que la session extraordinaire ouverte le 15 juillet permette de sortir de l'impasse avant la fin du mois.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

AFRIQUE DU SUD

Déclaration de M. « Pik » Botha dans la presse soviétique

L'Afrique du Sud est intéressée par des relations commerciales normales avec l'URSS, a déclaré le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. « Pik » Botha, dans un entretien accordé à l'hebdomadaire soviétique Temps nouveaux, une « première » du genre. Jamais un membre du gouvernement n'avait en la parole dans la presse soviétique, les deux pays n'ayant pas de relations diplomatiques. L'URSS s'est engagée depuis quelques mois dans une révision de sa politique dans le sud de l'Afrique, et des contacts discrets et informels ont eu lieu avec des officiels sud-africains. — (AFP.)

Le futur chef de l'Etat n'ira pas aux Etats-Unis

M. Frederik De Klerk a décliné l'invitation de se rendre aux Etats-Unis qui lui a été faite par le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker. Dans un communiqué publié mercredi, le ministre sud-africain des affaires étrangères déclare qu'il apparaît que « certains éléments au sein du Congrès américain ont l'intention de déclencher des controverses à propos de cette visite ». Cette déclaration survient au lendemain de la publication aux Etats-Unis d'une lettre signée par plus de cent parlementaires qui demandent au président Bush de ne pas rencontrer M. De Klerk, tant que l'apartheid n'aura pas été levé et que toutes les organisations politiques n'aient pas été légalisées. — (AFP.)

Un visa pour Breitenbach

Le ministre sud-africain de l'Intérieur, M. Stoffel Botha, a déclaré, jeudi 20 juillet, qu'il avait accordé au poète, romancier et peintre français d'origine sud-africaine Breitenbach, ainsi qu'à son épouse d'origine vietnamienne, un visa d'entrée de quatre jours pour leur permettre de rendre visite au père du poète, âgé de 85 ans, actuellement souffrant. Selon M. Botha, ces visas ont été accordés à la condition que le couple ne prenne part à aucune activité politique. — (AFP.)

Débat au sein

de la participation à

Le débat au sein de la participation à la vie politique est un thème récurrent dans les médias sud-africains. Les journaux s'interrogent sur le rôle des citoyens dans la construction d'une nouvelle société démocratique. Les débats portent souvent sur la nécessité d'une éducation civique et d'une implication active des citoyens dans les affaires publiques.

Le mouvement

Le mouvement pour la démocratie et la justice sociale est en pleine effervescence en Afrique du Sud. Les organisations de base se multiplient, et les citoyens cherchent à influencer les décisions politiques. Les débats portent sur la manière de structurer ce mouvement et de le rendre efficace. Les journaux analysent les succès et les échecs de ces initiatives.

La Roule

Régime de censure « Jeux de

la propagande chrétienne

Le régime de censure en Afrique du Sud est un sujet de préoccupation pour de nombreux observateurs. Les journaux critiquent les restrictions imposées à la liberté d'expression et à la diffusion de l'information. Les débats portent sur l'impact de cette censure sur la société et sur les efforts pour la lever.

PORTUGAL

Une mise à

de M. Otelo de

La mise à jour de la politique étrangère de M. Otelo de Sá Mota est un thème central dans les débats portugais. Les journaux analysent les orientations de sa politique internationale et son impact sur les relations avec les autres pays. Les débats portent sur la nécessité d'une réforme de la diplomatie portugaise.

Europe

POLOGNE : après l'élection du président Jaruzelski

Débat au sein de Solidarité sur la participation au futur gouvernement

Après l'annonce de l'élection du général Wojciech Jaruzelski à la présidence de la République polonaise, un débat s'est engagé dans les rangs de l'opposition sur l'opportunité de participer au futur gouvernement.

Interrogé jeudi 20 juillet pour l'Antenne 2, M. Bronislaw Geremek, conseiller de M. Lech Walesa, a exclu toute participation de Solidarité à un gouvernement « qui serait la continuation de quarante-cinq années de pouvoir communiste (...) parce que cela voudrait dire que l'on accepte le système même de ce pouvoir et ses structures de gestion ». M. Geremek a toutefois ajouté : « Nous (Solidarité) sommes prêts à prendre nos responsabilités pour le destin de notre pays. C'est-à-dire qu'il faudrait nous laisser le soin de former le gouvernement. Nous sommes sûrs de disposer d'un programme, d'un projet d'avenir qui pourrait être réalisable dans les conditions actuelles. (...) Si on ne nous propose pas cela, je pense que l'opposition est puissante et qu'elle est assez forte pour assurer la poursuite du processus de démocratisation et la réalisation d'un certain consensus en ce qui concerne la politique économique. »

A Varsovie, au cours d'une réunion plénière houleuse des députés de Solidarité, M. Jaruzelski a été élu président. M. Jaruzelski, qui était considéré comme le candidat unique, celui-ci avait été élu par

270 voix sur 537 suffrages exprimés. Un député de Belchatow, M. Ryszard Brzuz, a notamment reproché à certains de ses collègues d'avoir assuré la courte victoire de l'homme qui avait proclamé l'état de guerre en décembre 1981, en s'abstenant ou en votant mal. Il a déclaré, pour cette raison, de démissionner du groupe parlementaire de Solidarité. M. Jaruzelski a rejeté ces accusations et affirmé qu'il n'y avait eu « aucune manipulation ».

Messages de félicitations

Le nouveau président de la République a reçu jeudi plusieurs messages de félicitations. « Wojciech Jaruzelski est profondément respecté en Union soviétique en tant qu'initiateur de la politique d'accord social et de rénovation socialiste », écrit notamment Mikhail Gorbatchev. « Je souhaite, déclare M. François Mitterrand, que, sous votre présidence, l'entreprise de réformes politiques et économiques se poursuive avec succès, conformément aux attentes du peuple polonais et aux espoirs de ceux qui œuvrent au rapprochement des Européens. » Le premier ministre britannique, M. Thatcher, souligne pour sa part que l'élection présidentielle « a marqué une nouvelle étape dans le processus de réforme politique engagé par la Pologne ». Dans son message, M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, exprime « la ferme volonté de la Communauté de mener à bien la tâche qui lui a été confiée de contribuer à une coopération efficace entre la Pologne et les pays désireux de participer à la réussite des réformes économiques que met

en œuvre le peuple polonais ». Le week-end dernier, rappelle-t-on, le sept pays les plus riches du monde, réunis à Paris, avaient demandé à la Commission européenne de coordonner l'aide occidentale à la Pologne et à la Hongrie.

A Washington, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a estimé que l'élection du général Jaruzelski était une bonne chose pour les Etats-Unis parce qu'elle signifiait « la stabilité en Pologne ». Dans une interview à la chaîne de télévision PBS, il a conseillé aux syndicats polonais, y compris à Solidarnosc, d'être « un peu plus raisonnables » dans leurs exigences afin de parvenir à redresser l'économie nationale.

En Europe de l'Est, les réformes politiques et économiques polonaises sont, en revanche, loin de faire l'unanimité. En Tchécoslovaquie par exemple, l'hebdomadaire du Parti communiste, a exprimé mercredi sa préoccupation quant à l'avenir du socialisme en Pologne. « L'attente avec l'opposition et la réconciliation nationale dans une Pologne de la Pologne mais d'une nouvelle aggrégation de la lutte politique et d'une division encore plus profonde de la société. Cela n'a sans doute pas contribué au renforcement du socialisme », écrit le journal. (Reuters, AFP.)

Fin de la grève des transports. Plusieurs milliers d'employés des transports en commun de Sibirie ont mis fin à la grève depuis le début de la semaine. Ils ont repris le travail jeudi 20 juillet. Ils ont obtenu une augmentation de 80 % de leurs salaires ainsi qu'une hausse des primes trimestrielles. (Reuters.)

URSS

La CEE aura du mal à satisfaire les demandes alimentaires soviétiques

Malgré le volontarisme planificateur dont elle a fait montre pendant soixante-dix ans, l'Union soviétique n'a pas réussi, loin s'en faut, à assurer son autosuffisance alimentaire.

Si la Russie des tsars était en son temps le grenier de l'Europe, la collectivisation brutale de l'agriculture soviétique à la fin des années 1920 a fait de l'URSS un fidèle client des marchés occidentaux, céréaliers principalement. Bon an, mal an, Moscou achète à l'étranger quelque 35 millions de tonnes de grains, plusieurs centaines de milliers de tonnes de sucre et de viande, du beurre et des produits laitiers par dizaines de milliers de tonnes.

Fournisseur privilégié de l'empire du mal (selon une expression de M. Ronald Reagan) pendant les années 70, les Etats-Unis ont perdu pied sur le marché soviétique à partir de 1980, au lendemain de l'embargo céréalier décidé par M. Jimmy Carter pour sanctionner le coup de force de l'armée rouge à Kaboul. Moscou s'est alors tourné vers des fournisseurs de rechange — Canada, Argentine, CEE, — trop heureux de s'engouffrer dans la place. C'est ainsi que, contre toute attente, le 15 octobre 1982 au Kremlin, M. Edith Cresson, alors ministre de l'Agriculture, signe un accord-cadre sur la vente à l'URSS de produits agricoles. Aucun volume n'était mentionné dans ce document pour ne pas contrevancer aux règles communautaires, qui interdisent à un Etat

de la CEE de signer seul un engagement commercial à long terme. En fait, la France s'était engagée par une clause non écrite à livrer tous les ans au moins 3 millions de tonnes de céréales. Cet accord a depuis lors connu quelques avatars, les Soviétiques estimant que la qualité du blé proposé par la France était médiocre. Les Etats-Unis, à coups de subventions, ont récupéré leur part du marché russe (soit environ 40 %) à partir de 1987.

Le bonheur des Américains

En s'engageant dès 1984 dans une politique de réduction des productions, l'Europe verte a, en outre, tari son débouché soviétique « traditionnel » pour des produits tels que la viande ou le beurre. La politique des quotas s'est traduite par une quasi-disparition, dans les frigos européens, des réserves de poudre de lait et de beurre. L'abaissement du cheptel laitier a eu pour effet direct de diminuer les naissances de veaux. Un effet spectaculaire de cette politique s'est produit le 19 juillet avec l'achat par l'URSS de 75 000 tonnes de beurre aux Etats-Unis. Pour la première fois depuis cinq ans, Moscou fait l'impasse sur le beurre de la CEE, dont les prix sont très élevés. Le stock communautaire atteint en outre 40 000 tonnes seulement, soit 10 000 tonnes de moins que le seuil des 50 000 tonnes destiné à l'aide alimentaire. « Notre malheur fait le bonheur des Américains »,

observait-on mercredi dans une grande firme française de négoce.

Si le solde des échanges agro-alimentaires franco-soviétiques reste favorable à la France (7,54 milliards de francs en 1988), il était trois fois supérieur en 1984 (7,2 milliards de francs) ! A titre d'exemple, la France a livré l'an passé à l'URSS 3,2 millions de tonnes de céréales (blé, orge), 48 000 tonnes de viande (porcine essentiellement), 24 000 tonnes de sucre, 15 000 tonnes de produits laitiers, 2 400 hectolitres de vins et spiritueux. Depuis le début de 1989, elle a écoulé 2,1 millions de tonnes de céréales, 10 000 tonnes de produits laitiers et 45 000 tonnes de viande.

Les professionnels s'inquiètent de la capacité de la France et, plus largement, de la CEE à assurer par ses propres moyens l'aide alimentaire qu'elle s'est engagée à apporter à la Pologne aux deux ans, pour un montant de 120 millions de dollars (près de 770 millions de francs). Il est prévu de puiser dans les stocks communautaires de blé, de maïs et de viande, d'oranges et d'huile d'olive. Mais les Douanes ne devraient plus disposer en réserve, à la fin de la campagne, que de 7,5 millions de tonnes de blé et de 115 000 tonnes de viande bovine. Il n'est pas exclu que, pour honorer ses engagements à l'égard des pays de l'Est, la CEE soit contrainte d'acheter au préalable — à quel prix ? — des denrées, avant de les réexporter vers la Pologne.

ERIC FOTTORINO.

Les mineurs veulent garder leurs comités de grève

(Suite de la première page.)

Egalement touchés : le bassin du Karakanda, dans le nord du Kazakhstan, où quatorze mines, seize mille hommes en tout, ont cessé le travail dans les villes de Abat, Chakhtinsk et Pavlograd ; le Donbass occidental, où l'on réclame, de surcroît, la reconversion en équipements sociaux d'un hôtel et d'une maison pour handicapés ; Rostov-sur-le-Don, où l'une des plus importantes mines de la région (la mine du sixième anniversaire des Jeunes communistes) ne fonctionne plus depuis mercredi soir.

La direction a été toute surprise, rapporte le quotidien de l'armée, car on s'était pourtant attendu, la veille, pour se donner trois semaines d'examen des revendications à tête reposée. Tous les responsables, du parti, des syndicats, de la gestion, étaient ravis, et le mouvement était malgré tout.

C'est la contagion, et cette contagion s'explique par le fait que les nouvelles grèves ont démarré avant que l'accord de Kozhass ne soit signé, qu'elles ont pris leur dynamisme propre et que ne sont greffées, dans chaque ville et presque dans chaque puits, des revendications locales dont le règlement ne peut dépendre d'un accord général. Simples questions de grève alors au début d'une véritable extension ?

On le saura sous quelques jours, mais il est peu probable, contrairement à ce qu'écrit la presse soviétique, que le manque d'information ou la « méfiance » expliquent à eux seuls que les débrayages durent et se multiplient malgré l'accord du Kozhass. Tout se passe en réalité comme si de plus en plus d'ouvriers soviétiques voulaient eux aussi prendre la parole, s'organiser et se doter de dirigeants à même de combler le vide laissé par les anciens cadres des syndicats, comme si l'on faisait grève pour goûter à ce fruit hier défendu et se redresser.

« On a cessé d'avoir peur »

Dans ce pays où les grèves se réglaient jusqu'ici à un peu par le massacre des grévistes, un aussi puissant mouvement ne saurait en aucun cas être vu comme un simple conflit sectoriel. Car, si les sujets de mécontentement ne manquent pas, bien sûr, aux mineurs soviétiques, ceux-ci ne sont pas non plus les plus mal lotis des ouvriers soviétiques. D'une certaine manière, c'est au contraire l'élite ouvrière qui a commencé à bouger, et ce mouvement n'est rien d'autre que le signal d'un réveil général.

« On a cessé d'avoir peur », écrit ce vendredi la *Komsomolskaya Pravda*, en décrivant les meetings du Donbass, et c'est en effet là le fait marquant. Relayées par la presse et la télévision, qui avaient reçu, le feu vert pour couvrir l'événement afin qu'un dialogue puisse se nouer, les nouvelles ont vite fait le tour du pays. Les grèves et les meetings ouvriers, ce n'est plus seulement les sempiternelles affiches de propagande sur 1917. C'est désormais un instrument de lutte, et cette lutte rap-

porte, puisque les mineurs obtiennent gain de cause.

En ce sens, même si la vague actuelle retombe, le rebond se prépare déjà — pour très bientôt ou pour l'automne, — et c'est au moment de ce rebond que M. Gorbatchev se trouvera devant l'une de ses plus difficiles échéances. Ou bien il parviendra à faire du mouvement ouvrier, en particulier, un partenaire des réformes, ou bien l'URSS deviendra, pour le coup, ingouvernable.

Dans les milieux dirigeants réformateurs, on explique que le mouve-

ment est économiquement déstabilisant, mais politiquement encourageant, puisqu'il n'est pas, et au contraire, dirigé contre la perestroïka. Il y a, ajoute-t-on, une possibilité d'en faire une force de « propulsion » des réformes.

Le problème est qu'une possibilité n'est pas, par définition, une certitude et les journaux commencent, en attendant, à publier des appels collectifs à la reprise du travail. Le style sent la production de groupe et c'est signé de paysans, anciens combattants et ouvriers d'autres branches.

BERNARD GUETTA.

M. Gorbatchev veut un « renouvellement » des cadres à tous les niveaux du parti

Il faut « renouveler » les cadres à tous les niveaux, des collectifs de base, en passant par les villes, les régions et les Républiques, jusqu'au « comité central et au bureau politique », a déclaré le numéro un soviétique, M. Mikhail Gorbatchev lors d'un discours prononcé mardi 18 juillet et publié vendredi 21 par la *Pravda*.

Dressant un tableau sévère de la situation actuelle, M. Gorbatchev a ajouté que le renouvellement des cadres constitue « aujourd'hui la clé pour changer les choses vers le mieux (...). Les cadres doivent travailler autrement, de façon plus intense et énergique, en faisant preuve de davantage d'initiative. Et là où le remplacement est nécessaire, de nouvelles personnes doivent venir et se mettre activement au travail ».

Le dirigeant soviétique, qui conduisait une réunion au comité central à laquelle participaient

notamment les premiers secrétaires des Républiques, s'est vivement inquiété de l'état actuel du Parti communiste, qui, pour « renforcer son autorité », doit absolument « agir de façon dynamique et se rapprocher des gens », faute de quoi se produira « une rupture dangereuse ».

M. Gorbatchev a reproché principalement au Parti communiste d'être en retard par rapport aux processus en cours dans la société et de ne pas être suffisamment en prise avec les besoins et la vie concrète de la population.

« Dans une société en renouvellement, le parti doit se renouveler de façon constante », a-t-il dit, avant d'ajouter : le Parti communiste doit « agir comme un parti révolutionnaire ; dans le cas contraire se trouveront des forces qui, voyant que le parti est à la traîne, tenteront de prendre l'initiative. Et de telles tentatives existent ».

L'Abkhazie fermée aux vacanciers

Le conseil des ministres d'Abkhazie, la petite République autonome dépendant de la Géorgie, sur les bords de la mer Noire, a décidé de fermer son territoire aux vacanciers soviétiques et étrangers, en raison des affrontements qui y ont lieu depuis la semaine dernière, a annoncé, jeudi 20 juillet, l'agence Tass.

Des incidents sporadiques avec emploi d'armes à feu ont encore eu lieu, et de nombreux barrages dressés par des manifestants armés apparaissent sur les routes, précise Tass. La plupart des entreprises de Soukhoumi, la capitale de la République — une station balnéaire de 120 000 habitants, — ne fonctionnent pas, les transports sont bloqués (à l'exception de l'aéro-

port), selon les *Izvestia*. Le journal du gouvernement soviétique ajoute que les autorités locales abkhazes ont interdit tout rassemblement sur la voie publique ainsi que la possession d'armes à feu ou de substances explosives. L'entrée dans la ville est interdite, même aux habitants de la région, indique par ailleurs l'organe de l'armée, *Krasnaïa Zvezda*.

« Des saboteurs ont pénétré dans la centrale hydroélectrique d'Ingui et ont commencé à laisser fuir l'eau du réservoir, obligeant à arrêter la centrale », a annoncé, jeudi, le quotidien géorgien *Zarya Vostoka*, en ajoutant que la moitié de la puissance nécessaire pour alimenter la capitale, Tbilissi, manquera l'hiver prochain. — (AFP, AP.)

TURQUIE

La télévision censure « Jeux interdits » pour « propagande chrétienne »

ISTANBUL
de notre correspondant

Jeux interdits, jeux censurés en Turquie : la projection du célèbre film de René Clément a été arrêtée mardi soir, 18 juillet, à la télévision turque. Les cinéphilos ont appris le lendemain dans la presse que le film faisait de la « propagande chrétienne ».

C'est à la suite des « appels de nombreux téléspectateurs indignés » que les responsables ont pris la décision d'interrompre la projection ; ceux-ci n'ont ensuite « pas pu dormir de la nuit », submergés qu'ils étaient par les coups de téléphone de remerciement.

La presse de mercredi, dans son immense majorité, s'élève contre cette censure en rappelant l'incompétence de telles mesures avec la demande d'adhésion de la Turquie à la CEE. Le journal *Carthage* (grec) a du mal à croire qu'un musulman perde sa foi et

devienne chrétien après cette projection » et s'élève, au nom de l'universalité de la culture, contre la censure d'une minorité « obtuse », celle du coup de fil indigné.

La droite, en revanche dans l'*Armenian* crie au scandale avec une éditoriale photo des enfants héros du film tenant en main l'objet du délit, un crucifix qui — horreur — « apparaît même en premier plan ».

Cette décision intervient au lendemain de la nomination d'un nouveau directeur de la télévision turque pour remplacer M. Cem Durs, qui avait largement ouvert les programmes aux chefs-d'œuvre internationaux et dont la tête a finalement été obtenue par les milieux religieux et nationalistes. Les journalistes réclament de gauche ou droite des licenciements, tandis que des programmes « développant la culture nationale » étaient annoncés.

MICHEL FARRERE.

CHYPRE

Les manifestants chypriotes-grecs jugés dans la partie turque

Le procès des manifestants chypriotes-grecs arrêtés par les autorités de la partie turque de Nicosie, dans la zone-tampon contrôlée par l'ONU a commencé jeudi 20 juillet. Le radio de la République de Chypre du Nord (RTNC) — reconnue uniquement par Ankara — indique que le tribunal doit examiner la « violation des frontières de la RTNC » par les cent onze personnes arrêtées, qui manifestaient contre l'occupation du nord de l'île par l'armée turque depuis quinze ans. (Le Monde du 21 juillet). De son côté, le gouvernement chypriote a lancé un appel à « la prudence et à la retenue », estimant : « Nous avons demandé aux Nations unies d'intervenir afin que toutes les personnes arrêtées soient immédiatement libérées ».

Le président Georges Vassiliou a, en outre, réuni jeudi les chefs des quatre grands partis pour étudier les moyens d'obtenir la libération des détenus et d'empêcher d'autres manifestations. Pour sa part, à Athènes, le gouvernement grec a annoncé qu'il continuerait d'appuyer son « casus belli » en « peuple chypriote ». — (AFP.)

PORTUGAL

Une mise au point de M. Otelo de Carvalho

A propos de l'éditorial du Monde du 19 mai, traitant de la libération de M. Otelo Saravay de Carvalho, ce dernier nous a adressé la mise au point suivante :

Deux passages appellent particulièrement réponse : celui où je suis présenté comme un « bouillant apôtre de la justice, adversaire du capitalisme », et celui où il est question du « projet global », effectivement revendiqué par moi devant mes juges, mais qui ne vise aucunement « la mise en place d'un pouvoir des travailleurs ».

Le « projet global » est un texte que j'ai rédigé à la fin de 1977, dans un contexte qui méritait d'être rap-

pelé. En septembre 1974, cinq mois à peine après la « révolution des œillets », puis en mars 1975, deux tentatives de coups d'Etat d'extrême droite avaient pu être déjouées à temps. A l'été 1977, la situation économique et sociale s'était aggravée au Portugal, et beaucoup (dont Mario Soares lui-même, qui remplissait alors les fonctions de premier

ministre) pensaient que les conditions étaient réunies pour un retour au fascisme.

Au terme de discussions menées notamment avec des militaires démocrates, c'est tout naturellement le « projet global » qui a émergé de la frappe du CORDON (le commandement opérationnel du continent qui dirigeait les trois corps d'élite de l'armée portugaise : fusiliers marins, troupes aéroportées et commandos d'infanterie) qui s'est attelé à la tâche. Celle qui consistait à mettre au point des solutions organisationnelles propres à combattre un éventuel régime fasciste dans le cas où ce malheur s'abattrait à nouveau sur le Portugal.

Le « projet global » que j'ai alors rédigé ne traite ni du « pouvoir des travailleurs » ni d'aucun autre projet de société. Mon projet de société tend vers l'exercice de la démocratie directe et pluraliste et prévoit la coexistence de l'autogestion et du multipartisme — le rôle des partis politiques devant progressivement diminuer dans le gouvernement de la nation, au profit d'une inextinguible activité de réflexion.

Ces idées que j'ai notamment défendues lors des élections présidentielles de 1976 et de 1980, auxquelles j'étais candidat, faut-il rappeler que je n'ai jamais tenté de mettre à leur service la force de l'Etat, mais je disposais avec le CORDON, malgré les sollicitations des travailleurs portugais.

Ces idées ont en tout cas peu de rapport avec le régime qui prévaut actuellement à Cuba. Je m'y suis rendu en 1975 et en ai souligné certains aspects positifs, en matière de santé publique notamment. Le Parti communiste portugais n'a en tout cas jamais vu en moi un adversaire du capitalisme, puisqu'il me vante une hostilité qui n'a pas même dérangé pendant les cinq années de désamusement provisoire dont je viens de sortir. A ce propos, le titre de l'éditorial du Monde, « Clémence au Portugal », s'applique mal à la décision de mise en liberté que vient de prendre la Cour suprême du Portugal. Cette décision n'est en effet que la conséquence judiciaire logique de celle qu'a rendue le tribunal constitutionnel de Lisbonne, le 15 février 1989, et qui déclare irrégulière la procédure suivie devant la cour d'appel.

Politique

Bilan et perspectives du président du RPR

Les cinq raisons d'espérer de M. Chirac

M. Chirac se rendra au Gabon à la fin du mois de juillet pour la réunion de l'Association internationale des maires de métropoles francophones, dont il est le fondateur.

Jeu 20 juillet, le président du RPR, à l'invitation de M. Michel Barnier, député et président RPR du conseil général de Savoie, a visité les sites olympiques de ce département. En compagnie de M. Michel Noir, maire RPR de Lyon, M. Chirac a suivi une partie de l'équipe du Tour de France.

M. Chirac a-t-il perdu son année, cette longue année qui s'est étirée du mois de mai 1988 au 14 juillet 1989 ? Tel est le sentiment de ceux qui n'ont vu dans ces quelques mois qu'une accumulation de sombres nuages dans le ciel chiracien. Pour d'autres, en revanche, les crises sont maintenant passées, l'horizon se dégage et, se déterminant autour de M. Chirac, est résolu à repartir de l'avant.

Les premiers relèvent la sévérité de la défaite présidentielle de 1988 de l'ancien premier ministre qui a permis à M. Mitterrand de montrer qu'il n'était ni par un premier septennat ni par deux ans de collaboration. Ils soulignent le peu glorieux référendum sur la Nouvelle-Calédonie, où le RPR en a été réduit à prêter l'abstention alors qu'il s'était toujours voulu le mouvement du courage civique et de l'engagement volontaire. Ils notent l'échec aux élections cantonales, baromètre continu de la cote d'audience des partis politiques auprès de l'électeur.

Les enregistrements les plus sévères sont ceux des élections municipales, puis de M. Chirac a dû batailler ferme pour conserver tous les arrondissements de sa capitale, mais qu'il n'a pu empêcher l'abstention de s'accroître et surtout de voir se lever un quartier de jeunes maires « rénovateurs », c'est-à-dire contestataires. Il y eut aussi la fuite devant l'épreuve des euro-

piques dans une alliance avec l'UDF pour ne pas avoir à se compter, mais au risque d'offrir à M. Giscard d'Estaing une spectaculaire remise en selle.

« Les batailles qu'on ne livre pas »

Tel est le sombre tableau en forme d'épigramme pour une opposition défectueuse que tracent non seulement les adversaires habituels du maire de Paris, mais aussi ceux de ses partisans qui se laissent facilement séduire par le doute et le découragement ou qui sont sensibles aux appels de sirènes concurrentes.

Et pourtant ce pessimisme — après une période de réajustement morose qui ne semble pas avoir gagné le principal intéressé. S'il est vrai, comme l'écrivait de Gaulle, que « c'est dans l'adversité que se révèle l'homme de caractère », si, comme le dit M. Chirac, « seules sont perdues d'avance les batailles qu'on ne livre pas », on, comme il l'affirme encore, que « partout où il y a une volonté, il y a un chemin », alors son champ d'action demeure vaste.

Car, si les acteurs politiques réagissent aux événements surtout au jour le jour, M. Chirac a pris désormais la mesure du temps. C'est peut-être même là le grand enseignement qu'il a tiré de sa malheureuse tentative électorale de l'année dernière et des turbulences qui ont suivi. En jouant un regard d'ensemble sur les mois passés, M. Chirac peut découvrir des éléments positifs qui constituent, à ses yeux, autant de bases pour l'avenir. Ceux-ci sont au moins au nombre de cinq.

■ M. Chirac se félicite d'avoir nommé à la tête du mouvement qu'il préside « un bon secrétaire général », en la personne de M. Alain Juppé, qui a su amorcer le réajustement et la reorganisation du RPR et qui a été assez habile et ouvert pour sentir le besoin de rénovation qui se manifestait dans ses rangs.

M. Jean-Pierre Teyssier chargé de la communication du maire de Paris

M. Jean-Pierre Teyssier devrait être nommé prochainement directeur général de l'information et de la communication de l'Hôtel de Ville de Paris. Il aura été directeur de l'information municipale depuis juin 1988. Le poste de directeur général n'avait pas été pourvu lorsque son dernier titulaire, M. Denis Baudouin, était devenu, en 1986, porte-parole du premier ministre à l'Hôtel Matignon. M. Teyssier sera ainsi chargé de la communication de M. Chirac dans ses activités tant municipales que nationales. M. Pierre Lellouche, qui avait été nommé, en janvier 1989, « conseiller personnel en communication » de M. Chirac, est devenu conseiller pour les relations Est-Ouest auprès de l'ancien premier ministre.

[M. Jean-Pierre Teyssier a quitté, le 29 juin, les fonctions de président de France-Loto pour y être remplacé par M. Gérard Collé, conseiller à la présidence de la République. Tout comme en février 1987 avait été évincé M. Michel Coste, nommé par le gouvernement de M. Mauroy en 1983 pour permettre au chargé de mission auprès de M. Balladur qui était alors M. Teyssier d'occuper ce poste. Car la présidence de France-Loto, qui est placée sous la tutelle du ministre du budget, est essentiellement un emploi précaire, bien que lucratif à la fois pour son titulaire et pour l'Etat — auquel le pouvoir nomme

toujours des personnalités qui lui sont politiquement proches.

En entrant à la mairie de Paris, M. Teyssier retrouve ainsi sa famille politique. Né en 1940 à Niort, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, il est de 1967 à 1974, conseiller commercial en Iran et en Inde avant d'entrer au cabinet de M. Chaban-Delmas, alors premier ministre, puis à celui de M. Maaoui, secrétaire d'Etat à la fonction publique. En 1973, il entre au secrétariat général de l'Elysée dans l'équipe chargée des relations avec la presse à la tête de laquelle Georges Pompidou a placé M. Denis Baudouin, qui devait devenir ensuite le grand communicant de M. Chirac.

Après la mort du président de la République, en 1974, M. Teyssier avait rejoint l'Etat, dans une filiale de l'Électricité de France, puis comme secrétaire général de TF 1, enfin comme directeur à la Compagnie luxembourgeoise de télévision.

Avec la victoire électorale de 1986, il retrouve M. Édouard Balladur, qui l'avait appelé à l'Elysée et à devenir chargé de mission auprès du nouveau ministre d'Etat pour les problèmes généraux de la communication. M. Teyssier, qui n'a jamais brigué de mandat électoral ni pratiqué activement la vie politique partisane, est un haut fonctionnaire rompu aux problèmes de la communication moderne et aux techniques des organes de télévision.

A.P.

Le rôle des collectivités territoriales

M. Joxe rappelle les élus locaux au respect de « la règle de droit »

Dans un entretien publié par l'hebdomadaire *Profession politicien* daté 19 juillet, le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, adresse plusieurs avertissements aux élus locaux en déclarant notamment :

« De divers côtés me parviennent des échos sur le comportement de collectivités territoriales qui revendiquent leurs droits mais oublient la règle de droit. (...) Là où, par exemple, la demande foncière et l'attribution spéculative se font trop fortes, il arrive que certains élus s'affranchissent du droit de l'urbanisme. (...) Je tiens à faire savoir que je ferai tout pour éviter que ce comportement fasse tache d'huile.

« Un autre problème me préoccupe, c'est celui de la fonction publique territoriale créée à l'occasion des lois de décentralisation. Quand les élus ne respectent plus les règles légales et paient à l'importe quel prix leurs collaborateurs, en leur offrant par surcroît des avantages en nature, ou même des indemnités qui leur font une situation très supérieure à celle des fonctionnaires de l'Etat, cela présente un double risque : que les meilleurs quittent la

fonction publique d'Etat et que les autres se démoralisent, avec un sentiment d'injustice, voire d'inutilité. (...)

« Il s'agit de la réaffirmation de l'Etat de droit. Et, de ce point de vue, je vois au moins une mesure législative indispensable : revenir sur la réduction du contrôle des comptes des collectivités adoptée par le précédent gouvernement. Ses conséquences sont très graves : il faut absolument renforcer le contrôle financier de l'Etat sur les collectivités locales. C'est dans l'intérêt des citoyens mais aussi bien des élus eux-mêmes. »

M. Joxe ajoute : « J'ai été mandaté par le premier ministre pour préparer une loi d'orientation sur l'administration territoriale de la République.

« Elle devra traiter de ces problèmes et de bien d'autres. Je suis actuellement dans une période d'urgence. Je dois présenter une première communication au conseil des ministres dans le courant de l'automne.

« Et un projet de loi devrait aller devant le Parlement l'année prochaine. »

■ Le choix fait pour le référendum sur la Nouvelle-Calédonie a été au RPR d'« implorer », c'est-à-dire de se déclarer en une base plutôt favorable au « non » et une minorité partisane du « oui ». L'abstention, pour la première fois prônée par un mouvement gauchiste, était le prix à payer pour garantir la cohésion, comme l'avait fait, le Parti socialiste lors du référendum de 1972 sur l'intégration du marché commun européen.

■ Le succès de M. Chirac dans tous les arrondissements de la capitale lors des municipales est d'autant plus mis en relief qu'il avait contre lui cinq membres du gouvernement, dont le ministre de l'Intérieur ainsi que le chef national de l'extrême droite, qui tous croisaient leurs bras contre lui.

■ Dans la préparation des élections européennes M. Chirac voit aussi plusieurs éléments positifs. Tout d'abord les gauchistes ont pu régler avec eux-mêmes le problème qu'a toujours constitué l'Europe. Ils ont pu, cette fois, éviter la querelle ancestrale autour de la supranationalité qui avait dominé les précédents scrutins. Ils ont pu établir une sorte de charte de politique européenne adoptée à l'unanimité du comité central.

■ « Acceptant les sacrifices nécessaires », c'est-à-dire le leadership de M. Giscard d'Estaing, M. Chirac a voulu préserver la capacité d'union de l'opposition. Sa volonté a été infructueuse sur ce thème et il ne doute pas que pour l'opinion publique ce sont bien les « centristes » qui ont été les diviseurs en faisant bande à part le 18 juin, puisque les élections ne leur ont pas accordé le succès qu'ils escomptaient. M. Chirac croit donc la liste d'union de l'opposition qu'il avait initialement assignée de désaccorder celle du Parti socialiste.

■ Enfin, *last but not least*, M. Chirac estime avoir amorcé le règlement du problème posé à son parti par les « rénovateurs ». La réforme des statuts du RPR décidée au conseil national du 22 juin, en reconnaissant l'existence de « courants » au sein du mouvement, doit permettre, selon son président, à toutes les sensibilités de s'exprimer librement et, même, suivant la règle de la proportionnalité, de mesurer leurs forces réelles.

Tous ces éléments permettent désormais à M. Chirac sinon de retrouver l'optimisme, du moins d'être de nouveau animé d'une certaine confiance en l'avenir. S'il assure que l'ambiance électorale doit bénéficier au gouvernement de M. Rocard est due aux fondations qu'il a lui-même construites à l'été 1988, il estime que sur le plan politique la situation recule de nombreux germes de fragilité. Fragilité d'un Parti socialiste minoritaire dans le corps électoral et concurrencé dans les Verts. Fragilité d'un septennat à l'appareil de sa gloire médiatique, mais dont la succession est en réalité d'ores et déjà ouverte. Fragilité des organisations syndicales révélant un relâchement du tissu social. Fragilité des institutions qui à des titres divers connaissent des remises en question, comme l'armée, la magistrature et même le Conseil constitutionnel. Fragilité même d'une opposition à la recherche à la fois de sa diversité et de sa cohésion autour de son renouvellement, mais qui sait que l'alternance, encore lointaine, lui accorde un certain droit de réflexion. C'est ce défi que M. Chirac semble maintenant résolu à utiliser en adaptant son discours, ses idées et ses intentions à la nouvelle situation politique.

ANDRÉ PASSERON.

Les « chaleureuses » félicitations de M^{me} Thatcher

Le premier ministre britannique, M^{me} Margaret Thatcher, a écrit mardi 18 juillet au président François Mitterrand pour le féliciter « chaleureusement » de l'organisation du Bicentenaire et du sommet de l'Arche et lui exprimer sa « reconnaissance pour toutes ses attentions et marques de considération personnelle ».

Dans cette lettre, a indiqué jeudi 20 juillet le porte-parole de l'Elysée, M. Hubert Védrine, le chef du gouvernement britannique insiste sur la « très heureuse issue du sommet européen de Paris » et souligne ce que colle-

ci doit à l'art très constructif de M. Mitterrand.

M^{me} Thatcher exprime sa reconnaissance d'avoir eu le « grand privilège de pouvoir participer aux différentes manifestations » du Bicentenaire, qui sont, assure-t-elle, le « reflet de ce que la France a de meilleur à offrir ».

En outre, M^{me} Thatcher remercie le chef de l'Etat pour l'opération qui a permis l'arrestation en début de semaine de « terroristes irlandais » dans l'est de la France.

M. Jean-René Bernard ambassadeur à La Haye

Le *Journal officiel* du 21 juillet annonce la nomination de M. Jean-René Bernard comme ambassadeur à La Haye, en remplacement de M. Jean Vidal.

Né en 1932, ancien élève de l'ENA, M. Jean-René Bernard appartient à l'inspection des finances (1958). Il a travaillé de 1962 à 1974 avec Georges Pompidou, d'abord comme chargé de mission auprès de premier ministre

(1962-1968) puis comme conseiller technique et secrétaire général adjoint de la présidence. De 1977 à 1979, il fut également secrétaire général du Comité interministériel pour la coopération économique européenne. En septembre 1977, il a été nommé ambassadeur au Mexique ; il est revenu de 1982 à 1987 à l'inspection des finances. En avril 1987, il avait été nommé président du Crédit industriel et commercial de Paris.]

Préparation du congrès du PS

Pas de trêve estivale pour les dirigeants socialistes

Pas de trêve estivale pour les socialistes : tous les dirigeants du courant majoritaire du PS, qui regroupent les mitterrandistes et les maurroyistes, ont été conviés par M. Lionel Jospin à se retrouver vendredi soir 21 juillet, au Sénat, pour préparer la rédaction d'une contribution commune en vue du congrès du parti, prévu en mars 1990.

Il s'agit théoriquement de regrouper tous les membres de ce courant autour d'un seul projet de texte, face à ceux qui doivent, en principe, élaborer la rédaction d'une contribution commune par les rocardistes et les amis de M. Jean-Pierre Chevènement.

Une partie importante du courant majoritaire ne devrait toutefois pas être au rendez-vous du ministère de l'Éducation nationale. M. Laurent Fabius et ses proches n'avaient pas l'intention de participer à cette réunion, préférant rédiger leur propre texte et assurant que, de toute façon, ils n'avaient pas été invités. Les partisans de M. Fabius doivent se réunir au début de septembre pour mettre la dernière main à leur contribution qui regrouperait, selon eux, une centaine de parlementaires et près de trente secrétaires fédéraux.

De même, M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, qui a présenté lundi une « amorce de contribution » pour un « appel au débat » à l'intérieur du PS, ne devait pas participer à la réunion avec M. Jospin.

En revanche, M. Jean Popereau, lui, a déclaré de se faire représenter à cette discussion pour « écouter les arguments » du ministre de l'Éduca-

tion nationale, mais « sans engagement » de sa part. Le ministre chargé des relations avec le Parlement organisera, à partir du 16 septembre, une série de rencontres départementales et régionales à travers toute la France, en y coordonnant non seulement tous les membres du PS, mais « aussi » tous les militants de gauche qui se situent « dans le secteur laïc en désobéissance par le Parti communiste » et « dans le secteur écologique ». Un de ses proches, M. Jean-Marc Ayrault, maire de Nantes, s'est plaint par écrit auprès du premier secrétaire, M. Pierre Mauroy, des « pressions inacceptables » exercées sur certains « élus, militants et responsables fédéraux » dans le cadre de la campagne de signatures engagée par les uns et par les autres dans la perspective de la bataille des contributions. M. Mauroy a condamné ces pratiques.

M. Charles Hernu, ancien ministre de la défense, a fait savoir pour sa part, jeudi, qu'il présentera lui aussi sa propre contribution.

D'autres militants, en revanche, abondent la préparation du congrès sous un angle différent. M. Louis Le Pen, porte-parole du gouvernement, invite ses camarades à consacrer moins de temps aux querelles de personnes et davantage de travail au changement des conditions de vie quotidienne des Français.

Le dépôt des différentes contributions sera enregistré par le comité directeur du parti prévu le 7 octobre, avant le traditionnel comité « lit » de synthèse, qui doit en principe avoir lieu le 13 janvier.

POINT DE VUE

Transformer au quotidien

par Louis Le Penec, porte-parole du gouvernement, ministre des DOM-TOM

Le quotidien ne se néglige que si l'on professe du mépris pour les hommes et les femmes qui, parfois, le subissent au lieu de le vivre. Le gouvernement de Michel Rocard a choisi d'aider chacun des Français à se réapproprier cette part de soi-même.

Si cette priorité est loin de résumer à elle seule le travail du gouvernement, elle exprime au mieux notre volonté d'agir sur le réel.

Changer le quotidien pour transformer la vie : il est des ambitions moins nobles, des préoccupations moins justes et moins humaines.

A petites touches, sans brusquerie, le gouvernement a lancé la rénovation des structures et des mentalités. Le neuf pour le neuf n'est pas son impératif catégorique. Il s'est fixé comme exigence de renouveler le quotidien et d'envoyer la montée des égoïsmes. Par le souci du dialogue, le respect de l'autre, la volonté de comprendre, l'obligation de convaincre, le gouvernement entreprend le remaniement d'un tissu social éliminé par l'absence ou l'absence de solidarité de voisinage, de travail et de famille.

Le quotidien, c'est d'abord l'emploi. Le travail est un vecteur d'intégration dont on ne peut faire l'économie. Même si, en fonction des gains de productivité, il convient de s'immerger sur le nouveau réajustement du temps entre travail, formation, loisir, création et activités d'intérêt général, la lutte contre le chômage reste une urgence sociale et une exigence morale.

L'assainissement d'une économie convalescente et la volonté de

reconquête de parts de marché ne sont admis que s'ils débouchent à terme sur une victoire sur le front de l'emploi.

Plus généralement, il n'y a de stratégie économique qui vaille qu'en fonction de son utilité sociale et de son coefficient multiplicateur d'emplois. Les deux cent mille créations d'emploi en 1988 et la diminution du taux de chômage passé sous la barre des 10 % de la population active ce dernier mois, valident les axes retenus.

La diminution du coût relatif du travail a permis à la croissance de déployer pleinement ses effets en faveur de l'emploi. Mais le premier ministre s'est bien gardé de se laisser griser par cette embellie. L'arrivée de nombreux jeunes sur le marché du travail n'autorise aucun relâchement. Le partage effectif préserve l'avenir et réaffirme le souci d'éviter l'exclusion.

Les petites choses qui changent la vie

Ce partage permet, d'abord, de financer l'effort de formation et de recherche, de maintenir le pouvoir d'achat et de renforcer des provisions insuffisamment reconnues, de consolider le système de sécurité sociale auquel tiennent, avec raison, des Français plus solidaires qu'on ne se l'imagine parfois.

Ce partage redonne surtout une chance d'intégration à ceux qui dérivent aux marges de la société. Le quotidien paraît bien terni si l'on se résigne sans peine à l'insécurité d'une communauté duale. Le chef de l'Etat, pour y parvenir, a tenu à ce que le revenu minimum d'insertion soit institué dès la première année de son second septennat. Le gouvernement Rocard a mis en œuvre cette réforme fondamentale qui instaure un droit au revenu et à la réinsertion, expression concrète et moderne des droits de l'homme et du citoyen.

L'exclusion n'est ni une fatalité de l'époque ni le prix à payer du développement économique. La cohésion sociale dépend de la capacité d'une collectivité à se doter d'un projet qui ait du cœur.

Le respect de chacun pour tous et de tous pour chacun se décline au quotidien. Le gouvernement ne craint pas de se soucier des petites choses qui changent la vie. A l'ANPE, les demandeurs d'emploi trouveront photocopies et journaux à disposition. Ils seront reçus assis non plus en quinquards mais en égaux.

L'égalité se conquiert d'abord sur les bancs de l'école. Face à la complexité d'un univers qui se transforme sans cesse, l'acquisition d'un fort potentiel culturel est indispensable. Il ne suffit plus de former des spécialistes et des techniciens. Chacun doit posséder les outils intellectuels lui permettant de s'adapter à l'évolution de la situation économique. Elle est placée haut, la barre des ambitions pour la jeunesse française : en l'an 2000,

80 % d'une classe d'âge devra parvenir au baccalauréat. Élargissement du champ des matières enseignées, adaptation des rythmes et des méthodes, soutien aux défavorisés et échelonnement des exigences, tout est fait pour armer intellectuellement plutôt que pour sélectionner. Les enseignants, qui voient leur fonction renouvelée, sont évidemment les moteurs de cette révolution éducative. Ceux qui, malgré tout, passeront à côté de leur scolarité pourront bénéficier du crédit-formation, qui leur donnera, à l'âge adulte, une seconde chance d'apprendre à savoir. Cent mille personnes pourront en bénéficier dès la première année.

Un quotidien harmonieux passe aussi par la sauvegarde et la modernisation du service public. Les usagers doivent se sentir accueillis. Ils ont le droit d'avoir des exigences de clients. Mais rien ne se fera sans la mobilisation de l'imagination et de la créativité des fonctionnaires et des agents de service public. C'est avec eux que s'engagera la rénovation du fonctionnement des administrations, que se déconstruiront les rapports hiérarchiques, que seront responsabilisés ceux qui n'étaient souvent considérés que comme des exécutants. Le gouvernement, qui veille à la bonne santé de l'administration, n'a pas hésité, par le dialogue, à ouvrir le dossier.

La vie de tous les jours est de plus en plus citadine. Michel Rocard le sait, qui avait eu droit à des moues dubitatives quand, dans son discours d'investiture, il évoquait les « cages d'escalier à repindre ». L'urbanisme doit gagner en urbanité. Le recul de l'anonymat et de l'indifférence, la diminution de la délinquance, sont à ce prix. Les périphéries des villes ont à digérer les mutations industrielles et l'urbanisme sauvage. Décongestion des transports, métamorphoses des grands ensembles en quartiers, implantations de commerces et d'équipements sociaux : le gouvernement entreprend avec les collectivités locales concernées une œuvre de longue haleine.

Le souci du quotidien serait contestable s'il n'était qu'un repliement sur soi. Ainsi la préservation de l'environnement pose des problèmes à la fois de la qualité de l'air qu'on respire et de la survie collective de l'espèce.

Au sommet de La Haye, Michel Rocard a montré que l'organisation d'un gouvernement international des hommes ne constituait plus une utopie mais, dans certains domaines, une nécessité. Protection du littoral, préservation de l'atmosphère, réglementation de l'usage des engrais chimiques et des rejets de déchets : le quotidien se renforce quand on prend en compte la mondialisation des contraintes, sans oublier d'individualiser les responsabilités et les débats. Voir le plus grand pour ne jamais négliger le plus petit, c'est aussi l'ambition de notre ambition.

quatre dirigeants d'Aut...
cessent leur grève de la

quatre parachutistes de...
inculpés et libérés

Deux établissements financiers...
introduisent un recours...
la chambre d'accusation

مكتبة الشمل

JUSTICE

Les quatre dirigeants d'Action directe cessent leur grève de la faim

Les quatre grévistes de la faim d'Action directe ont annoncé, vendredi 22 juillet en fin de matinée, qu'ils mettaient fin à leur mouvement. Ils ont communiqué le par leur avocat, le procureur de la République, ils déclaraient : « Il nous paraît important de ne pas bloquer la porte ouverte au processus allant vers une communication véritable entre nous (...). La lutte contre les quartiers d'isolement et pour le regroupement des prisonniers politiques est faite d'étapes et de combats (...). La situation est changée mais nos revendications restent les mêmes : regroupement par le statut des prisonniers politiques et fermeture des quartiers d'isolement. »

Le soir, les avocats d'Action directe avaient, au cours de plusieurs heures de tractation, rencontré le cabinet du garde des sceaux pour mettre au point les « modalités pratiques » liées à la décision du juge Jean-Louis Brugère de lever l'interdiction totale de communication qu'il avait ordonnée à l'encontre des chefs historiques d'Action directe (le Monde du 21 juillet). M. Bernard Ripert avait expliqué que les « chefs » d'Action directe réclamaient la possibilité de se rencontrer à quatre pour « des réunions de travail ».

Dans un communiqué, le ministère de la justice avait répondu qu'il n'était pas possible d'aller au-delà des concessions déjà faites : les quatre détenus réunissant « le droit commun du régime de la détention provisoire défini par le code de procédure pénale : placement en cellule individuelle, possibilité de communication avec les autres détenus et

toutes activités compatibles avec les exigences de la discipline et de la sécurité en prison ». Les textes en vigueur « ne permettent pas de satisfaire les autres demandes » présentées par les quatre détenus. Le ministère de la justice avait auparavant accepté que les hommes d'un côté, les femmes de l'autre, puissent être incarcérés dans des cellules voisines.

■ M. Simone Veil a déclaré sur RTL à propos des quatre grévistes de la faim d'Action directe qu'elle ne négocie pas avec des gens qui sont délinquants et qui ont été condamnés, il faut un traitement humain, mais on ne négocie pas avec eux. Il y a des décisions à prendre et des règles à appliquer.

■ Le Syndicat de la magistrature, qui précise « ne pas admettre ni faire sienne les théories prônées par Action directe », estime que « l'isolement rigoureux et prolongé des détenus est nécessaire à une justice et à un traitement humain et dérogant au regard de la convention européenne de sauvegarde des libertés. Il serait peut-être temps que la France (...) introduise une possibilité de recours contre de telles mesures d'isolement et de mise au secret ».

■ Le Club 89, présidé par M. Michel Aurillac, ancien ministre RPR, « déplore les mesures de répression que le gouvernement vient de consentir sous le chantage à des terroristes qui ont du sang sur les mains et n'ont à aucun moment manifesté de repentir au sujet des crimes par eux commis. Il exprime ses sympathies aux familles des victimes ».

Autours présumés d'une série de viols et de meurtres

Les quatre parachutistes de Toulouse inculpés et écroués

Les quatre appelés parachutistes de la Base aéroportée de Toulouse-Francazal, auteurs présumés de meurtres et de viols (le Monde du 21 juillet), ont été inculpés et placés sous mandat de dépôt le jeudi 20 juillet.

Thierry El Borgi, dix-neuf ans, et Philippe Siane, vingt ans, arrêtés tous deux dans l'ère, ont été inculpés à Bourgoin-Jallieu d'homicide volontaire pour le meurtre du garde-chasse Marcel Douzet et écroués à la maison d'arrêt de Bourgoin. Ils devaient être transférés dans la journée de vendredi à Toulouse, où leur sera notifiée leur inculpation dans le cadre de l'instruction sur le meurtre et le viol de trois jeunes femmes dans la région de Toulouse.

Thierry Jacon et Franck Fournstein, tous deux âgés de dix-neuf ans, ont été inculpés à Toulouse d'homicide volontaire, séquestration arbitraire et viol aggravé par M. Serge Lemoine, juge d'instruction chargé du dossier du meurtre

d'Isabelle Rabon, enlevée, violée et tuée dans la nuit du 30 au 31 mai. Ils étaient alors accompagnés de Philippe Siane, qui devrait être inculpé pour ces faits dans la journée de vendredi.

Thierry Jacon a été également inculpé d'homicide volontaire, de viol aggravé, d'emploi de torques et de commission d'actes de barbarie après le meurtre de deux jeunes filles dont les corps furent retrouvés carbonisés dans une voiture le 13 juillet. Ces chefs d'accusation devraient également être notifiés à Philippe Siane et Thierry El Borgi dès leur transfert à Toulouse.

Le cas de Jean-Paul Schuler, un cinquième appelé parachutiste de la base de Toulouse-Francazal, « reste à part », selon M. Christian Tardieu, procureur de la République de Toulouse. Il aurait été au courant de ces crimes sans y participer directement. Jean-Paul Schuler, qui a été écroué à Toulouse, pourrait être inculpé de non-dénonciation de crime.

L'affaire Pechiney

Deux établissements financiers suisses introduisent un recours devant la chambre d'accusation de Genève

Deux des trois établissements financiers concernés dans le canton de Genève par la demande d'entraide judiciaire française sur les achats d'actions Triangle, sociétés holding d'American Can rachetées par Pechiney, ont introduit un recours devant la chambre d'accusation de Genève. Les deux établissements sont la banque privée SA Edmond de Rothschild et l'International Discount Bank and Trust Limited (IDB) d'Anguilla dans les Antilles. Ces deux établissements s'opposent à ce que la justice française les renvoie à la justice suisse. Les documents les concernant recueillis par le magistrat instructeur genevois Paul Perrenoud. L'audience de la chambre d'accusation qui devrait examiner ce recours n'a pas été fixée mais pourrait avoir lieu à la fin août ou au début septembre, à huis clos.

La banque privée SA Edmond de Rothschild avait acquis pour le compte d'un de ses clients, de nationalité française, semble-t-il, actions Triangle avant l'annonce publique du rachat, le 21 novembre 1988, d'American Can par Pechiney. L'IDB, de son côté, a acheté quatre-vingt-huit mille actions Triangle, via

la société financière genevoise Socofin, sans que l'on connaisse l'identité du donneur d'ordre.

Le 27 juin dernier, après quatre mois d'enquête, le juge d'instruction genevois, M. Paul Perrenoud, en ayant terminé avec ce dossier, donnait notification de l'ordonnance de clôture aux parties concernées afin que celles-ci fassent éventuellement appel avant transmission de ce dossier au juge d'instruction parisien Edith Boizette (le Monde du 5 juillet 1989). C'est précisément pour s'opposer à la transmission de ce dossier et des informations et documents réunis par le magistrat genevois que les deux établissements financiers suisses ont exercé ce droit de recours. L'un des principaux arguments qu'ils développeront devant la chambre d'accusation de Genève sera d'affirmer, comme l'avait fait M. Max Thévoz qui vient d'être déboulé, que les achats d'actions Triangle ayant eu lieu à New-York, la justice française n'est pas compétente pour en juger. Si la chambre d'accusation devait le débouter à leur tour, les requérants pourraient porter l'affaire devant le tribunal fédéral, la plus haute instance judiciaire suisse.

FAITS DIVERS

Après le meurtre d'Aïssa Bedaïne, fils de harki

La colère des Français de nulle part

Après le meurtre, dans la nuit du 13 au 14 juillet, d'Aïssa Bedaïne, vingt-deux ans, ce fils de harki mortellement blessé d'une balle dans la poitrine tirée par un inconnu, l'émotion reste très vive à Saint-Laurent-des-Arbres (Gard), au sein de la communauté d'origine maghrébine. La gendarmerie chargée de l'enquête a diffusé, en début

de semaine, le portrait-robot d'un jeune homme aux cheveux courts qui pourrait être l'auteur du coup de feu.

M. Claude Eriv, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, s'est rendu le jeudi 20 juillet dans le Gard pour rencontrer les représentants de cette com-

munité et leur témoigner « la solidarité nationale ».

Il devait, vendredi, à Lodève, réaffirmer devant l'ensemble des autorités de la région « la volonté du gouvernement de favoriser l'intégration de nos compatriotes rapatriés d'origine nord-africaine (...), seule voie pour éviter toutes les tentations de la violence ».

SAINT-LAURENT-DES-ARBRES de notre envoyée spéciale

A Saint-Laurent-des-Arbres, il y a une rue, une longue rue un peu étroite, parsemée de villas coques : la rue du 19-Mars-1962. Sous le nom, une légende explicite : « Fin de la guerre d'Algérie ». A quelques kilomètres du village, il y a un camp : Saint-Maurice-Ardèche. Un vaste terrain presque entièrement recouvert de garrigue avec, çà et là, des restes rutilants de fils barbelés. Trois mille harkis et leurs enfants y passèrent des années de leur vie. Enfin, au bar des Platanes, il y a, dans toutes les conversations, le souvenir d'Aïssa, fils de harki de vingt-deux ans, tué au matin du 14 juillet par trois inconnus en voiture. Trois lieux, trois symboles du drame que vivent les habitants de ce petit village du Gard, où le passé s'ancre pas à pas à l'écrou d'un présent moins douloureux.

Car la mort du jeune homme a frappé la communauté en plein cœur. Et dans le doute et la crainte. On vit en sécurité maintenant si l'on peut venir tuer au beau milieu du village ? A la tombée de la nuit, les jeunes se cachent désormais dès que passe un véhicule suspect.

« On ne veut pas tous finir comme Aïssa. On est en guerre contre nous, alors qu'on nous le dit ! » La colère retient à force de violence jaillit par éclats. Mots de violence et

de vengeance, nés du désespoir. La communauté harkie — quelque trois cent cinquante personnes dans une commune de mille huit cents habitants — « donne » quinze jours aux responsables pour retrouver les coupables. « Après, ça va bouger ». La visite éclair de Claude Eriv, jeudi, a cruellement déçu, même si on n'en attendait pas grand-chose. A cette soirée de justice, le ministre n'a pu que répondre par un geste de « solidarité nationale » et la promesse d'un effort en matière d'intégration.

Car les descendants des harkis rejettent aujourd'hui avec vigueur l'idée même d'une intégration à conquérir. « S'il y a un problème d'intégration, c'est le vôtre », lance Rachid, néorépublicain. D'une phrase, il résume l'angoisse de ces « Français de seconde zone », comme ils se nomment eux-mêmes. Leur ras-le-bol est fondé sur la nécessité de devoir sans cesse prouver cette évidence : « Nous sommes français », et d'être tous les jours confrontés à une dégradation sans appel. Pour eux, cette réalité prend concrètement la forme de ces quotas imposés dans le HLM de la commune : pas plus de quatre familles harkies sur une vingtaine. Ou encore de l'impossibilité depuis des années d'obtenir des emplois à la centrale nucléaire de Marcoule toute proche. Saïd, électromécanicien, en fait l'expérience : aujourd'hui, il travaille la terre. « Il faut que je rentre un salaire ».

A Saint-Laurent-des-Arbres, pourtant, les choses se passent plutôt mieux qu'ailleurs, surtout pour Aïssa, un des mieux intégrés, « celui qui entrerait sans problèmes dans toutes les boîtes de nuit ». Sur les places ombragées, des files, des parties de boules ou de belote voyaient de plus en plus se mêler Français de toutes origines. Les mariages mixtes qui avaient tant choqué au début se sont multipliés. Une entente, il est vrai, superficielle de l'avis général. Un premier pas tout de même vers une meilleure compréhension. Mais le meurtre d'Aïssa, est venu hypothéquer cette ébauche de rapprochement. Fricolusement, les deux communautés se renferment, à présent, chacune de son côté. « Je suis écarté par ce gâchis », déplore le maire. « On s'est rendu compte qu'on était seuls », commente Rachid.

Blessures ravivées

Insidieusement, le meurtre d'Aïssa ravive maintenant, une à une, toutes les blessures mal cicatrisées. Notamment cette soif d'identité jamais assouvie jusque-là. « A l'école, les enfants d'immigrés me traitaient de traître. Maintenant, les Français ne veulent pas me reconnaître comme un de leurs. Je ne sais vraiment plus où je me situe ». S'ils partagent avec les leurs la souffrance du racisme au quotidien, les harkis de la deuxième génération se sentent, de par leur

Dans le Nord

Meurtre d'un père abusif

Interpellé à la suite du meurtre de son père, un jeune fils de dix-sept ans a été inculpé de parricide par un juge d'instruction de Lille, mercredi 19 juillet, et placé en détention provisoire. La victime était un responsable régional d'un groupuscule d'extrême droite.

LILLE de notre envoyé spécial

L'homme est mort, tué dans son sommeil, au matin du 18 juillet. Autour de son lit, sur les murs de la chambre, une croix gammée, des affiches célébrant le nazisme. C'est sa fille, dix-sept ans, qui a pointé l'arme, un pistolet automatique 22 long rifle, et a tiré.

Personne dans ce village du Nord où a eu lieu le drame ne s'attendait à voir un tel dénouement. Personne n'affirme que « ça devait arriver ».

De Jean-Claude, quarante-deux ans, on disait souvent qu'il était « un rien singulier ». Des appréciations qu'on portait lorsqu'il avait le dos tourné tant sa stature en imposait : il avait en jouer. C'est vrai qu'il bricolait dans les champs derrière sa maison, mais pas de quoi fonder un chat. C'est vrai que, pour un ouï ou pour un non, il pouvait s'emporter, et qu'on s'en méfiait. On raconte qu'il avait lancé ses chiens, des bergers allemands, aux trousses de deux agriculteurs. Le maire avait dû intervenir, il y a deux ans, après un incident entre Jean-Claude et des éboueurs qui avaient le peu bousillé. Au village, on a souvent à propos de ses séjours en prison. Mais on n'en disait guère plus, en restant à l'image d'un tyranneau domestique qui menait sa femme et ses cinq filles à la baguette.

Dans la maison, à la limite du village, la famille s'accrochait à sa marginalité. Le père voulait que ça marche droit. Son droit, à lui, passait par les idées prônées par des groupes politiques d'extrême droite. Adhérent d'abord du Front national, il en avait été exclu, ou s'en était écarté, considérant que ce parti dévisait du « juste » combat. Il devait ensuite rejoindre un groupuscule néo-nazi. De la dernière

campagne des élections municipales, il resta quelques traces d'un engagement dans une vitrine de l'habitat, sur les panneaux routiers, près du pont de la rocade, le siège de son organisation, dont peu d'habitants du village à dire vrai, connaissaient la signification. Certains soirs, racontant les voisins, les échos de musiques militaires, de chants nazis pouvaient être entendus depuis les fenêtres de la petite maison.

Ce militant extrémiste avait surtout son combat politique en dehors du village. Il appartenait dans une ville voisine. Le 20 août 1984, il y avait planté une croix couverte d'insultes racistes dans une cité HLM. Le soir même, un de ses compagnons tuait un jeune Maghrébin. En mars 1988, après une longue procédure judiciaire, la cour d'appel de Rouen condamnerait le premier à huit mois de prison ferme pour incitation à la haine raciale. Il y a peu de temps encore, on avait parlé de lui dans une affaire de trafic d'armes.

Son idéologie, qu'il voulait sans faille, il la transmettait au moyen d'une pédagogie rugueuse. Quand les leçons s'accompagnaient d'explications trop brutales, ses filles allaient se plaindre des mauvais traitements auprès du juge pour enfants. Mais elles revenaient à la maison. Jusqu'au jour où l'année a rompu le pacte. Il y a une semaine, elle a quitté le domicile familial, lassée peut-être des tensions permanentes, de l'autoritarisme du père, de l'agressivité de leurs rapports. Jean-Claude n'a pas supporté cette défection. Il s'est emballé, menaçant de mort les membres de sa tribu, qu'il finissait par confondre avec un commando militaire. Une autre de ses filles, par peur ou par révolte, est, elle, passée aux actes.

B. C.

■ L'accident du DC 10 d'United Airlines : 76 morts et 184 survivants. — Le bilan de l'accident du DC 10 de la compagnie United Airlines, survenu le 19 juillet, lors d'un atterrissage d'urgence à Sioux City, dans l'Iowa, était vendredi 21 juillet en fin de méthode, de 76 morts et 33 disparus. Il y a 184 survivants.

Les boîtes noires ont été retrouvées. Les enquêteurs, qui pensent que l'avion a eu une panne généralisée des systèmes hydrauliques, auront notamment à expliquer pourquoi l'appareil a commencé à perdre des débris de réacteur et du fuselage 70 kilomètres avant de s'écraser. — (AFP).

Des clochards « sales, ivres, agressifs, exhibitionnistes »

Le maire de Toulon veut une ville propre

TOULON de notre correspondant

« Les clochards donnent une image tout à fait lamentable d'une ville qui veut rénover son centre et son image, et assurer d'un avenir touristique. » Une fois de plus, M. François Trucy, sénateur et maire (UDF) de Toulon fait part de ses préoccupations concernant la présence, sur certaines places de la ville, de ces gens qui à l'instar des Toulonnais qui l'interpellent sur le sujet, il estime « sales, ivres, agressifs, exhibitionnistes, pourvus de chiens eux aussi sales et agressifs ». Dans le dernier numéro de la revue municipale *Vivre à Toulon*, il dit son incapacité à résoudre ce problème dont la responsabilité relève « de l'Etat dont le représentant est le préfet » et en appelle à la collaboration de la population face à ceux qui sont « une offense à l'hygiène publique et salissent la ville ».

Exhortant ses administrés, le maire leur demande de « l'aider à convaincre les hautes autorités que le problème (...) est important pour les Toulonnais ». Pour y parvenir, il va mettre à leur disposition « dans les antennes de mairie et auprès des comités d'intérêt local des formulaires qui (leur) permettront d'attirer l'attention des pouvoirs publics. Ces plaintes seront rassemblées par la mairie et adressées régulièrement à qui de droit ».

Opération commando

Une « opération-douche » obligatoire et répétitive, pour les clochards, imaginée durant quelques semaines en 1986 n'ayant pas été dissuasive, M. Guy Brunier, conseiller municipal, en charge de la police municipale, décide de mener une « opération commando ». Au début du mois de mai suivant, accompagné de six policiers municipaux, il effectua trois rafles nocturnes, à l'issue desquelles une quinzaine de « zozards » furent embarqués à bord d'une estafette banalisée. Ils furent relâchés hors du département, à plusieurs dizaines de kilomètres de Toulon, après avoir été dépouillés de leurs papiers d'identité et, pour certains d'entre eux, de leurs chaussures. L'affaire ayant fait scandale, le conseiller municipal fut démissionner, les six policiers municipaux furent suspendus et le maire déclara que ces opérations avaient été montées son insu. « Je condamne de telles pratiques, mais je ne peux passer sous silence les réalités toulonnaises, à savoir la présence de

nombreux vagabonds étrangers à la commune ».

Plus récemment, au cours de la séance du conseil municipal du 26 mai 1989, M. Claude Ricard (FN) estimait « prudent de prendre toutes mesures pour les empêcher de s'installer sur les pelouses et dans les jardins, et pour cela il existe des moyens simples : arroser fréquemment, répandre des produits (...) rendre les lieux suffisamment inconfortables pour que personne n'ait envie de venir se rouler sous les buissons ». L'idée, qui semblait choquer les élus de la majorité municipale, a pourtant, fait son chemin. Dans la nuit du lundi 17 au mardi 18 juillet, M. Philippe Goetz (RPR), conseiller municipal en charge de l'environnement, a fait copieusement arroser les terroirs des plages du Mourillon d'un mélange d'eau et de produit désinfectant pour en éloigner vagabonds et amoureux. Une « première » devant être régulièrement renouvelée.

Pour sa part, Mgr Madec, évêque de Toulon-Fréjus, a évoqué par parabole l'affaire, le 14 juillet, au cours d'une messe réunissant six cents pèlerins variés... dont une quinzaine de clochards. Sans citer l'article du sénateur-maire il y fit référence, commentant l'évangile sur le « lavement de pieds » en ces termes : « Dans notre société riche, il reste des personnes défrayées qui n'ont plus de lieu où se laver, alors elles deviennent sales et salissent les rues de nos villes. La solution ne consiste pas à les chasser mais, tout simplement, à leur laver les pieds ; c'est-à-dire à leur rendre une dignité qu'ils semblaient avoir perdue ».

JOSÉ LENZINI.

■ Escroquerie à la caisse d'allocations familiales des Alpes-Maritimes. — Trois employés de la caisse d'allocations familiales (CAF) des Alpes-Maritimes ont été arrêtés à l'issue d'une enquête menée, depuis le mois d'octobre 1988, par la section financière de la police judiciaire sur de faux dossiers d'allocation-logement. Anne-Lise Benoussan, trente-deux ans, inculpée d'escroquerie et de faux en écriture, et deux de ses collègues, Christian Albertini, trente-cinq ans, et Daniel Marcello, trente-sept ans, auraient constitué de faux dossiers en faveur d'amis qui leur versaient, en échange, des rentes mensuelles. Trente-sept personnes ont été inculpées de complicité ou de recel dans cette escroquerie, qui porterait sur une somme totale de 3,5 millions de francs.

Société

ESPACE

Le vingtième anniversaire du premier homme sur la lune M. Bush prévoit une mission humaine sur mars vers les années 2020

NEW-YORK
de notre envoyée spéciale

« Notre but n'est rien de moins que d'établir la prééminence des États-Unis en tant que nation spatiale... » La scène ne manquait pas d'allure, jeudi 20 juillet, au Musée de l'air et de l'espace à Washington, où, parmi les reliques de l'ère spatiale américaine, se trouvaient les reliques de l'ère spatiale américaine. Le président George Bush, accompagné de son épouse Barbara, a participé à une cérémonie commémorative de la mission Apollo 11. Le président a déclaré : « Nous sommes fiers de célébrer le vingtième anniversaire de la première mission humaine sur la lune. Cette mission a ouvert la voie à l'exploration spatiale américaine. »

Objectif : la lune à nouveau et à plus longue échéance, la planète Mars. Sans se fixer de calendrier trop précis, contrairement à ce que fit John Kennedy en 1961, en prenant le pari d'envoyer un homme sur la lune avant la fin de la décennie, le président américain a déclaré : « Pourquoi la lune ? Pourquoi Mars ? Parce qu'il est dans la destinée de l'homme de lutter, de chercher, de trouver, et qu'il est dans le destin de l'Amérique d'ouvrir la voie. » Ajoutant aussi que « la lune n'est pas une destination mais une direction » et que « le but ultime des États-Unis est d'y retourner et d'aller plus loin », M. Bush a confirmé la poursuite du projet de lancement de la station spatiale « Freedom » (la Liberté), le premier laboratoire orbital américain, à l'horizon des années 90. L'implantation de bases lunaires destinées à préparer une mission humaine sur Mars, sans doute dans les années 2020, devant suivre.

Une certaine intention politique se lisait sous la rhétorique commémorative : M. George Bush, qui fête ce jour-là ses six premiers mois de pouvoir, devait conclure en déclarant qu'il laissait le soin d'établir « un calendrier réaliste » au vice-président Quayle, qui, en tant que président du Conseil national de l'espace, a pris, indiquait-on à la Maison Blanche, « une part très active » dans la redéfinition du programme spatial. Une façon comme une autre de mettre en « orbite politique » un vice-président trop longtemps absent de la scène et objet de bien des critiques.

Le rêve spatial de George Bush semble en tout cas des plus internationaux, car, d'ores et déjà, l'Agence spatiale européenne, ainsi que le Japon participent au programme « Freedom », et l'éventualité d'une collaboration avec l'Union soviétique est à l'étude pour les programmes à plus long terme.

Double le budget de la NASA

Reste que, dans l'effervescence de cette atmosphère de fête — plusieurs télévisions ont retransmis en continu le film des premiers pas de Neil Armstrong sur la lune, ainsi que le discours de « lancement » de John Kennedy — la face cachée de cette nouvelle aventure humaine n'a pas été dévoilée : à savoir son aspect technico-financier. Aucune allusion par exemple à l'explosion de la navette Challenger en janvier 1986, qui avait obligé la NASA à remettre en cause bien des essais et des calculs de fiabilité. Aucune allusion non plus à l'ampleur des recherches technologiques ni au coût exorbitant que représenterait une mission sur Mars (estimé à plus de 300 mil-

liards de dollars, soit près de 2 000 milliards de francs) et à celui d'une base lunaire (100 milliards de dollars sur dix ans).

Certes, l'opinion publique américaine reste encore très enthousiaste devant la conquête de l'espace, mais un dernier sondage Gallup révèle que 52 % des Américains préféreraient affecter les deniers publics au règlement « des problèmes domestiques graves tels que la santé et l'éducation ». À l'évidence, l'ère Kennedy des grands projets, mais aussi des grandes rivalités avec l'Union soviétique, est révolue, et, vingt ans après, avec le problème permanent du déficit budgétaire, le congrès démocrate freine « les grands deserts » de ses présidents républicains. Les sénateurs ne viennent-ils pas d'entrer en guerre contre le coût jugé énorme du « Stealth Bomber » (le bombardier invisible), le dernier gadget de la technologie américaine qui a nécessité dix ans de recherche et a coûté 22 milliards de dollars (143 milliards de francs) ? M. Bush a pourtant entrepris de discussions pour doubler le budget de la NASA (11 milliards de dollars pour l'année en cours) d'ici à la fin du siècle, ce qui représenterait 2 % du budget fédéral. Mais, selon le nouvel administrateur de la NASA lui-même, M. Richard Truly, le Congrès menacerait déjà de couper cette année plus de 400 millions de dollars sur l'enveloppe destinée au plus ferme et au plus avancé des projets : celui de la station spatiale « Freedom ».

Le sénateur démocrate Albert Gore (Tennessee), qui préside la commission sur l'espace, la science et la technologie, a déclaré de son côté : « En proposant de retourner sur la lune et d'envoyer une mission humaine sur Mars, mais sans argent, sans calendrier, et sans plan, le président Bush n'offre pas au pays un défi pour qu'il se surpasse, mais un véritable rêve éveillé... »

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

DÉFENSE

Le gouvernement prépare la dissolution de vingt escadrons de gendarmerie mobile

Le ministère de la défense a décidé de supprimer vingt des cent vingt-vingt escadrons de la gendarmerie mobile avant 1991. Mais les effectifs de l'arme, environ 17 000 hommes sur les 88 000 que compte au total la gendarmerie nationale, demeureront inchangés. Ce regroupement devrait susciter le mécontentement de la plupart des communes concernées. Il vise à donner au commandant de chacun des escadrons restants plus d'autonomie et de souplesse dans la gestion de ses personnels, dont les services professionnels sont de plus en plus mal supportés à cause de l'augmentation des tâches des gendarmes.

Cette suppression de vingt escadrons est indépendante du plan Armées 2000 de réorganisation du dispositif militaire, dont fait partie la gendarmerie, puisque cette force de maintien de l'ordre dépend normalement du ministère de la Défense.

Avant la fin de 1989 seraient dissous les escadrons de Satory (Yvelines), Maisons-Alfort (Val-de-Marne), Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), Lucan (Vendée) et Saint-Etienne-le-Renard (Vosges). En 1990 seraient dissous les escadrons de Biscarosse (Landes), Marseille (Bouches-du-Rhône), Cherbourg (Manche), Bellac (Haute-Vienne), Pithiviers (Loiret), Noyon (Oise) et Antibes (Alpes-Maritimes). En 1991 seraient dissous les escadrons de Nîmes (Gard), Blois (Loir-et-Cher), Sarreguemines et Thionville (Moselle), Vannes (Morbihan), Pontcharra (Isère) et Digne (Alpes de Haute-Provence). Outre ces vingt communes, dont la liste définitive sera arrêtée en septembre, le sort de cinq autres escadrons est à l'étude, à Châtelleraut (Vienne), Mayenne (Mayenne), Mamers (Sarthe), Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) et Amay-sur-Odon (Calvados).

Dans quelques-unes des villes concernées, le départ de l'escadron risque d'être très durement ressenti par les finances communales et le commerce local. Mais, parfois, ce départ s'imposait en raison des mauvaises conditions d'habitation faites

par ces communes à leurs gendarmes.

La restructuration de la gendarmerie mobile a été demandée au ministère de la défense par la direction générale de la gendarmerie nationale pour tenir compte du fait que le gouvernement envisage qu'un même escadron puisse assurer, en permanence, au moins 85 hommes sur le terrain lorsqu'il est appelé à intervenir en mission de sécurité publique et en régulation de maintien de l'ordre.

Les escadrons restants passeront de 110 ou 120 hommes à 145 en moyenne. Avec de tels effectifs et compte tenu des personnels malades, en permission ou en stage, les escadrons seront plus à même de dégrader les 85 hommes immédiatement opérationnels sur un total de 145 que sur celui de 110 ou 120, sans oublier, comme c'est le cas actuellement, les gendarmes à des surcharges de travail.

Deux sociétés françaises, retenues par l'OTAN pour un projet de munition, — l'OTAN a confié au consortium international ADOCO le contrat de développement d'un obus de 155 mm antiaérien à guidage terminal précis. Outre des sociétés américaines, ouest-allemandes, italiennes, néerlandaises et espagnoles, ADOCO comprend deux groupes français : le Groupement industriel des armements terrestres (GIAT), responsable du guidage-pilotage aérodynamique et de la charge militaire, et l'Electronique Serge Dassault (ESD), responsable de l'auto-directeur et du traitement du signal. Cette munition sera compatible avec tous les canons de 155 en service dans les armées de l'OTAN.

FAITS DIVERS

Après plusieurs accidents mortels Le saut à l'élastique est interdit

À la suite d'un nouvel accident lors d'un saut à l'élastique, le ministre de l'intérieur a demandé aux préfets d'interdire cette « activité physique nouvelle et dangereuse » dans les sites publics. La pratique, qui consiste à se jeter d'un pont, accroché par un câble élastique au parapet, a conduit de jeunes Français adeptes des « sports extrêmes » et même un secrétaire d'État, puisque M. Bernard Kouchner a effectué un saut devant des caméras de télévision. Mais cette recherche du « grand frisson » demeure très dangereuse. Le mois dernier, un jeune sauteur a brisé le cou lors d'une tentative ; en avril, c'était la femme d'un alpiniste qui se tuit en heurtant une grue.

Dans l'attente d'une réglementation spécifique, actuellement préparée par le secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports et le ministère de l'intérieur, ce dernier rappelle aux maires « les responsabilités qui leur incombent » lorsque l'une des équipes de saut organise une manifestation leur demande une autorisation.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

DANS un feu d'artifice, pour ses organisateurs, la difficulté, c'est de trouver le bouquet qui surpassera le bouquet, le surcroît d'émerveillement qui annahera un « ah ! » supplémentaire à des spectateurs qui croient la fête achevée, les réjouissances terminées et les surprises épuisées ; parce qu'ils pensaient eux-mêmes avoir donné jusqu'à la dernière de leurs facultés d'étonnement, d'admiration et d'enthousiasme.

Avant même que la fête ne commence sur fond de Bicentenaire, le Grand Louvre avait, symbolisé et résumé par une Pyramide aujourd'hui autant couronnée qu'elle fut, avant de voir le jour, critiquée.

Ensuite, au milieu de tourmentes plus violentes encore, l'Opéra Bastille avait été conçu puis accouché aux forçats et dévoilé le 13 juillet, en prélude à la fête. Spécialistes autant que béotiens, chacun en a loué la beauté, la limpidité et la majesté. Les grincheux, déjà une fois défaits, sont rentrés dans leur tanière.

Avec l'éphémère — et volontairement tel — défilé de Jean-Paul Gaudé, qu'a magnifié l'imprévu défilé de la foule sur les Champs-Élysées, se donnant à elle-même spectacle à la manière d'un empereur se couronnant lui-même, la provision se greffait sur le durable, comme pour montrer que les fêtes n'ont de raison d'être que si elles sont périssables. Une fête éternelle ne serait que routine et l'on devrait chercher dans la morosité un remède à l'ennui.

Comblé, quoi qu'il ait été prophétisé, le public pouvait, délivré du besoin d'applaudir, se tourner vers les vacances et ce qu'elles contiennent de reposante médiocrité. Mais il restait une surprise. Ce fut l'Arche, dont l'image, donnant de l'infinité à une chose, amenait tout ce qui avait été vu jusque-là avec les nouveaux repères de Paris.

Dans la fascination suscitée par ce monument — féminisé sous le nom d'Arche, probablement pour éviter qu'il ne soit « de triomphe » et, ainsi, inscrit au compte de la vanité, — on ne peut méconnaître ce qu'y apportait, mardi, une mise en scène inaugurale qui muait encore davantage cette bâtisse contemporaine en un théâtre de futur ; transformant des lignes inspirées de la paix, tant elles sont pures, en pourtour d'une fenêtre s'ouvrant sur des siècles infernaux.

COMPOSANT un ballet-orchestre, évoluant par partie sur le « nuage » tendu par Peter Rice à une quinzaine de mètres du sol, ou bien laissant glisser l'un de ses musiciens du grand-haut de ce navire, l'ensemble Urban Sax, costumé en hommes-

fournis, noyait d'une musique pour mutants des rites, des usages et des normes encore inconnus. Admirable choix pour un incomparable décor de son.

Le ravissant ne cessait de l'inquiétude ; à plus forte raison si, sous l'impulsion d'harmonies nourries de mélodies par nature lancinantes, et celles-là plus que d'autres, le regard était happé par le versant ouest de l'Arche, bordé par un cimetière et ouvrant sur un paysage où les montagnes étaient des tours et les plaines des terrains vagues ; mais un paysage vidé de ses habitants par quelque bombe à neutrons qui aurait fait son office en silence.

Arche

Où, de la sorte, l'Arche paraît comme le passage d'un monde contemporain qui rassure, parce qu'il est jonché de témoins, vers un avenir qui ne serait accessible qu'à reculs pour amoindrir la crainte qu'il inspire.

Fenêtre, porte, frontière, cette Arche toise, d'un côté, le décor historique de Paris, et masque, de l'autre, en dépit de la balance qui est son principe, un futur qui ne serait révélé que trop tard, le passage irrémédiablement accompli.

P ARMI tous les monuments dont M. Mitterrand a voulu que Paris soit enrichi et ranimé, cette Arche est la plus extraordinaire, au sens qu'Edgar Poe a donné à cette éphémère.

Bien que la pyramide ait, plus que toute autre forme architecturale, inspiré les cryptologues (mot... transparent, qui est, semble-t-il, un néologisme), celle qui désormais identifie le Louvre chapeauté un univers pour connu pour représenter quelque mystère que ce soit. D'autant que c'est à l'occasion de la construction de cette pyramide que le Louvre a laissé échapper ses ultimes secrets.

L'Arche, au contraire, surgit du sol à la manière d'une île montant de l'océan, blanche comme un miroir mais ne reflétant rien, addition de vide et d'opacité selon qu'on la regarde de l'est ou du nord, de l'ouest ou du sud, est une bâtisse initiatrice pour passer à demain.

SPECIAL-COPAINS. A compter de lundi prochain 24 juillet, Antenne 2 diffuse à 19 h 15 le premier des vingt-six épisodes d'une série quotidienne intitulée le Journal de la Révolution. S'il existe un bon goût français associant l'harmonie, la mesure et le savoir-faire mais aussi le travail couronné par le talent sans qu'il manque la modestie, cette série en est un exemple achevé.

Rien en elle, pourtant, qui agüche l'œil. À l'exception de deux sociétaires du Français, Roland Bertin et le cher Marcel Bozonnet, les acteurs sont inconnus du profane. Mais peut-on jouer plus juste, avec plus de tact, que ces comédiens disent leur texte devant des toiles peintes ?

Quoi ! des toiles peintes ? Point de cavalcades ! Pas de foule se ruant sur les châteaux ! Pas de beaux appartements ni de vestes jardiées où s'exercerait l'éloquence révolutionnaire ! Non. Mais une mise en scène si délicate d'Hervé Baslé que le spectateur pourrait dans sa tête à ces fausses lacunes.

Le principe de ce Journal de la Révolution est simple : conter en vingt-six épisodes de moins d'un quart d'heure chacun les moments significatifs de l'époque : Nuit du 4 août, Déclaration des droits de l'homme, etc., avec, parfois, de jolies astuces, comme de raconter deux fois la prise de la Bastille, l'une pour décrire l'événement tel qu'il fut vécu par les assiégés, l'autre qui relate cet assaut du point de vue des assaillants.

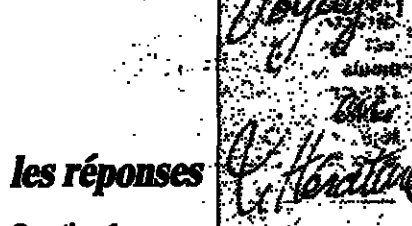
Bref, ce Journal est une merveille de pédagogie, cet art qui consiste à enseigner sans ennuyer.

P.-S. 1. L'avant-dernier « Amateur » ayant signalé qu'une circulaire électorale du RPR avait mis un mois à parvenir à l'un de ses destinataires, M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, explique notamment : « De tels défauts sont heureusement très rares et se chiffrent à quelques dizaines de cas par million d'objets expédiés. Songez que la poste distribue 17 milliards d'objets chaque année. S'agissant d'ailleurs de l'envoi que vous signalez, il n'a pas été porté d'autres incidents à la connaissance des services postaux, alors même que ce type de courrier est, comme vous pouvez l'imaginer, très surveillé par ses expéditeurs. »

P.-S. 2. Départ pour le village et pour quelques semaines. Zeugme ultime qui annonce, à titre personnel, la reposante médiocrité des vacances.

P.-S. 3. Camet. Bon anniversaire, chère Agnès.

Concours



les réponses

Question 6 :
Nombreux sont les romans de Balzac dont les premiers mots sont une indication chronologique. Voici deux de ces datations.
A vous de retrouver les titres d'œuvres correspondantes.
a - « Au commencement du mois d'avril 1813... »
b - « Au commencement de l'automne de l'année 1826... »

→ « La Femme de trente ans »

→ « Le Curé de Tours »

Question 7 :
Retrouvez à quelles fables appartiennent ces vers connus de La Fontaine.

a - Il se faut entretenir, c'est la loi de nature.

→ « L'Ane et le Chien »

b - Ventre affamé n'a point d'oreilles.

→ « Le Milan et le Rossignol »

Question 8 :
Les poètes aiment les animaux et n'hésitent pas à se comparer à eux : pensons au « pélican » de Musset, à l'« albatros » de Baudelaire. Mais à qui doit-on ce vers ?
« Bonsoir. Ce crapaud-là, c'est moi ! »

→ Corbière

Question 9 :
Savez-vous qui fit graver sur sa tombe l'épigramme que voici ?
« Passant, ne fais pas de bruit, Garde que ton pas ne l'éveille. Car voilà la première nuit. Que le pauvre XXXX s'endorme. »

→ Scarron

Question 10 :
Savez-vous quel écrivain est enterré dans les endroits que voici ?
a - Prioué de Saint-Chin, La Roche.

→ Ronsard

b - Samoreau.

→ Mallarmé

c - Brèves.

→ Romain Rolland

Question 11 :
Molière a une prédilection pour certains prénoms féminins qu'il attribue à des personnages différents dans plusieurs pièces. À l'aide de cette indication, dites de quel prénom il s'agit :
Se marie à un barbon de cinquante-trois ans pour se « donner du durabilité » ; ou une marquise au regard qui tue.

→ Dorine

PROVÈNEMENT

Les ambiguïtés

Après la mort de F...
Hommages à M...
ANATOLE DA...
SOUVENIR-EC...

شكرا من الأهل

Société

ENVIRONNEMENT

Après le sommet des Sept

Les ambiguïtés de l'écologie officielle

Que les dirigeants des sept pays les plus industrialisés aient consacré l'environnement plus d'un tiers de leur déclaration commune du 15 juillet n'en finit pas d'étonner les commentateurs. Décidément, les pollutions se diffusent plus vite que les idées. Il aura fallu près de vingt ans pour que les avertissements des observateurs - scientifiques, hommes de terrain ou économistes du club de Rome - soient pris au sérieux. Heurs sombres prophéties n'étaient pas pure imagination. Oui, il y a péril en la demeure. Réunis dans l'Arche, les Sept ont pris enfin la défense de l'environnement. Explicitement ou en filigrane leur texte reconnaît trois idées majeures.

1. La pollution n'a pas de frontières. Qu'elle voyage dans l'atmosphère ou qu'elle se coule dans les rivières, puis dans les océans, elle concerne aujourd'hui la planète entière. Nous n'avons qu'une seule terre, et celle-ci semble rétrécir chaque jour davantage. Conséquence : la solidarité s'impose. La liberté des pollueurs entraîne l'égalité de tous les humains devant leurs agressions, et donc la nécessaire fraternité dans la défense. Un message dans le ton du Bicentenaire.

2. Les pays industrialisés, ceux qui consomment le plus d'énergie, ceux qui transforment les bois tropicaux en placards de cuisine, ceux dont la production de déchets est aussi industrielle que celle des marchandises, ceux-là sont les premiers coupables. Le texte ne le dit pas, mais il faut savoir que, à eux seuls, les sept pays les plus industrialisés sont responsables de 40 % de la pollution mondiale. Le premier sommet « vert », comme certains l'appellent déjà, a été d'abord celui des pollueurs.

3. La lutte pour un meilleur environnement touche directement à l'économie. C'est par l'amélioration des rendements et l'adoption de technologies propres qu'on espère réconcilier celles-ci avec l'écologie. Mais déjà, on parle de gestion avisée des forêts,

d'utilisation raisonnable des océans. Bien que la poursuite du développement soit le leitmotiv de la déclaration, ses auteurs remettent en cause la croissance sauvage. Demain, peut-être regarderont-ils les choses en face. La course à la croissance, l'émancipation de nouvelles économies industrielles sont antinomiques du maintien des équilibres écologiques. Toutes les contorsions intellectuelles ne feront que retarder l'heure du choix.

Cette contradiction montre les limites des bonnes intentions affichées par les Sept : une « gestion saine », comme diraient les militaires, davantage qu'une prise à bras-le-corps des problèmes. Quelques idées sont admises, quelques remèdes suggérés. Mais tout reste à faire. La tâche est immense. Une génération n'y suffira probablement pas. Le devis des « réparations », si l'on peut dire, n'a jamais été dressé. Il ferait peur. Certes, les nations formées semblent décidées à mettre la main au portefeuille. Le président Bush, par exemple, vient de lancer chez lui un plan assorti de plusieurs milliards de dollars. Mais les Sept ne seront-ils pas dépassés bientôt par les pays en développement dont les attitudes au patrimoine naturel vont croître au rythme même de leurs équipements industriels ? Il paraît bien naïf de songer à enrayer cela avec de vagues incitations économiques, et l'exportation de technologies propres qui restent à inventer.

Les Sept n'ont pas été non plus au bout de leur raisonnement. Ils reconnaissent qu'une action internationale est urgente. Mais ils ne prévoient d'accorder que quelques crédits supplémentaires au programme des Nations unies pour l'environnement (PNUF). Que restera-t-il des intentions si mille autorités supranationales ne peut les faire appliquer ?

Sur ce point, il faut bien constater que le dialogue Est-Ouest n'est même pas amorcé. Pourtant, après les Sept, les pays

socialistes sont les plus gros pollueurs de la planète. Les prolétaires du cadre de vie sont là-bas, et pas près de sortir de leur condition. Pour la prise en compte de l'écologie, le sous-développement technologique, la planification autoritaire et la religion du productivisme sont des freins encore plus efficaces que le libéralisme à tout-va. A l'Arche, on s'est bien gardé d'aborder ce délicat problème.

Retenissement médiatique

Malgré ces réserves, la déclaration du 16 juillet sur l'environnement marquera une date. D'abord par son retenissement médiatique : des milliers de journalistes étaient présents. Un coup de scribe d'une puissance jamais atteinte. Personne ne peut désormais ignorer la gravité des problèmes et l'obligation de les résoudre de manière concertée. On ne pourra plus tenir un sommet sans que la protection de l'environnement soit à l'ordre du jour. L'écologie a fait, comme dit François Mitterrand, « une intrusion soudaine et considérable » dans les préoccupations planétaires des Grands. On peut parier qu'elle y restera.

Même s'ils critiquent ses insuffisances et ses ambiguïtés, ce sommet est aussi un formidable encouragement pour tous les vigilants de l'environnement. La déclaration de Paris servira dorénavant de référence, de point d'appui, de justification à bien des combats. Et d'abord, pour ces nouveaux élus que les derniers scrutins ont envoyés soit dans les municipalités, soit au Parlement européen. Leur succès n'est pas étranger, bien sûr, à la prise de conscience écologique des Sept, mais ceux-ci, en exprimant solennellement leur inquiétude, soufflent sur les braises de la contestation écologique plus qu'ils ne la calment. Et cette fois, à l'échelle mondiale. Ce n'est pas le moindre paradoxe de ce sommet historique.

MARC AMBROISE-RENDU.

Les incendies de forêt dans le Sud-Ouest

5000 hectares de pins dévastés en Gironde

Grâce aux efforts déployés depuis quatre jours par plus de mille sauveteurs (pompiers, gendarmes, gardes forestiers...) et des escadrilles de bombardiers d'eau, le feu, qui a dévoré 5 000 hectares de la forêt girondine et a nécessité l'évacuation de dizaines de milliers d'estivants, paraissait enfin maîtrisé vendredi 21 juillet à l'aube. C'est le ministre le plus grave qu'il soit comme le massif forestier des Landes depuis trente ans.

Mais la sécheresse exceptionnelle, la chaleur caniculaire - 37° jeudi à Dax - et aussi, semble-t-il, des gestes de malveillants ou de pyromanes, font redouter le pire pour les jours à venir. Dans tous les départements de l'Ouest, du Sud-Ouest et du Midi les pompiers sont en alerte rouge. En Dordogne, ils sont sortis dix-huit fois au cours de

la seule journée du jeudi 20 juillet. En Ille-et-Vilaine, vingt casernes de pompiers et les élèves officiers de Cotteridan ont tenté depuis vingt-quatre heures contre un feu de landes qui a déjà consummé 500 hectares de végétation. Dans le centre même de Nantes, un feu de broussailles s'est communiqué à des entrepôts, détruisant des milliers de tonnes de papier. On signale également de nombreux départs de feu dans le Morbihan et en Indre-et-Loire mais aussi dans le Lot et le Tarn ainsi que dans le Vaucluse et les Hautes-Alpes. La population de certaines communes plusieurs fois touchées par des incendies depuis le début de juillet développe une véritable psychose du pyromane, et les appels affluent dans les gendarmeries.

L'attente de la pluie et la peur du vent

LACANAU de notre envoyé spécial

Jeudi 20 juillet, 21 heures. Sur la départementale 3, entre Le Forêt et Lacanau, « attention, attention, il va sauter la route », crie le feu, qui, depuis quatre jours, sème la terreur sur son passage. Le voilà qui vient de reprendre des forces. Ses flammes, aussi hautes que les pins de quarante ans d'âge, avancent des deux côtés du goudron. « C'est comme la grande brûle de 1949 », se désespère un habitant. Les arbres qui croissent sous ses yeux lui rappellent le désastre de 1949, au cours duquel des dizaines de sauveteurs avaient péri carbonisés. Des canons rouges prennent position dans un ballet de giraphes, mais leurs équi-

pages semblent être dans le désarroi. Certains n'ont pas dormi la nuit précédente, et leur visage accuse la fatigue. Quelques compagnies arrivées dans l'après-midi de la région parisienne débarquent en renfort. Mais le plan de bataille et les ordres tardent à venir.

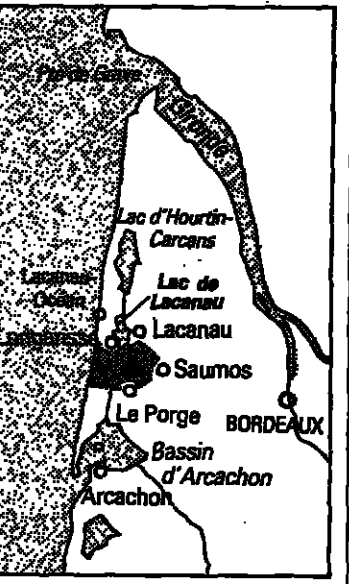
Le ciel et la nuit sont déjà rouges. Torsus nus, des forestiers assistent à la levée des flammes, s'immobilisent et rient. A les entendre, il aurait suffi de mobiliser cinquante tricheurs qui auraient abattu les arbres pour couper le souffle à l'incendie. Ils finissent par prendre l'initiative d'allumer des contre-feux dans les broussailles. Les pins s'embrasent comme des fûts de paille, les pommes séchées, des brindilles étincelantes d'arrogance. « C'est risqué, reconnaît l'un d'eux, si le vent vient, on va se retrouver en mauvais posture. »

Mais le vent accorde une pause cette fois. Depuis quatre jours, il n'en fait qu'à sa tête et fait tourner les hommes en bourrique. A peine la cellule de crise était-elle installée à la préfecture de la Gironde et le front sud-est stabilisé que les flammes repartaient de plus belle au nord et à l'est. On dirait qu'elles jouent entre Lacanau, Longuevieille, Saumos et Le Forêt. Il n'y a que l'Océan qui puisse briser ces lames de feu. Parmi les pompiers, nombreux sont ceux qui doutent que le hasard soit seul en cause. Des foyers se rallument alors qu'ils venaient d'être éteints. Jeudi matin, les forces de police ont interpellé un premier suspect puis l'ont relâché.

des gaffettes sur les couvertures, finalement remis à l'idée de passer une nuit paisible.

Pendant ce temps, à Bordeaux, la ligne de téléphone ouverte pour informer le public est encombrée d'appels angoissés. Des fumées et des odeurs couvrent la capitale de l'Aquitaine. Rien de bien alarmant pourtant. A la terrasse du café de la Galté, on trinque à la douceur de l'été. Les habitants lèvent le nez vers le ciel. La météo a annoncé des orages. Beaucoup espèrent un grand coup de lavette. D'autres le redoutent, la pluie pourrait attirer le vent... Vendredi 21, la ronde des canons et des sirènes a repris dès le petit matin. A la cellule de crise, on estime que la situation s'améliore. Les touristes ne gardent peut-être pas un trop vilain souvenir des feux de l'été. Mais, pour les résidents, le bilan sera lourd une fois le brasier refroidi.

BRUNO CAUSSÉ.



Après la mort de l'ancien chef du réseau Alliance

Mario-Madeleine Fourcade, ancien chef du réseau Alliance dans la Résistance, est morte jeudi 20 juillet, dans sa quatre-vingt-neufième année, à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce, à Paris, des suites d'une

longue maladie (ses dernières éditions du 21 juillet). Ses obsèques auront lieu le mercredi 26 juillet à 10 h 30 à Saint-Louis des Invalides, à Paris, et non le 24 juillet comme il avait été indiqué précédemment.

Hommages à Marie-Madeleine Fourcade

Le président de la République a adressé à la famille de M^{me} Fourcade le message suivant : « J'apprends avec tristesse la mort de Marie-Madeleine Fourcade dont chacun sait la part qu'elle a prise au combat de la Résistance. Je tiens à vous adresser l'expression de mon affliction personnelle. »

De nombreuses autres personnalités ont rendu hommage à Marie-Madeleine Fourcade. M. Jacques Chirac a déclaré : « Aux heures les plus sombres de notre histoire, elle a donné la preuve des plus hautes qualités de patriotisme au service de la cause de son pays. Elle a symbolisé de façon historique l'engagement des femmes dans la vie de la nation. »

M. Jacques Chaban-Delmas, de son côté, a déclaré que Marie-Madeleine Fourcade « s'imposait comme l'une des figures de la Résistance » et rappelle que le réseau Alliance, qu'elle dirigeait, avait été « le plus important de tous les réseaux de renseignement ». L'ancien premier ministre a aussi vanté les qualités personnelles de Marie-Madeleine Fourcade : « Elle avait d'abord reçu du ciel tous les dons possibles et imaginables, elle était très belle, très intelligente, très instruite. Elle avait une très grande autorité naturelle et elle avait un sens de la communication tout à fait exceptionnel. »

Le président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme, (LICRA), M. Jean Pierre Bloch, a salué cette « grande française » et a ajouté : « Elle a continué son combat en lutant à nos côtés à la LICRA contre le racisme et l'antisémitisme. Aujourd'hui toute la Résistance française est en deuil. »

Le Parti républicain a publié jeudi un hommage dans lequel on lit notamment : « La Résistance vient de perdre l'un de ses visages emblématiques rayonnants de la lumière, de la détermination et du courage. Elle rejette, presque un demi-siècle après, ses compagnons de souffrance que furent Jean Moulin ou Pierre Brocoulle. L'esprit qui les animait doit demeurer toujours vivant : c'est celui du refus de l'intolérance, du fanatisme, de la barbarie et de la haine. »

Vient de paraître

ANATOLE DAUMAN
ARGOS FILMS

SOUVENIR-ECRAN

Un livre écrit en collaboration avec JACQUES CHARRIER, préparé par ELIA KAZAN

En vente chez votre libraire

Centre Georges Pompidou

RABELAIS

décrypté

Dans son monumental ouvrage « A plus haute sans », Claude GAGNET, professeur à l'université de Nice, qui a découvert, après des années de recherches, la clé de la lecture esotérique de l'œuvre de Rabelais, nous accompagne (documents et preuves à l'appui) dans les arcanes de l'ésotérisme et des grands courants de la mystique occidentale. Un livre essentiel !

MAISONNEUVE ET LAROSE
15, rue Victor-Consin, 75005 PARIS

Nom :
Prénom :
Adresse :

désire recevoir sans engagement votre documentation « A plus haute sans »

LE SPARTACUS NOIR

A Saint-Domingue, après l'insurrection noire de 1791, Toussaint Louverture, ancien esclave, arrache le pouvoir aux planteurs blancs.

Pierre Pluchon

480 p. 150 F

Toussaint a l'immense mérite d'abolir un système honteux d'aliénation de l'homme par l'homme ; bon premier hors d'Afrique, il établit un authentique pouvoir noir.

Emmanuel Le Roy Ladurie, l'Express

FAYARD

شكرام الأهل

Sports

Le Monde • Samedi 22 juillet 1989 • 11

CYCLISME : le Tour de France

Règlements de comptes

Laurent Fignon a gagné la 101^{ème} édition du Tour de France, le 26 juillet, en remportant la 21^{ème} étape, Bourg-à-Osman-Villard-de-Lans, et en remportant 24 secondes supplémentaires à LeMond. Autre victoire d'un maillot jaune : celle de Jean-Luc Lanoie dans le Tour de France.

VILLARD-DE-LANS
de notre envoyé spécial

LES étapes les plus courtes ne sont pas les plus faciles. Greg LeMond en témoigne. Sur la route de Saint-Nizier-du-Moncheville, où Raymond Poulidor enregistra la plus grosse défaillance de sa carrière, il vient de subir une défaite qui le rejette à 50 secondes de Laurent Fignon, au terme d'une course de 91 kilomètres disputée sous le soleil. Il s'est pourtant battu en faisant preuve de courage, mais il n'a pu empêcher l'attaque déclenchée par le porteur du maillot jaune à 25 kilomètres de l'arrivée.

La bataille de Villard-de-Lans s'est donc déroulée en un duel singulier. A l'avant, Fignon n'avait rien à attendre de personne, et LeMond, lancé à sa poursuite, ne pouvait compter que sur lui-même. Delgado était juste et les locomotives de l'équipe PDM (Theunisse, Rooks, Kelly, Alcala) ne voulaient pas rouler pour les autres. Attitude étrangement passive qui faisait le jeu du leader.

Sans parler de collusion, cette aggrégation de la compétition cycliste contre laquelle le jury des commissaires a décidé de lutter, comment différencier cette attitude de la stratégie pure ? On commence la première ? On finit la seconde ? Et que faut-il comprendre exactement par entente illicite ? Dans le contexte de la course, l'adversaire d'un adversaire peut devenir un allié occasionnel. Partant de ce postulat, bien des complications sont permises, qui choquent.

Pour ce qui les concerne, les coureurs de PDM ont dû estimer qu'ils n'avaient aucun cadeau à consentir à LeMond, même si cela revenait à faire une fleur à Fignon. Ils se rappellent — et leur directeur sportif, Jan Gibera, surtout, n'oublie pas — que le routier californien fut un des leurs, avant de passer à l'opposition. Comme Delgado du reste.

L'hypothèse de sombres règlements de comptes sur la route du Tour n'est donc pas à exclure. LeMond et Delgado se retrouvent, en l'occurrence, dans la même galère. Les PDM ont naturellement des arguments moins inavouables pour justifier leur neutralité. Ils protègent le maillot vert de Kelly, visent le classement international et limitent leurs ambitions à ce double objectif. Dans la mesure où ils ont renoncé au maillot jaune — qui leur paraît inaccessible, — ils ne tiendraient plus Fignon pour un rival. Ce qui lui rend bien service.

JACQUES AUGENDRE.

Les bonheurs de Bernard Hinault

VILLARD-DE-LANS
de notre envoyé spécial

S'il est dans cette caravane un homme épuisé, c'est à n'en pas douter Bernard Hinault, conseiller technique à la Société du Tour de France depuis 1987, mais aussi citoyen de la Terre — ses mains sont vraiment celles d'un paysan — et, par-dessus le marché, représentant de prestige de la société Look, pour laquelle il visite les dépôts de la marque ; l'ancien champion, cinq fois vainqueur du Tour de France, s'est parfaitement adapté à sa fonction.

Chaque matin, en pantalon bleu marine, chemise blanche et cravate strictement nouée, il est au départ de l'étape. C'est de lui qu'on sollicite volontiers les avis et les pronostics. Comment voit-il le déroulement de la journée ? Quelles impressions lui ont fait la veille Fignon, Delgado, Motter, LeMond ? Bernard Hinault se plait à répondre avec ce petit sourire, toujours légèrement crispé, qui trahit chez lui un soul de se montrer sûr de soi et, surtout, de bien paraître à la hauteur de la fonction qu'il est le sien.

Il se tient surtout pour un trait d'union, un intermédiaire entre l'organisation et les coureurs : « On me demande mon avis parce que j'ai été moi-même coureur et

que, pour cela, les coureurs d'aujourd'hui se confient plus facilement à moi qu'à d'autres. »

Le conseiller technique est-il pourtant demeuré tout à fait fidèle au champion, qui, naguère, apparaissait facilement prêt à lever l'étendard de la révolte pour effrayer haut et fort que « les coureurs doivent être respectés » ? En 1978, alors qu'il participait à son premier Tour de France et qu'il allait, pour ce coup d'essai, réusir le coup du maître, il était apparu à Valence d'Agay tel un jeune coq agresseur, défiant du regard une organisation qui, la veille, alors que l'étape s'était terminée vers 17 heures, n'avait pas été capable d'assurer une reconduite des coureurs à leurs hôtels avant 23 heures.

Ce rappel ne le gêne pas. Chantre infatigable d'une politique de « respect des athlètes », il est aujourd'hui dans les mêmes dispositions d'esprit. Cependant, il assure n'avoir jamais critiqué le parcours d'un Tour de France. « Un Tour, dit-il, on le prend tel qu'il est donné. Mais il est vrai qu'il peut y avoir des questions à résoudre. Je pense que l'on peut trouver une solution à chaque problème. » Ainsi n'est-il pas « véritablement d'accord » avec ces boucledards qui, sur la ligne d'arrivée, font, du champion exténué, un agresseur.

Le Tour, façon 89, sous la nouvelle direction de Jean-Pierre Carasso et de Jean-Marie Leblanc, lui paraît de bon aloi : « Carasso et Leblanc se complètent très bien. » Le conseiller technique n'oublie pas non plus son travail d'homme de relations publiques à la société Look. « Pour bien courir, explique-t-il, il faut une connaissance parfaite des matériaux pour la fabrication des vélos et des possibilités de chacun. Cela devient vraiment une science. Plus on va, plus les différences entre les athlètes sont minimes. Il faut donc trouver pour chacun ce qui peut améliorer son rendement, ne serait-ce que de 1 % ».

« Ma politique »

Dans tout cela, il n'a pas oublié sa ferme de Bretagne. Tout au long d'une année, il travaille cent jours environ pour Look, cent autres à sa ferme — où il produit quatre-vingt-cinq mille litres de lait par an — et cent autres encore à la Société du Tour de France. Il n'a pas besoin de faire savoir qu'il « se sent bien dans sa peau ». Cela se voit. Demain, au départ, il sera de nouveau dans la voiture de tête de la direction de course pour régler l'allure d'une caravane de suiveurs, pour lancer ses ordres et tancer ceux qui tarderaient à les respecter.

Il ne refuse pas les questions délicates. Le dopage ? « Moi, ma politique, ce serait un contrôle tous les mois, et durant toute l'année de tous les athlètes, quelle que soit leur discipline. Il faudrait y ajouter des contrôles intempestifs. A la première constatation positive, on donnerait au coupable un avertissement et il aurait un mois pour se réhabiliter. En cas de récidive, ce serait à la Fédération française de cyclisme — pour les amateurs — de sanctionner et, pour les professionnels, à leurs patrons, c'est-à-dire aux groupes qui les financent. J'ai émis cette idée. Evidemment, cela coûterait cher car, chaque mois, il y aurait à contrôler au moins un millier de personnes, toutes disciplines confondues. »

Pour le reste, en cette journée où, après l'Oisans, le Vercors s'est de nouveau montré favorable à Laurent Fignon, Bernard Hinault juge, mais il n'est pas le seul, ce Tour « attrayant et réussi ». Quant au vélo, depuis sa retraite de coureur, il ne l'a plus entouché. « Si jamais je m'y remettais, dit-il, avec un sourire, je risquerais d'éprouver encore de bonnes sensations et j'en oublierais de faire sérieusement ce que maintenant j'ai à faire. »

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

FOOTBALL : le championnat de France

Les clubs se mettent au régime

Le championnat de France de football de première et de deuxième division 1989-1990 débute samedi 22 juillet à 20 h 30 (la rencontre Lyon-Marseille a été avancée à vendredi). Cette nouvelle saison devrait être placée sous le signe d'une plus grande sagesse des clubs. Après une année sportive 1988-1989 catastrophique pour le football français, de nombreuses municipalités ont décidé de surveiller leurs clubs de plus près. Pour certains joueurs, le temps des salaires princiers semble révolu. A l'exception de clubs comme Marseille et Montpellier, l'heure est à la récession.

L'UIS Fernandez était une sorte de « nabab » du ballon rond. Riche et célèbre. Sûr de lui et de son talent. Avec en prime, aux dires de certains, un côté « parvenu ». Le Matra Racing lui versait des mensualités de 650 000 francs. Mais samedi 22 juillet, pour l'ouverture du championnat 1989-1990, il ne sera sur aucun terrain. A vingt-huit ans, et malgré ses trente-trois sélections en équipe de France, le « nabab » est au chômage. Pointera-t-il bientôt à l'ANPE ? Cette perspective ne fait même pas sourire le milieu du football. Car la situation de l'international parait illustrer à la perfection la récession qui frappe actuellement ce sport.

Au total, ils sont environ quatre-vingts à se retrouver sans employeur alors que débute les compétitions. La plupart d'entre eux évoluaient jusqu'à présent dans des clubs de deuxième ou de troisième division et devaient avoir bien des difficultés à trouver preneur.

Les raisons de cette récession sont multiples. D'abord, l'inflation des salaires : depuis 1986 et l'arrivée de puissants investisseurs comme Jean-Luc Lagardère (Matra RP) ou Bernard Tapie (Olympique de Marseille), le football français est l'un des plus généreux du monde. Les revenus (de 400 000 francs à 700 000 francs par mois) ont entraîné l'ensemble des feuilles de paie, des plus grands clubs aux moins fortunés, dans une spirale délirante. C'est ainsi qu'aujourd'hui Niort, — deuxième division, à peine plus de 3 000 spectateurs par match — assure des revenus de 140 000 francs à l'un de ses joueurs.

Autres explications, les mauvais résultats du l'équipe de France (vraisemblablement éliminée de la coupe à la Coupe du monde 1990 en Italie), les

« affaires » (Cantona, Tigana...) ayant secoué un milieu déjà peu crédible et une dépréciation générale de l'image du football après des annonces alors que dans le même temps l'inflation moyenne dans les stades de première division stagne désespérément autour de 10 000 personnes par match. La crise est donc profonde et, depuis la fin de la précédente saison, les preuves de sa gravité n'ont pas manqué.

A Mulhouse, nouveau promu en première division, un audit comptable commandé en juillet par la municipalité a révélé l'énorme montant du déficit du club à 42,2 millions de francs. Le maire, M. Jean-Marie Bockel (PS) qui prend la présidence, dépose le bilan de l'ancienne société. Une nouvelle structure devrait être créée la semaine prochaine alors que la justice s'est saisie de l'affaire pour examiner s'il y a eu ou non banqueroute.

A Brest, autre promu en première division, l'argent manque également pour recruter de nouveaux joueurs qui permettraient à l'équipe de se maintenir. Le maire, M. Pierre Maille (PS) refuse d'augmenter la subvention (3,8 millions) pour ce club habitué aux scandales en tous genres et dont le déficit s'élève à 25 millions de francs. Sponsors et collectivités régionales ne paraissent pas plus décidés à aider les dirigeants bretons.

Victimes en seconde division

A Bordeaux, ancien chef de file du football français aujourd'hui relégué dans le rang après une saison catastrophique et un contrôle fiscal (Le Monde du 21 janvier), la municipalité semble, au contraire, soutenir le club : elle a garanti un emprunt de 10,5 millions de francs et consenti une avance de 9,5 millions remboursables sans intérêts par l'augmentation des droits de location du stade. Le club en a profité pour renouveler son effectif de fond en comble (départs de Tigana, Roche et Allen, arrivées de Bell, Ayache, Allofi...). Mais le budget de fonctionnement est resté à la baisse : il passe de 180 millions l'an dernier à... 50 cette année.

Mulhouse, Brest, Bordeaux... Mais la récession n'a pas touché uniquement l'élite. Elle a fait quelques victimes en deuxième division où les clubs aux moyens limités, privés notamment d'une partie importante des recettes liées aux retransmissions télévisées que se partagent leurs aînés, ont sans doute plus durement res-

enti les contrechocs de l'inflation des salaires depuis 1986.

Sète, l'un des plus vieux clubs français, a été rétrogradé en troisième division, faute d'avoir reçu les soutiens financiers nécessaires à sa survie. Dès le mois d'avril, M. Yves Marchand, maire (CDS) de la ville, avait averti qu'il voulait « stopper les frais ». Là encore, les investisseurs privés ne sont pas venus à la rescousse. Le football ne se vend plus.

Aux difficultés financières de Sète, sont venues s'ajouter celles d'Abbeville, de Beauvais, de Nancy, d'Avignon, de Lorient et de Montceau-Les-Mines. Sans parler de la démission du président de Bastia, M. Pierre Fantoni. Il s'estimait insuffisamment soutenu.

Hidalgo sur la touche

Pour le premier match de l'Olympique de Marseille, Michel Hidalgo n'exercera plus ses fonctions de manager général. A la suite d'une rencontre, jeudi 20 juillet, avec Bernard Tapie, le président de l'OM, l'ancien sélectionneur de l'équipe de France a précisé qu'il serait maintenant chargé « de la réhabilitation d'un grand club, d'un camp d'entraînement, d'un centre de formation et, surtout, de donner à la ville d'une grande stade de soccer mille places ». Cette réhabilitation des fonctions signifie une mise à l'écart de Michel Hidalgo et, surtout, que Bernard Tapie entend être l'unique « patron » du club.

par les collectivités locales, qui lui auraient reproché une gestion approximative.

Tous ces clubs pourront malgré tout participer au championnat de deuxième division mais dans quelles conditions ? « Il aurait été injuste de faire tomber le coupeur en si peu de temps », rétorque M. Jean-François Fayard, président de la Fédération Française de football, qui se défend d'abandonner l'« échecement thérapeutique en autorisant ces moribonds à poursuivre leurs aventures hasardeuses dans le football professionnel. Reste que, pour le président de la FFF, dont le pouvoir a été renforcé face à la toute-puissante Ligue nationale (regroupant les clubs professionnels) de M. Jean Sadoul, la situation demeure préoccupante : « On est toujours inquiet. Nous n'avons jamais toutes les garanties nécessaires. C'est pourquoi il faut exiger une grande rigueur de gestion des clubs. Que chacun

dépense seulement l'argent dont il dispose et tout ira bien. »

Toujours placé sous la rigoureuse surveillance de M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports, et de la « Commission Sète » (du nom de l'ancien président de la Fédération) chargée d'étudier les mesures nécessaires pour sortir de la crise, le football français s'apprête donc à donner le coup d'envoi d'une saison décisive pour son avenir.

Sera-t-il capable d'adopter le profil bas que lui impose une situation économique précaire ? L'intervention de plus en plus fréquente des municipalités dans la gestion des clubs devrait constituer une garantie de sérieux et de relative austerité. A Lyon, un Michel Noir inflexible n'a-t-il pas accordé « que » 9 millions de francs à des dirigeants qui en demandaient quatorze pour bien figurer en première division ?

Quant aux joueurs, ils paraissent avoir admis la nécessité d'un rabaissement de leurs ambitions salariales, comme le confirme M. Jacques Brezinski, directeur de la caisse d'épargne à Nancy et président du club local : « Ils sont beaucoup moins gourmands. Pour engager de nouveaux éléments, nous avons attendu un peu plus longtemps que d'habitude et les tarifs ont été réduits à la baisse. Je préfère leur donner des primes importantes en cas de montée plutôt que des salaires de 95 000 francs par mois. »

Marseille à contre-courant

La saison à venir devrait également s'avérer décisive pour bon nombre de dirigeants, désormais surveillés de près par ces maîtres qui ont bien souvent leurs premiers sponsors. A l'image des responsables de la Fédération et surtout de la Ligue, une certaine génération de dirigeants menace d'être détrônée à moyen terme. Certes les traditions sont bien ancrées et la révolution n'est pas pour demain dans ce milieu volontiers conservateur. Néanmoins, en ces temps de vaches maigres qui concernent essentiellement les clubs aux moyens limités, quelques présidents plus fortunés ont beaucoup investi.

Certains paraissent avoir décidé d'évoluer à contre-courant de la tendance générale. Le Montpellierain Louis Nicollin, soutenu par le maire de la ville Georges Frêche (PS), s'est offert le duo d'attaquants Stéphane Paillole-Eric Cantona pour 15 millions de francs (Le Monde du 10 juin).

Deux joueurs qui, pour évoluer ensemble, ont consenti des sacrifices sur leurs salaires : de 400 000 francs par mois à Marseille, Cantona est passé de 250 000 dans l'Hérault. Quant à M. Francis Borelli (Paris-SG), il a renforcé son équipe avec le Yougoslave Slatko Vujovic (Cannes) et les internationaux Yvon Leroux (Marseille) et Daniel Bravo (Nice).

Mais, en matière d'investissements, la palme revient sans doute à MM. Bernard Tapie. Fort de son double Coupe-championnat, la saison dernière, le « président-député » de l'OM a enrôlé, tour à tour, Jean Tigana et Alain Roche (Bordeaux), Mamei Amoros (Monaco, 18 millions), Carmelo Micciche (prêté par Metz), l'Anglais Chris Waddle (Tottenham, 45 millions de francs), le Brésilien Mozer (Benfica, 20 millions), en attendant un attaquant argentin (Julio Zamora, de River Plate). Même s'il n'a pas, comme il le souhaitait, s'offrir Diego Maradona, l'Olympique de Marseille affiche désormais des ambitions européennes et ne semble plus jouer sur le même terrain que ses adversaires. Mais celui que Bernard Tapie a choisi pourrait également s'avérer bien dangereux.

PHILIPPE BROUSSARD.

Publication judiciaire

Cabinet Yves RAOUX, avocat au barreau de la Charente, 48, Ruepart Desaix, 16000 ANGOULEME. Cabinet Henri Coste, avocat au barreau de Paris, 8, avenue Berthe-Alirol, 75008 PARIS.

Il résulte d'un jugement rendu par le tribunal correctionnel d'ANGOULEME le 9 juillet 1986, confirmé par arrêt de la cour d'appel de BORDEAUX du 10 mars 1987, que M. Robert Michel André VERGNAUD, demeurant 72, rue de Chail à JARNAC, gérant de société, a été déclaré coupable du délit de contrefaçon de marques, d'usurpation de marques et d'usage illicite de marques en utilisant les marques Fidi, Drakkar, O de Lancome, Anis et Anis Anis, propriétés des sociétés Parfums Guy LAROCHE, LANCÔME Parfums et Beauté et Or et la société DIPARCO.

M. VERGNAUD et la société des parfums Robert Michel demeurant même adresse, civilement responsable, ont été condamnés solidairement à payer à chacune des parties civiles une indemnité de 30 000 F, entre 10 000 F en vertu de l'article 475-1 du code de procédure pénale.

En outre, il a été fait interdiction au prévenu et à la société parfums Robert Michel d'utiliser les marques ci-dessus sous astreinte de 500 F par jour de retard à compter de la signification du jugement précité.

Pour extrait, Yves RAOUX, avocat.

LES CLASSEMENTS

10^{ème} étape
Bourg-à-Osman-Villard-de-Lans
1. Laurent Fignon (Fr. Super U.) : les 91 km en 2 h 31 min 28 s (moyenne : 36,245 km/h) ; 2. Steven Rooks (P.-B.) : 24 s ; 3. Ger-Jan Theunisse (P.-B.) : 24 s ; 4. Marino Lejarreta (Esp.) : 24 s ; 5. Sean Kelly (Ir.) : 24 s.

Classement général : 1. Laurent Fignon (Fr. Système U.) : 80 h 26 min 39 s ; 2. Greg LeMond (E.-U.) : 20 s ; 3. Eddy Delgado (Esp.) : 20 s ; 4. Ger-Jan Theunisse (P.-B.) : 5 min 36 s ; 5. Sean Kelly (Ir.) : 7 min 29 s.

TOUR FÉMININ

9^{ème} étape
Villard-de-Lans
1. Lanoie (Fr.) : en 1 h 43 min 20 s ; 2. Canins (It.) : 5 s ; 3. Ellen (E.-U.) : 6 s ; 4. Guignola (URSS) : 14 s ; 5. Thompson (E.-U.) : 17 s.

Classement général : 1. Lanoie (Fr. France A.) : en 15 h 5 min ; 2. Maria Canins (E.-U.) : 7 min 9 s ; 3. Inga Thompson (E.-U.) : 10 min 49 s ; 4. Susan Allen (E.-U.) : 12 min 59 s ; 5. Cécile Odin (Fr.) : 12 min 59 s.

LES HEURES DU STADE

Boxe
Championnat du monde poids lourds. — Mike Tyson-Karl Williams (Canal Plus, samedi 22 juillet à 5 h 30).

Cyclisme
Tour de France. — Jusqu'au dimanche 23 juillet (A2, le 22 à 14 h 15 et le 23 à 15 heures).

Football
Championnat de France. — Première journée, samedi 22 juillet (Canal Plus, Lyon-Marseille le vendredi 21 à 21 heures).

Golf
Open de Grande-Bretagne. — Jusqu'au dimanche 23 juillet à 18 h (Canal Plus, le 23 à 0 h 45, puis à 22 h 45).

Natation
Championnat de France. — Jusqu'au dimanche 23 juillet à Paris (piscine des Tourelles).

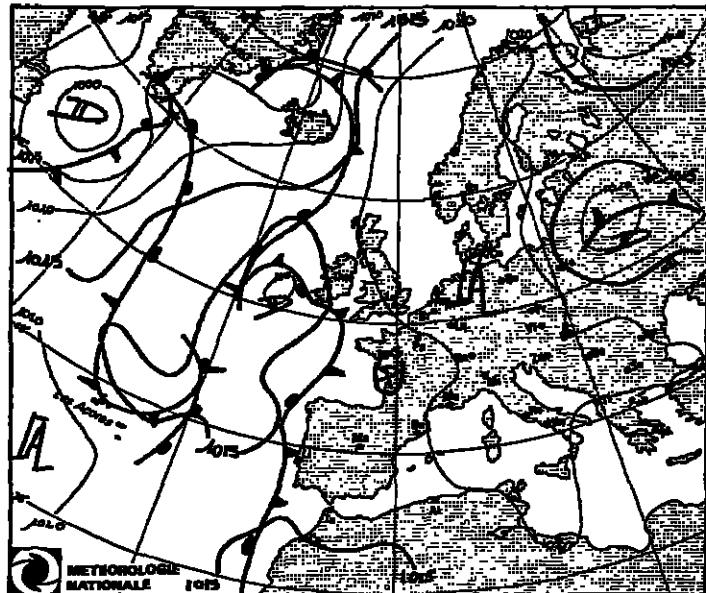
Tennis
Coupe Davis. — Demi-finales jusqu'au dimanche 23 juillet : Subde-Yugoslavie à Bastad et RFA-Etats-Unis à Munich (FR3, le 21 à 16 h, le 22 à 8 h puis à 14 h, le 23 à 13 h 30).

Voile
Admiral's cup. — Du jeudi 27 juillet au 8 août à Cowes (GB).
Course de l'Europe. — Du dimanche 23 juillet au 12 août, de Hambourg à Töben.
Course du Figaro. — Du mardi 25 juillet au 15 août.
Tour de France à la voile. — Du jeudi 20 juillet au mardi 15 août.

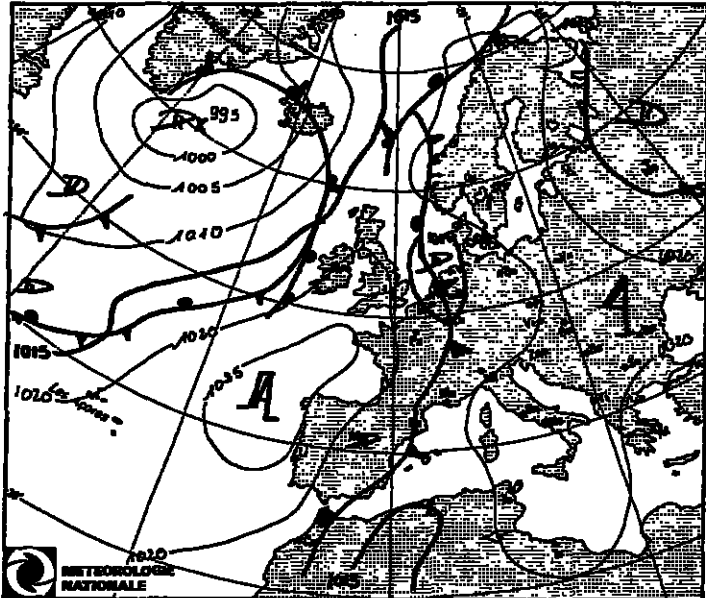
Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 21 JUILLET 1989 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 23 JUILLET 1989 A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 21 juillet à 0 heure et le dimanche 23 juillet à 24 heures.

An cours des deux prochains jours, une perturbation orageuse traversera lentement le pays. Les orages intensifieront la majeure partie du pays sauf le midi méditerranéen.

Samedi : temps lourd et orages gagnant vers l'Est. Le matin, le temps sera très nuageux sur tout le pays sauf sur le littoral méditerranéen. Quelques brèves dures sur orages de la veille se formeront et se dissiperont rapidement.

En cours de journée, des orages pourront se produire localement sur Aquitaine, Midi-Pyrénées, Poitou-Charentes, Massif Central, Centre, Normandie, Ile-de-France, Picardie, Nord, Bourgogne, Nord des Alpes et Jura. Ils seront parfois violents accompagnés de grêle et donneront peu de pluie.

Ailleurs, sauf sur le littoral méditerranéen où il y aura peu de nuages, le ciel

sera très chargé. Quelques orages isolés ne sont pas exclus.

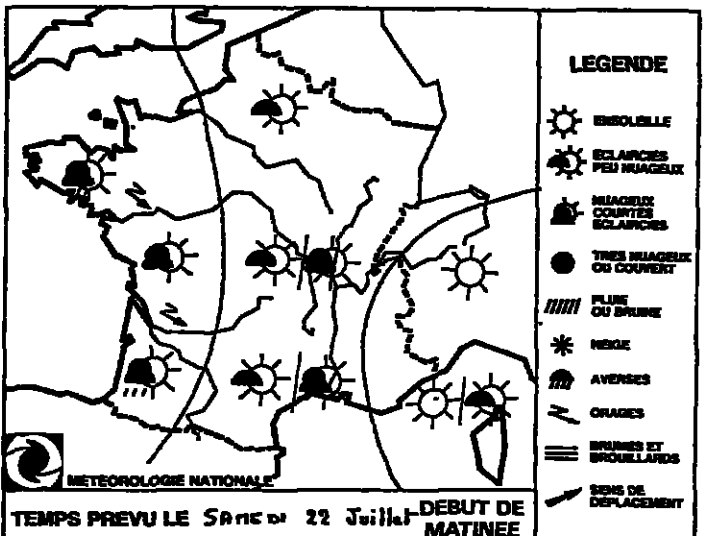
Les températures minimales iront de 12 à 15 degrés sur le Nord-Est jusqu'à 18 à 20 degrés sur le littoral atlantique et le Midi.

Les températures maximales s'établiront entre 24 et 28 degrés près des côtes de la Manche, 26 et 30 degrés sur la Montée Nord, 30 et 33 degrés sur le Sud-Est et 30 et 35 degrés sur le Sud-Ouest.

Les vents seront faibles de secteur Nord-Ouest sur la Bretagne et Sud-Est est ailleurs.

Dimanche : les orages s'écrasent vers le Nord-Est.

Le matin, sera très nuageux sur la majeure partie du pays. Quelques brèves se formeront sur l'Ouest. Des orages isolés se formeront des Pyrénées au Massif Central et au Nord. Ils se dissolvent vers l'Est en cours de journée. L'après-midi, ils seront plutôt localisés au Nord-Est, Jura, Massif Central, Alpes et Pyrénées centrales et orientales.



TEMPS PREVU LE 22 JUILLET DEBUT DE MATINÉE

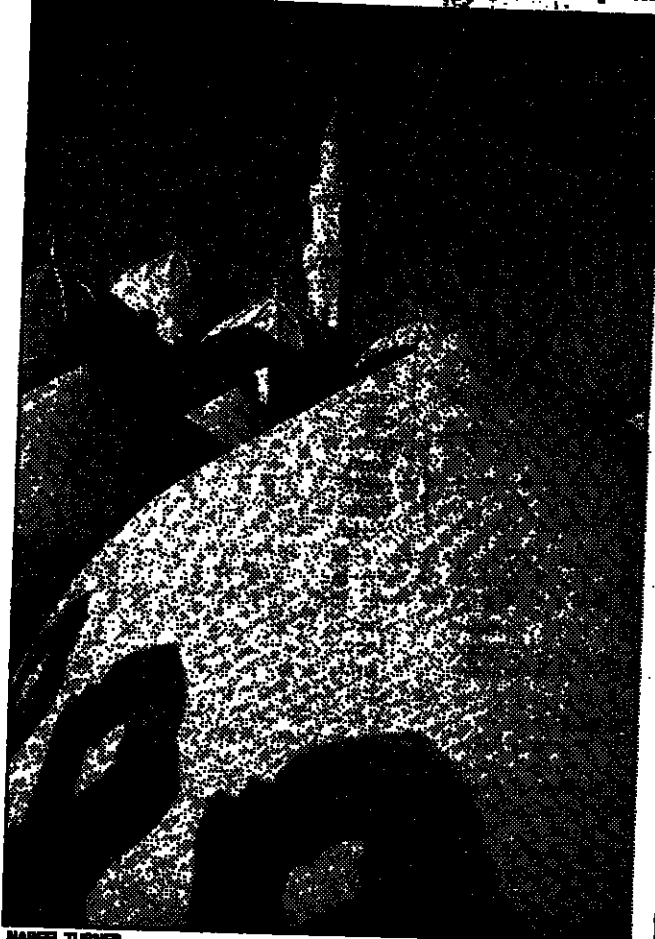
FRANCE										ÉTRANGER									
		TOURS		31 18		D		LOS ANGELES		25 20		D		D					
		TOULOUSE		34 21		C		LONDON		26 15		P		N					
		NANTES		-		-		MADRID		39 20		P		N					
		PARIS		-		-		MEXICO		25 14		B		N					
		BORDEAUX		31 16		D		MILAN		28 19		N		N					
		NICE		32 16		D		MONTREAL		27 15		D		N					
		LYON		29 17		C		MOSCOW		25 14		F		C					
		STRASBOURG		29 18		C		PARIS		20 13		C		N					
		LIMONEST		32 17		N		POWERS		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17		N		PRINCE		28 20		A		N					
		LIMONEST		32 17															

Le Monde SANS VISA

Le Monde sans visa • Samedi 22 juillet 1989 13

Mosquée de Qaba.

Mosquée du Prophète.



Médine, l'oasis sainte

par Slimane Zeghidour

Au milieu de chantiers géants, la seconde cité sacrée de l'islam — interdite aux non-musulmans, comme La Mecque — reçoit chaque année un million et demi de pèlerins.

MAHOMET, le Messie (1), l'appellait « la ville » (*El Yashib*). Les califes omeyyades de Damas (661-750) (*El Khayth*). Le roi Fahd, « Guepard » de Ryad, décide au lendemain de son intronisation (1982) de faire de cette oasis de 160 000 âmes « la Perle du monde » pour la bagatelle de 4 milliards de riyals, soit 8 milliards de francs. Médine (2), première capitale de l'Oumma, dernière demeure du Prophète, l'ensemble des musulmans, est l'une des deux villes saintes, avec La Mecque, dont le monarque saoudien veille à l'honneur entretenu — fonction insigne que Téhéran lui conteste — solennellement.

Depuis l'automne 1984, le cœur de la cité n'est plus qu'un vertigineux champ de démolitions. Une armée de bulldozers et d'excavateurs rugit sous le ciel bleu roi, renverse, écrabouille des pâtés entiers de demeures anciennes, entasse les débris millénaires. Des légions d'immigrés — Tunisiens, Pakistais, Turcs, Égyptiens, et même chrétiens philippins et bouddhistes srilankais convertis pour la circonstance — s'affairent dans ce chantier titanique. C'est à peine si le célèbre dôme vert qui surmonte la mausolée de l'Apôtre de Dieu émerge de l'épais rideau de poussière qui flotte comme un linceul au-dessus de la Terre sainte retournée.

Dans cet ultime carré de l'ancien tombeau-mosquée épargné par la rage immobilière qui a entièrement fauché et pillé la vieille ville s'embouffera un colossal parallélogramme de béton et de marbre portant ainsi la superficie du sanctuaire de 16 500 m² à 98 500 m², afin d'accueillir sous ses lambris de stuc 167 000 fidèles en même temps de prière. Les terrasses du nouvel édifice recevront jusqu'à 90 000 fidèles sur 67 000 m², soit une capacité globale de 257 000 orants pour 165 000 m², répétant à longueur de brochures les Saoudiens, qui ne sont pas pèlerins d'un complexe culturel déjà popularisé par les timbres-poste du Royaume et dont la maquette, exposée en 1988 à l'Institut du monde arabe à Paris, attire, acrobatiquement les foules marocaines, après avoir étonné les

Algériens avec ses façades néomauriques. La première mosquée de l'islam sera dotée du dernier cri de la technologie domestique. Vingt-trois entrées, autant d'escaliers roulants, permettront aux « frères en religion » d'accéder aux niveaux supérieurs du plus fantastique prosternatoire, tandis que ses sous-sols transformés en parcs-automat accueilleront quelque 4 000 véhicules. Grâce au « plus grand projet de conditionnement d'air au monde », les croyants respireront au frais. Enfin, six minarets de 92 m de haut finiront par avoir raison des grues qui leur disputent le ciel de Médine afin de clamer haut et fort la gloire de Dieu et le triomphe de la dynastie saoudienne, laquelle pourrait au demeurant tout aussi bien célébrer en cette année 1989 le bicentenaire du royaume théocratique taillé au cimeterre dans les déserts turbulents de Najd par l'émir Abdelaziz I^{er} Ibn Séoud.

Entre Savonarole et Saint-Just

La maison Séoud tire son origine et sa force de ce Najd, l'un des rares territoires arabes qui jamais ne connut de domination étrangère. C'est dans les solitudes de cette fournaise qu'un « turban brûlé », l'imam Mohamed Ibn Abdelwahhab (1703-1792), prédicateur proscrit, transmettra son non sans wahhabites après avoir trouvé en la personne de Mohamed Ibn Séoud, émir du Najd, un disciple et un bras séculier. Le théologien désarmé et le cheikh rustique qui devint son beau-fils conclurent un pacte en 1744, jurant notamment de « faire régner la parole de Dieu par tous les moyens ». Les motifs du drapeau saoudien, la profession de foi — « il n'y a de dieu que Dieu et Mahomet est son prophète » — comme l'emblème du Royaume — deux sabres croisés sous un dattier, commémorant cette sainte alliance du bout du monde musulman.

L'imam fondateur entreprit alors d'imposer à l'Arabie entière

son credo, lequel reprend les idées-forces de son maître Ibn Taymiya (1263-1328), mélange de Savonarole et de Saint-Just syrien : rejet de toute gloire spéculative, retour au sens littéral du Coran, défiance à l'égard de toute innovation mais aussi et surtout guerre sans merci contre le culte des saints, la visite aux tombeaux — sans en excepter celui de Mahomet — et aux marabouts, la vénération des reliques sacrées, qu'on ramène les mosquées à leur forme au temps de l'Envoyé, sans minarets, mosaïques ou autres dorures.

Ce ne sont là, au demeurant, que les conceptions d'Ahmed Ibn Hanbal (855), initiateur d'une des quatre obédiences sunnites et qui représenterait l'extrême droite de l'intransigeance orthodoxe, revisitée par Ibn Taymiya et actualisées par Abdelwahhab. Autres bêtes noires de ce néo-hanbalisme, les chiites, accusés de substituer au dogme musulman de l'unicité divine une façon de penser où Mahomet représenterait la révélation, Ali l'interprétation et Hussein, petit-fils du premier et cadet du second, la rédemption. Ce dernier occupant pratiquement la première place, parfois même devant l'Apôtre de Dieu.

A tout seigneur tout honneur. Les saoudo-wahhabites s'en prirent d'abord à ces « pervers sur Terre ». A l'aube du dix-neuvième siècle ils pillèrent la ville sainte chiite de Kerbala (Irak actuel), puis s'emparèrent de Médine en 1804. Non contents de démolir les mausolées et les coupes érigées sur les tombeaux et de faire main basse sur les trésors accumulés dans la mosquée du Prophète, ils firent brûler les onguents locaux à justifier ce topet par des fatwas (avis juridiques fondés sur le Coran) idoines.

L'Empire ottoman décadent dut sévir contre le « Calvin des sables », qui fut finalement conduit et exécuté à Constantinople. A défaut de ressusciter les victimes d'Abdallah Ibn Séoud, la Porte fit relever les tombeaux des saints et restaurer le mausolée sacré. Le wahhabisme retourna au désert.

Il reparut avec une vigueur accrue aux portes des Lieux saints à l'orée du vingtième siècle. En 1925 les prédicateurs — soldats d'Abdelaziz Ibn Séoud, le fondateur du Royaume d'Arabie saoudite tel qu'il est depuis lors, assiéger Médine. L'artillerie wahhabite endommagea la coupole verte, provoquant immédiatement l'envoi d'une mission d'enquête pensant ainsi que des protestations des consuls occidentaux à Djeddah. La population affamée craqua et la ville tomba entre les mains des « unificateurs », comme se désignent eux-mêmes les wahhabites.

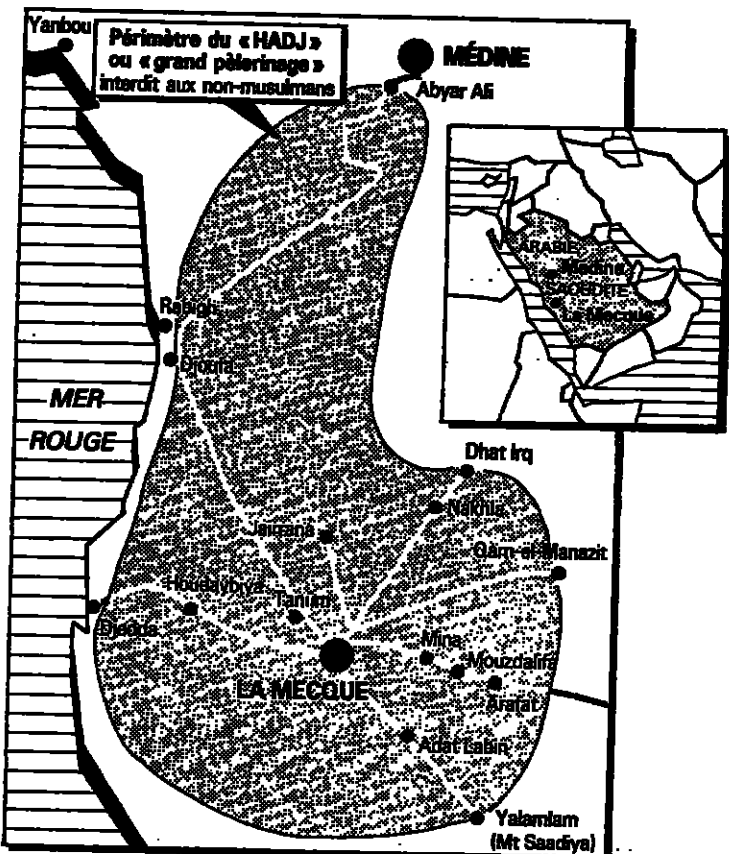
Derechef, le Saoudien arracha le consentement des oulémas pour égaliser au sol les coupes, tombeaux surélevés et autres reliques. Concession notable, le monarque wahhabite ne céda pas à ses « Jeunes-Turcs » qui le poussaient à raser le tombeau du Prophète et à en interdire la visite. Il décida même d'embellir l'édifice et de le réaménager en le débarrassant de tous les vestiges anciens susceptibles de détourner la pieuse attention des visiteurs.

L'alcôve du Prophète

La visite de la mosquée de Médine ne fait pas partie des obligations du pèlerinage. Cependant les centaines de milliers de pèlerins de La Mecque y font tous les ans une halte pour « saluer » l'Apôtre, le Beau Modèle que tout un chacun se doit d'aimer et d'imiter dans toutes les circonstances de ce bas monde. Turcs, Chinois, Arabes d'Irak, Pakistais et Européens touchés par la grâce d'Allah, se dirigent lentement, en se faufilant entre les plots de béton et les montagnes de graviers, vers la demeure de leur prophète.

Porte de la paix. Sur le seuil, deux jeunes militaires, armés de pistolets-mitrailleurs Beretta, déchaussés pour le cas où ils auraient à intervenir rapidement à l'intérieur du sanctuaire, veillent au grain. L'introduction de journaux, d'appareils photographiques, de transistors, de nourritures ou de livres « profanes » est formellement interdite. Les sacs sont auscultés et chaque personne fouillée.

La température intérieure est à peine moins suffoquante que la canicule ambiante, mais l'atmosphère est paisible, les tapis moelleux. De gracieuses colonnes à ogive orientent le visiteur vers un



patio où le soleil se déverse à flots. En contournant la cour intérieure vers l'est, on accède au saint des saints : la Houdjra, la chambre, l'alcôve même du Prophète, que surmonte le dôme vert dont la silhouette est aussi familière en islam que la Kaaba. L'intérieur de la Houdjra est complètement caché aux regards par d'épais voiles verts suspendus à la voûte, et délimité par des grilles en cuivre ouvragé.

Les visiteurs sont envoltés par la majestueuse humilité de la nécropole. Tête baissée, mains croisées sur la poitrine, ils murmurent des prières inaudibles. Rien à voir avec les bruyantes effusions autour de la Kaaba. Ici tout est feutré, recueilli. Les orants, sagement adossés aux centaines de piliers, prient, somnolent ou conversent à voix basse. Ambiance de bibliothèque, n'était le vrombissement des ventilateurs.

A l'angle sud-est du sépulcre, trois guichets en argent, ajourés de splendides calligraphies arabes. De part et d'autre de ces parcimonieuses ouvertures se tiennent des gardes en civil, commis à empêcher tout transport de piété vers les grilles. Même lorsqu'il s'agit de Mahomet en personne, les Saoudiens soutiennent que l'adoration témoignée envers le mausolée se soustrait à celle que l'on doit sans partage à Dieu. S'il ne tenait qu'à eux, les wahhabites auraient rasé la sépulture du Prophète. Aussi ne peut-on trop s'y attarder.

Les croyants qui s'y pressent ont juste le temps de marmonner : « Salut à toi, l'ami du Seigneur, modèle de beauté, la plus sainte des créatures ! Salut à toi, vénéré tombeau, où les hommes viennent chercher la lumière et retrouver leur foi ! », avant de se voir intimement l'ordre de tourner les talons. Une tradition musulmane affirme qu'un espace y est réservé pour accueillir Jésus après la parousie.

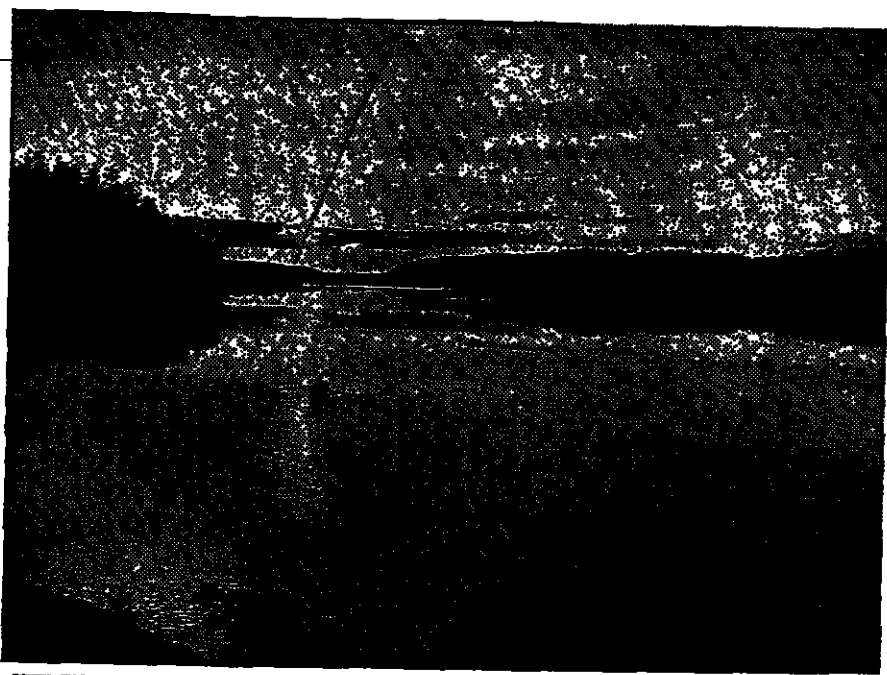
Moment saisissant ! Ces hommes haletants d'émotion, les yeux rougis de pleurs, brillant de carresser, d'embrasser les saintes grilles face à ces sentinelles tendues comme des arcs, prêtes à les en empêcher. Certains fondent en larmes, un vieillard pakistanais s'évanouit, un Yougoslave sanglote. « Va pleurer dehors ! », lui lance sèchement un garde wahhabite. Les plus malins des visiteurs refont plusieurs fois le tour de la Houdjra.

Sur le mur oriental de la chambre, d'autres soldats montent la garde, beretta en bandoulière. Cette partie de la « cabane » est censée abriter la tombe de Fatima, dont le fils Hussein, par son martyre, a donné naissance au millénaire chiite. Et les Iraniens se sont laissés aller à de tels excès de dévotion en cet humble coin de la mosquée que les Saoudiens ont décidé de n'y plus permettre aucun rassemblement. (Lire la suite page 15.)

(1) L'émigration (hégire) de Mahomet à Médine en 622 marque le début de l'ère musulmane.
(2) Yathrib, avant l'islam.

ESCALES

Le Monde sans visa • Samedi 22 juillet 1989 15



FINNEN/TOURISME DE FINLANDE

Au pays sans nuit

La Finlande en autocar, du sud au nord : d'Helsinki, sur la Botnie, à Ivalo, près du lac Inari, au nord du Cercle polaire. Un itinéraire de 1 280 km, vingt heures de route à la lumière constante du jour polaire, jusqu'à la fin de juillet, le soleil ne se couche pas. A sa clarté, on traverse des paysages superbes, de lacs et de forêts notamment avant de franchir le Cercle polaire. Terminé en Laponie, parmi les sapins, les bouleaux

naïfs et les troupeaux de rennes.

La car part d'Helsinki tous les vendredis à 16 h 15 et arrive à Ivalo le lendemain, samedi, à 13 heures. Au long du trajet des gens montent, descendent, vaquent à leurs occupations habituelles. Itinéraire : Lathi, Mikkeli, Kuopio, Iisalmi, Kuusamo et Sodankylä. L'aller simple coûte 550 F. Réservez à la gare routière d'Helsinki et dans les agences de voyages finlandaises.

Pour le retour, plusieurs possibilités : le car repart le même jour à 16 h 45 (arrivée à Helsinki le dimanche à

13 h 35) ce qui est un peu juste. On aura alors le choix entre les cars qui assurent la liaison avec Rovaniemi d'où partent trains et avions pour Helsinki, et la liaison aérienne directe Ivalo-Helsinki.

Informations complémentaires auprès de l'Office national du tourisme de Finlande (13, rue Auber, 75009 Paris, tél. : 42-88-40-13).

Vois en soldes

Il se présentent comme « courtiers en sièges d'avion » et, si leurs prix se situent dans les extrêmes, ce sont ceux de la modération.

A la corbeille d'Any Way — tel est leur nom — cette semaine, on peut acheter du Paris-New-York à 2 180 F, du Paris-Los Angeles et du Paris-San-Francisco à 3 780 F, du Paris-Tenerife à 1 330 F, Tanger ou Ibiza pour 950 F, et du Paris-Munich à 910 F. Tous aller-retour bien entendu. On a même vu affiché (et pris) du Paris-Pétersbourg à 3 900 F le 15 juin.

Pour comprendre ce qui peut sembler tenir du miracle, il faut savoir que « la valeur des sièges d'avion évolue en fonction du temps qui reste pour les commercialiser. Les prix peuvent donc tomber très bas ». Any Way intervient alors, rachète et met ces exclusivités sur un marché qui évolue chaque semaine. Ce sont les tarifs J-7 : des vols A/R, ce dernier souvent open, d'une validité de trois mois. Mathématiciens de l'espace, les spécialistes d'Any Way (formés aux Etats-Unis ou à Londres) étudient l'histoire économique des compagnies aériennes et ont l'œil fixé sur les taux de remplissage, obsession des voyageurs.

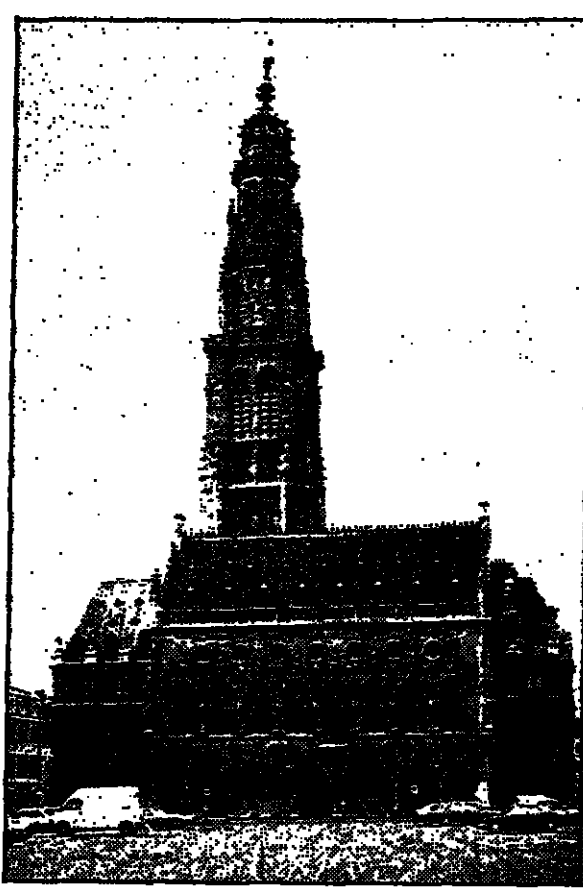
D'autre part, Any Way offre les services d'une agence de voyages classique : conseil, sélection, réservation électronique (18 000 hôtels à travers le monde) et propose des séjours notamment aux Etats-Unis, au Canada, sur le bassin méditerranéen, en Grèce, et au Maghreb. Exemple : une semaine à New-York pour 4 590 F comprenant les vols, l'hébergement en hôtel 4 étoiles et les petits déjeuners améri-

cains. On peut se rendre au siège d'Any Way (46, rue des Lombards, 75001 Paris). On peut aussi traiter par téléphone (40-28-00-74) ou par minute (36-16 Guide du routard) et carte bleue.

Loin de Palavas

Prendre les foules à contre-courant, tourner le dos à Palavas-les-Flots et mettre le cap sur le Nord et ses ressources méconnues. Une brochure — *Initiel* — diffusée par la Maison de Nord-Pas-de-Calais s'attache à faire connaître la région et indique des moyens d'en profiter. Le Nord, ce sont de magnifiques musées : Lille, pour commencer par le seigneur, Arnauld, Saint-Amand-les-Eaux, Saint-Omer, sans oublier le petit musée d'Hazebrœck et le musée moderne de Villeneuve-d'Ascq. On peut aller de l'un à l'autre en goûtant l'hospitalité de la grande hôtellerie française dans les châteaux-hôtels : château de La Motte à Liessies en Avesnois, une ancienne ferme du dix-huitième (635 F en chambre double pour une nuit avec petit-déjeuner, deux repas) ; chartreuse du Val Saint-Espirit, à 5 km de Béthune (1 680 F pour deux nuits en chambre double et petit-déjeuner, deux repas dont un gastronomique, tennis) et château de Coczy, à 20 km de Saint-Omer (1 300 F, deux nuits et petits-déjeuners, deux repas dont un gastronomique), deux belles demeures du dix-huitième.

Le Nord, ce sont aussi des plages, des circuits à pied, à



SAZEL/RAPHA

bicyclette ou à cheval dans une campagne verdoyante et la pratique de nombreux sports. Du char à voile au golf, la palette est vaste. Les plaisirs du Nord, c'est encore la musique des moulins à eau et à vent, les carillons. Renseignements et réservations à la Maison du Nord-Pas-de-Calais (18, bd Hausermann, 75009 Paris, tél. : 42-46-87-02).

A lire et à emporter : *Côte d'Opale, côte picarde*, d'Henri Léonard, un ouvrage illustré fort bien fait, à la fois historique et pratique, sur la région, du Tréport à Boulogne. Editions Poiré-Choquet (BP 0725, 80007 Amiens, Cedex, tél. : 22-91-55-51) et en librairie, 224 p., 50 F (frais de port 20 F).

Médine l'oasis sainte

(Suite de la page 13)

Derrière le côté nord de la chambre, des personnages pompeusement vêtus de mousseline discutent, assis sur une estrade. Dodus, lascifs, à la fois hilares et émus comme des statues égyptiennes, ils arborent des turbans vert cru, violet et grenat : ce sont les eunuques abyssins, affectés à l'entretien du sanctuaire. Il y en aurait dix-neuf, plus jeunes que leurs dix-huit collègues de la Grande Mosquée de La Mecque. L'un d'entre eux avoue avoir vingt-six ans. L'endroit qui leur est exclusivement réservé dans le temple s'appelle la « tribune des castrats » (dakkat el-aghawit).

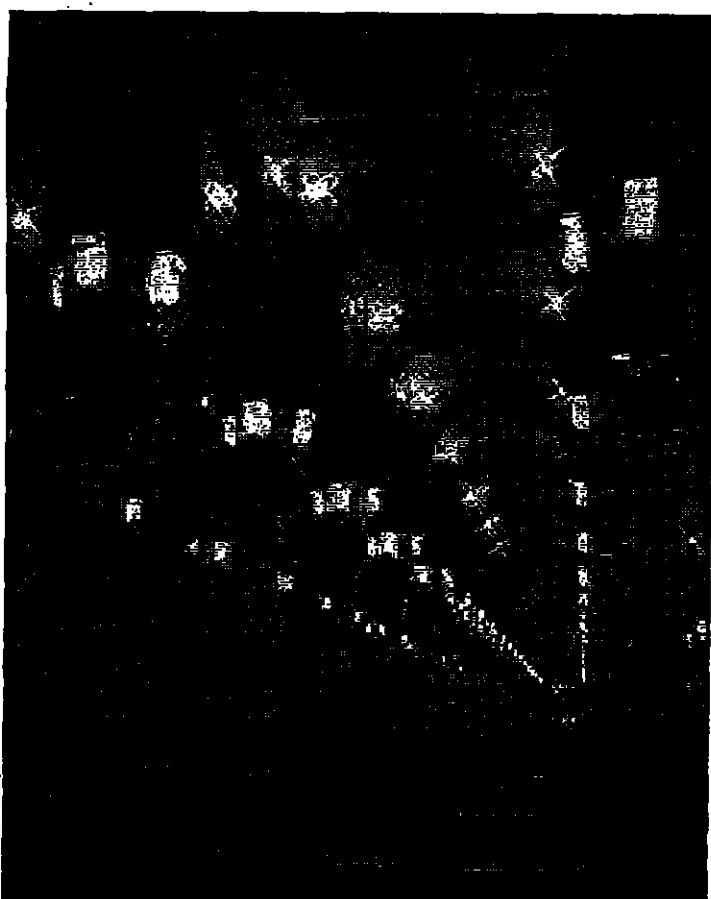
La Houdjra se prolonge à l'ouest par une cour intérieure de 22 mètres sur 15, recouverte de somptueux tapis. Une chaire « minbar » de marbre ciselé la sépare du reste de la mosquée. C'est le « noble jardin » (el-raouda el-charifa). La foule s'y presse pour prier. « Entre ma

maison et mon minbar, rappelle Mahomet, il y a une portion du jardin du Paradis. » Ce siège est l'unique objet visible qui puisse se prévaloir de quelques siècles d'ancienneté. Mais que de humbles ! Partout, suspendues au plafond, accrochées aux chapiteaux, courant sur les moulures, des lampes à arc, à incandescence, fluorescentes, halogènes et des barres multicolores de néon brillent de tous leurs feux.

Une ruche de couples disposés autour du dôme vert coiffe la Houdjra. La décoration intérieure semble pour le moins inattendue en ce lieu. Les ornements les plus écailés de la passementerie Renaissance, les fleurons baroques et les guillochures Belle Époque, maladroitement dessinés et ripolinés en noir et blanc, gribouillent les voûtes. Plus insolites encore, surréalistes même, ces « fresques » qui peignent en couleurs violentes des paysages alpins. Un ciel enflammé, une montagne escarpée, enlignée au sommet, qui surplombe une forêt de conifères bordant un lac. Sur une île s'élève un chalet. Ne figurent dans ces visions bucoliques ni hommes ni bêtes. Toutefois, pour imprimer une touche locale, l'artiste ajoute çà et là des dattiers.

Ni chiens ni chats...

En empruntant la porte de Gabriel, ouverte à l'angle sud-est de la mosquée du Prophète, on accède de plain-pied au vaste cimetière du Baqi, le « champ des ronces », où reposent, dit-on, dix mille compagnons de Mahomet. C'est un terrain vague entouré d'une grille métallique. Voici des pierres grosses comme des melons qui affleurent simplement du sol : neuf des onze épouses de l'Envoyé. La cinquième à partir de la gauche indiquerait la tombe de Maria, la concubine copte qui lui donna vers 628 un garçon qui mourut un an plus tard, et la septième celle de Safia, la belle juive qu'il épousa à Médine.



La mosquée du Prophète à Médine.

chent l'emplacement de la sépulture de Malik Ibn Anas (mort en 795), qui fonda à Médine l'école juridique malékite dont se réclame l'Afrique du Nord.

La mutation de l'oasis a fait affluer des milliers de travailleurs étrangers et disparaître les animaux. Mahomet aurait déjà ordonné d'y détruire les chiens, les pigeons et les coqs pour tuer dans l'œuf le démon du jeu. Aujourd'hui, il n'y a plus âme qui vive, point de chats dans les rues, ni chiens qui aboient, ni caravane qui passe...

Cité de pierre, Médine se veut uniquement ville de prières. Pas de centres culturels, pas de cinémas, ni de théâtres. Elle méprise les piscines et les stades. Les joies de la famille restent les seuls loisirs et la mosquée le lieu privilégié des rencontres. On trouve très peu d'estaminets servant du thé, des sodas et plus rarement du café, soluble. Le wahabisme abhorre le café, breuvage maudit, « amer comme la mort, noir comme Satan et brûlant comme le feu de la géhenne ».

Malgré la poussière et le béton, Médine reste la ville du Prophète et les souvenirs qu'elle évoque

apaisent bien des ressentiments. Combien pèlerins qui s'arrêtent sous un toboggan, se recueillent dans la cour d'un immeuble ou à l'entrée d'un parc-école, tentant désespérément de retrouver tel lieu où l'Apôtre de Dieu fit une sieste, telle colline où il récitait une prière.

Don du ciel pour ses fruits, ses légumes et ses forêts d'acacias, la grasse vallée qui cerne la ville à l'ouest n'est plus qu'une plaine dévastée : autoroutes, ponts, garages et dépôts ont triomphé des futaies de mimosa et du demi-million de palmiers encore debout en 1915. La démolition totale et scrupuleuse des vestiges archéologiques médinoises n'entame nullement l'émotion des croyants. Le secret de leur inaltérable quiétude réside dans ce mot du Meilleur des hommes, de l'Envoyé de Dieu parmi eux : « Celui qui me vitte après ma mort, c'est comme s'il m'avait visité de mon vivant ! »

SLIMANE ZEGHIDOUR.

Autour, notamment, de la Vie quotidienne à La Mecque de Mahomet à nos jours. Hachette, 445 p., 98 F (le Monde des livres du 23 juin).

VACANCES-VOYAGES HOTELS

Ardèche LA LOUVESC

Alt. 1030 m - Vacances actives, petites randonnées, golf 18 trous à 35 minutes. Hôtel LE MONARQUE*** Tél. : 75-67-80-44

Côte d'Azur NICE

HOTEL LA MALMAISON Best Western***NN Hôtel de charme près mer, calme, grand confort. 50 CH. INSONORISÉS ET CLIMATISÉS TV COULEUR PAR SATELLITES Restaurant de qualité. 46, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE Tél. 92-37-62-86 - Téléc. 678-418. Téléphone 92-16-17-99.

HOTEL VICTORIA*** 33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE Tél. 93-88-39-60 Plein centre-ville, calme. Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, téléphone direct, minibar.

Montagne

05380 SAINT-VÉRAN (Hautes-Alpes, Queyras) Parc rég. Site classé. Village XVIII^e s. Plus haute comm. d'Europe, 2040 m. Randon. pédestre. LE VILLARD, tél. 92-45-82-08 Tennis, billard. Chambres, studios gd confort de 55 F à 160 F par jour. BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62 Pension de 188 F à 275 F par jour, promo en sept. Piscine, tennis, billard.

L'ÉTÉ EN SAVOIE CHALET-HOTEL de L'ŒUF ROUGE***NN LOGIS DE FRANCE Guide Auto-Journal 1600 m. Exposition panoramique. Cuis. délicate, nature. Famille SURRER La Chapelle, 73530 SAINT-JEAN-D'ARVES Tél. : 73-83-78-99.

Paris

SORBONNE HOTEL DIANA** 73, rue Saint-Jacques Chambres avec bain, w.c., TV couleur. Tél. direct. De 250 à 350 F - Tél. 43-54-92-55.

Gud-Bretagne

LORIENT HOTEL RESTAURANT***NN LE GABRIEL Port de pêche. Prix. Lamer-Pige. 1/2 pension 180 F - 2 pers. ensemble 250 F. Ch. T.V. couleur. Téléc. direct. 45, avenue de la Perrière 56100 Tél. : 97-37-60-76 et 97-37-00-75.

Grande-Bretagne

68 - QUEENSGATE EDEN PLAZA HOTEL 68 QUEENSGATE, SOUTH KENSINGTON, LONDRES SW7 Tél. 19-44-1-378-6111. Téléc. 916-228. Téléphone 19-44-1-378-6578. Hôtel moderne et accueillant. Prix de Knightsbridge, Harrods Hyde Park, musées.

Italie

VENISE HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES*** Saint-Marc 1936 Réservation : 193941/52-32-333 Fax : 193941/52-03-721. Téléc. : 41-1150 FENICE 1.

VÉRONE NOVO HOTEL ROSSI Via Della Costa, 2 Près de la gare de PORTA NUOVA Réservation : 193945/56-90-22 Fax : 193945/57-82-79. Atmosphère intime, tout confort.

TOURISME

ÉTÉ 1989 SÉJOURS ENFANTS A LA MONTAGNE (agréé Jeunesse et Sports) Haut-Doubs. Alt. 900 M. TGV 3 heures de PARIS Yves et Liliane accueillent vos enfants (5 à 14 ans) dans ambiance très familiale dans ancienne ferme XVII^e siècle, confortablement restaurée, au milieu des pâturages et des forêts. Accueil limité à 15 enfants. Activités proposées : tennis, poney, jeux collectifs, découverte des fleurs, milieu rural, peinture sur bois, fabrication du pain... Prix : 1650 F par semaine/enfant. Tél. (16) 81-38-12-51. LE CRÉT L'AGNEAU 25650 MONTBENOIT

EXCLUSIF PEKIN: la liberté mise à mort!

L'envoyé spécial des Banques d'Essais du Tourisme, Monique Gilbert, a vécu les 8 jours qui ont failli ébranler la Chine. Un reportage exclusif au cœur de la foule d'étudiants qui réclamaient la liberté et la démocratie et que des vieillards ont condamné à mort. Des photos d'une joie saisisante prises juste avant le drame.

Dans les BDE de juillet, vous découvrirez : Les femmes girafes de Birmanie. Les filles fleurs de Martinique. Les vestiges de la Mafia d'Héraklès. Tulum : la cité maya. Le nouvel avion intercontinental A 340. Deux bancs d'essais inédits. Et surtout l'Argus du marché des vacances : 160 programmes dans le monde entier à tous les prix.

Cher votre marchand de journaux : BANCS D'ESSAIS du TOURISME

JEUX

échecs

N° 1342

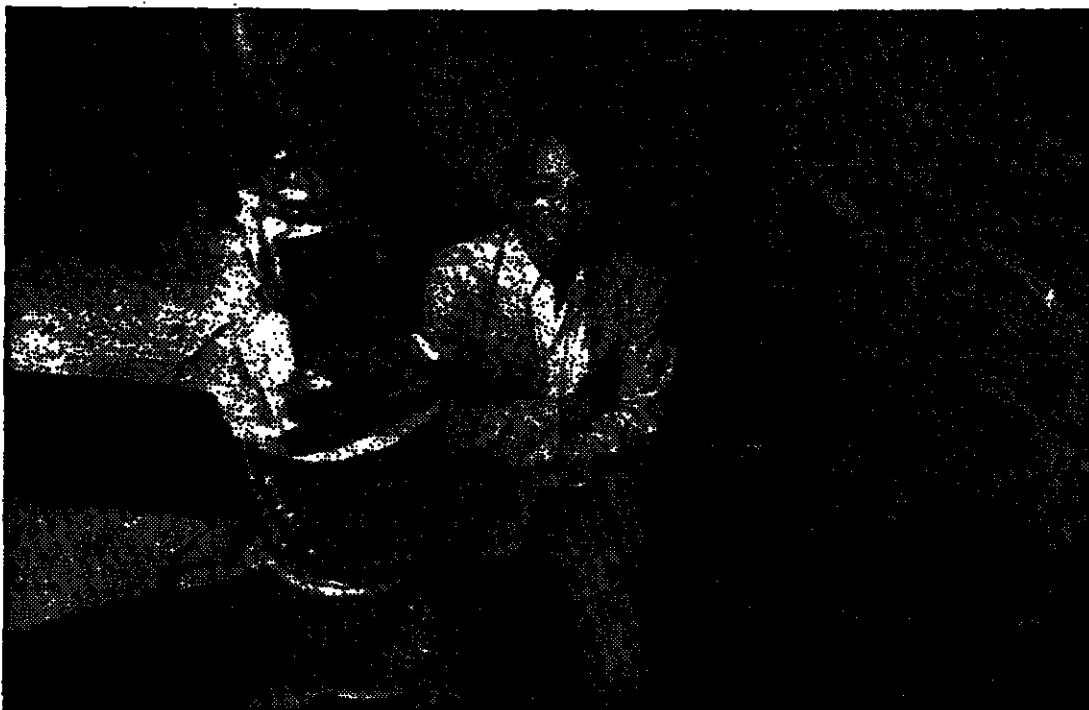
CHÈRE OBSESSION

(Coupe du monde, Rotterdam, 1988)
Blancs : J. TIMMAN
Noirs : HOGUEMAS
Variante de Maras

1. e4 e5 2. f4 f5 3. g4 g5 4. h4 h5 5. a4 a5 6. b4 b5 7. c4 c5 8. d4 d5 9. e5 f6 10. f6 g7 11. g7 h8 12. h8 g7 13. g7 f6 14. f6 e5 15. e5 d6 16. d6 c5 17. c5 b4 18. b4 a5 19. a5 b6 20. b6 c7 21. c7 d8 22. d8 e9 23. e9 f10 24. f10 g11 25. g11 h12 26. h12 i13 27. i13 j14 28. j14 k15 29. k15 l16 30. l16 m17 31. m17 n18 32. n18 o19 33. o19 p20 34. p20 q21 35. q21 r22 36. r22 s23 37. s23 t24 38. t24 u25 39. u25 v26 40. v26 w27 41. w27 x28 42. x28 y29 43. y29 z30 44. z30 a31 45. a31 b32 46. b32 c33 47. c33 d34 48. d34 e35 49. e35 f36 50. f36 g37 51. g37 h38 52. h38 i39 53. i39 j40 54. j40 k41 55. k41 l42 56. l42 m43 57. m43 n44 58. n44 o45 59. o45 p46 60. p46 q47 61. q47 r48 62. r48 s49 63. s49 t50 64. t50 u51 65. u51 v52 66. v52 w53 67. w53 x54 68. x54 y55 69. y55 z56 70. z56 a57 71. a57 b58 72. b58 c59 73. c59 d60 74. d60 e61 75. e61 f62 76. f62 g63 77. g63 h64 78. h64 i65 79. i65 j66 80. j66 k67 81. k67 l68 82. l68 m69 83. m69 n70 84. n70 o71 85. o71 p72 86. p72 q73 87. q73 r74 88. r74 s75 89. s75 t76 90. t76 u77 91. u77 v78 92. v78 w79 93. w79 x80 94. x80 y81 95. y81 z82 96. z82 a83 97. a83 b84 98. b84 c85 99. c85 d86 100. d86 e87 101. e87 f88 102. f88 g89 103. g89 h90 104. h90 i91 105. i91 j92 106. j92 k93 107. k93 l94 108. l94 m95 109. m95 n96 110. n96 o97 111. o97 p98 112. p98 q99 113. q99 r100 114. r100 s101 115. s101 t102 116. t102 u103 117. u103 v104 118. v104 w105 119. w105 x106 120. x106 y107 121. y107 z108 122. z108 a109 123. a109 b110 124. b110 c111 125. c111 d112 126. d112 e113 127. e113 f114 128. f114 g115 129. g115 h116 130. h116 i117 131. i117 j118 132. j118 k119 133. k119 l120 134. l120 m121 135. m121 n122 136. n122 o123 137. o123 p124 138. p124 q125 139. q125 r126 140. r126 s127 141. s127 t128 142. t128 u129 143. u129 v130 144. v130 w131 145. w131 x132 146. x132 y133 147. y133 z134 148. z134 a135 149. a135 b136 150. b136 c137 151. c137 d138 152. d138 e139 153. e139 f140 154. f140 g141 155. g141 h142 156. h142 i143 157. i143 j144 158. j144 k145 159. k145 l146 160. l146 m147 161. m147 n148 162. n148 o149 163. o149 p150 164. p150 q151 165. q151 r152 166. r152 s153 167. s153 t154 168. t154 u155 169. u155 v156 170. v156 w157 171. w157 x158 172. x158 y159 173. y159 z160 174. z160 a161 175. a161 b162 176. b162 c163 177. c163 d164 178. d164 e165 179. e165 f166 180. f166 g167 181. g167 h168 182. h168 i169 183. i169 j170 184. j170 k171 185. k171 l172 186. l172 m173 187. m173 n174 188. n174 o175 189. o175 p176 190. p176 q177 191. q177 r178 192. r178 s179 193. s179 t180 194. t180 u181 195. u181 v182 196. v182 w183 197. w183 x184 198. x184 y185 199. y185 z186 200. z186 a187 201. a187 b188 202. b188 c189 203. c189 d190 204. d190 e191 205. e191 f192 206. f192 g193 207. g193 h194 208. h194 i195 209. i195 j196 210. j196 k197 211. k197 l198 212. l198 m199 213. m199 n200 214. n200 o201 215. o201 p202 216. p202 q203 217. q203 r204 218. r204 s205 219. s205 t206 220. t206 u207 221. u207 v208 222. v208 w209 223. w209 x210 224. x210 y211 225. y211 z212 226. z212 a213 227. a213 b214 228. b214 c215 229. c215 d216 230. d216 e217 231. e217 f218 232. f218 g219 233. g219 h220 234. h220 i221 235. i221 j222 236. j222 k223 237. k223 l224 238. l224 m225 239. m225 n226 240. n226 o227 241. o227 p228 242. p228 q229 243. q229 r230 244. r230 s231 245. s231 t232 246. t232 u233 247. u233 v234 248. v234 w235 249. w235 x236 250. x236 y237 251. y237 z238 252. z238 a239 253. a239 b240 254. b240 c241 255. c241 d242 256. d242 e243 257. e243 f244 258. f244 g245 259. g245 h246 260. h246 i247 261. i247 j248 262. j248 k249 263. k249 l250 264. l250 m251 265. m251 n252 266. n252 o253 267. o253 p254 268. p254 q255 269. q255 r256 270. r256 s257 271. s257 t258 272. t258 u259 273. u259 v260 274. v260 w261 275. w261 x262 276. x262 y263 277. y263 z264 278. z264 a265 279. a265 b266 280. b266 c267 281. c267 d268 282. d268 e269 283. e269 f270 284. f270 g271 285. g271 h272 286. h272 i273 287. i273 j274 288. j274 k275 289. k275 l276 290. l276 m277 291. m277 n278 292. n278 o279 293. o279 p280 294. p280 q281 295. q281 r282 296. r282 s283 297. s283 t284 298. t284 u285 299. u285 v286 300. v286 w287 301. w287 x288 302. x288 y289 303. y289 z290 304. z290 a291 305. a291 b292 306. b292 c293 307. c293 d294 308. d294 e295 309. e295 f296 310. f296 g297 311. g297 h298 312. h298 i299 313. i299 j300 314. j300 k301 315. k301 l302 316. l302 m303 317. m303 n304 318. n304 o305 319. o305 p306 320. p306 q307 321. q307 r308 322. r308 s309 323. s309 t310 324. t310 u311 325. u311 v312 326. v312 w313 327. w313 x314 328. x314 y315 329. y315 z316 330. z316 a317 331. a317 b318 332. b318 c319 333. c319 d320 334. d320 e321 335. e321 f322 336. f322 g323 337. g323 h324 338. h324 i325 339. i325 j326 340. j326 k327 341. k327 l328 342. l328 m329 343. m329 n330 344. n330 o331 345. o331 p332 346. p332 q333 347. q333 r334 348. r334 s335 349. s335 t336 350. t336 u337 351. u337 v338 352. v338 w339 353. w339 x340 354. x340 y341 355. y341 z342 356. z342 a343 357. a343 b344 358. b344 c345 359. c345 d346 360. d346 e347 361. e347 f348 362. f348 g349 363. g349 h350 364. h350 i351 365. i351 j352 366. j352 k353 367. k353 l354 368. l354 m355 369. m355 n356 370. n356 o357 371. o357 p358 372. p358 q359 373. q359 r360 374. r360 s361 375. s361 t362 376. t362 u363 377. u363 v364 378. v364 w365 379. w365 x366 380. x366 y367 381. y367 z368 382. z368 a369 383. a369 b370 384. b370 c371 385. c371 d372 386. d372 e373 387. e373 f374 388. f374 g375 389. g375 h376 390. h376 i377 391. i377 j378 392. j378 k379 393. k379 l380 394. l380 m381 395. m381 n382 396. n382 o383 397. o383 p384 398. p384 q385 399. q385 r386 400. r386 s387 401. s387 t388 402. t388 u389 403. u389 v390 404. v390 w391 405. w391 x392 406. x392 y393 407. y393 z394 408. z394 a395 409. a395 b396 410. b396 c397 411. c397 d398 412. d398 e399 413. e399 f400 414. f400 g401 415. g401 h402 416. h402 i403 417. i403 j404 418. j404 k405 419. k405 l406 420. l406 m407 421. m407 n408 422. n408 o409 423. o409 p410 424. p410 q411 425. q411 r412 426. r412 s413 427. s413 t414 428. t414 u415 429. u415 v416 430. v416 w417 431. w417 x418 432. x418 y419 433. y419 z420 434. z420 a421 435. a421 b422 436. b422 c423 437. c423 d424 438. d424 e425 439. e425 f426 440. f426 g427 441. g427 h428 442. h428 i429 443. i429 j430 444. j430 k431 445. k431 l432 446. l432 m433 447. m433 n434 448. n434 o435 449. o435 p436 450. p436 q437 451. q437 r438 452. r438 s439 453. s439 t440 454. t440 u441 455. u441 v442 456. v442 w443 457. w443 x444 458. x444 y445 459. y445 z446 460. z446 a447 461. a447 b448 462. b448 c449 463. c449 d450 464. d450 e451 465. e451 f452 466. f452 g453 467. g453 h454 468. h454 i455 469. i455 j456 470. j456 k457 471. k457 l458 472. l458 m459 473. m459 n460 474. n460 o461 475. o461 p462 476. p462 q463 477. q463 r464 478. r464 s465 479. s465 t466 480. t466 u467 481. u467 v468 482. v468 w469 483. w469 x470 484. x470 y471 485. y471 z472 486. z472 a473 487. a473 b474 488. b474 c475 489. c475 d476 490. d476 e477 491. e477 f478 492. f478 g479 493. g479 h480 494. h480 i481 495. i481 j482 496. j482 k483 497. k483 l484 498. l484 m485 499. m485 n486 500. n486 o487 501. o487 p488 502. p488 q489 503. q489 r490 504. r490 s491 505. s491 t492 506. t492 u493 507. u493 v494 508. v494 w495 509. w495 x496 510. x496 y497 511. y497 z498 512. z498 a499 513. a499 b500 514. b500 c501 515. c501 d502 516. d502 e503 517. e503 f504 518. f504 g505 519. g505 h506 520. h506 i507 521. i507 j508 522. j508 k509 523. k509 l510 524. l510 m511 525. m511 n512 526. n512 o513 527. o513 p514 528. p514 q515 529. q515 r516 530. r516 s517 531. s517 t518 532. t518 u519 533. u519 v520 534. v520 w521 535. w521 x522 536. x522 y523 537. y523 z524 538. z524 a525 539. a525 b526 540. b526 c527 541. c527 d528 542. d528 e529 543. e529 f530 544. f530 g531 545. g531 h532 546. h532 i533 547. i533 j534 548. j534 k535 549. k535 l536 550. l536 m537 551. m537 n538 552. n538 o539 553. o539 p540 554. p540 q541 555. q541 r542 556. r542 s543 557. s543 t544 558. t544 u545 559. u545 v546 560. v546 w547 561. w547 x548 562. x548 y549 563. y549 z550 564. z550 a551 565. a551 b552 566. b552 c553 567. c553 d554 568. d554 e555 569. e555 f556 570. f556 g557 571. g557 h558 572. h558 i559 573. i559 j560 574. j560 k561 575. k561 l562 576. l562 m563 577. m563 n564 578. n564 o565 579. o565 p566 580. p566 q567 581. q567 r568 582. r568 s569 583. s569 t570 584. t570 u571 585. u571 v572 586. v572 w573 587. w573 x574 588. x574 y575 589. y575 z576 590. z576 a577 591. a577 b578 592. b578 c579 593. c579 d580 594. d580 e581 595. e581 f582 596. f582 g583 597. g583 h584 598. h584 i585 599. i585 j586 600. j586 k587 601. k587 l588 602. l588 m589 603. m589 n590 604. n590 o591 605. o591 p592 606. p592 q593 607. q593 r594 608. r594 s595 609. s595 t596 610. t596 u597 611. u597 v598 612. v598 w599 613. w599 x600 614. x600 y601 615. y601 z602 616. z602 a603 617. a603 b604 618. b604 c605 619. c605 d606 620. d606 e607 621. e607 f608 622. f608 g609 623. g609 h610 624. h610 i611 625. i611 j612 626. j612 k613 627. k613 l614 628. l614 m615 629. m615 n616 630. n616 o617 631. o617 p618 632. p618 q619 633. q619 r620 634. r620 s621 635. s621 t622 636. t622 u623 637. u623 v624 638. v624 w625 639. w625 x626 640. x626 y627 641. y627 z628 642. z628 a629 643. a629 b630 644. b630 c631 645. c631 d632 646. d632 e633 647. e633 f634 648. f634 g635 649. g635 h636 650. h636 i637 651. i637 j638 652. j638 k639 653. k639 l640 654. l640 m641 655. m641 n642 656. n642 o643 657. o643 p644 658. p644 q645 659. q645 r646 660. r646 s647 661. s647 t648 662. t648 u649 663. u649 v650 664. v650 w651 665. w651 x652 666. x652 y653 667. y653 z654 668. z654 a655 669. a655 b656 670. b656 c657 671. c657 d658 672. d658 e659 673. e659 f660 674. f660 g661 675. g661 h662 676. h662 i663 677. i663 j664 678. j664 k665 679. k665 l666 680. l666 m667 681. m667 n668 682. n668 o669 683. o669 p670 684. p670 q671 685. q671 r672 686. r672 s673 687. s673 t674 688. t674 u675 689. u675 v676 690. v676 w677 691. w677 x678 692. x678 y679 693. y679 z680 694. z680 a681 695. a681 b682 696. b682 c683 697. c683 d684 698. d684 e685 699. e685 f686 700. f686 g687 701. g687 h688 702. h688 i689 703. i689 j690 704. j690 k691 705. k691 l692 706. l692 m693 707. m693 n694 708. n694 o695 709. o695 p696 710. p696 q697 711. q697 r698 712. r698 s699 713. s699 t700 714. t700 u701 715. u701 v702 716. v702 w703 717. w703 x704 718. x704 y705 719. y705 z706 720. z706 a707 721. a707 b708 722. b708 c709 723. c709 d710 724. d710 e711 725. e711 f712 726. f712 g713 727. g713 h714 728. h714 i715 729. i715 j716 730. j716 k717 731. k717 l718 732. l718 m719 733. m719 n720 734. n720 o721 735. o721 p722 736. p722 q723 737. q723 r724 738. r724 s725 739. s725 t726 740. t726 u727 741. u727 v728 742. v728 w729 743. w729 x730 744. x730 y731 745. y731 z732 746. z732 a733 747. a733 b734 748. b734 c735 749. c735 d736 750. d736 e737 751. e737 f738 752. f738 g739 753. g739 h740 754. h740 i741 755. i741 j742 756. j742 k743 757. k743 l744 758. l744 m745 759. m745 n746 760. n746 o747 761. o747 p748 762. p748 q749 763. q749 r750 764. r750 s751 765. s751 t752 766. t752 u753 767. u753 v754 768. v754 w755 769. w755 x756 770. x756 y757 771. y757 z758 772. z758 a759 773. a759 b760 774. b760 c761 775. c761 d762 776. d762 e763 777. e763 f764 778. f764 g765 779. g765 h766 780. h766 i767 781. i767 j768 782. j768 k769 783. k769 l770 784. l770 m771 785. m771 n772 786. n772 o773 787. o773 p774 788. p774 q775 789. q775 r776 790. r776 s777 791. s777 t778 792. t778 u779 793. u779 v780 794. v780 w781 795. w781 x782 796. x782 y783 797. y783 z784 798. z784 a785 799. a785 b786 800. b786 c787 801. c787 d788 802. d788 e789 803. e789 f790 804. f790 g791 805. g791 h792 806. h792 i793 807. i793 j794 808. j794 k795 809. k795 l796 810. l796 m797 811. m797 n798 812. n798 o799 813. o799 p800 814. p800 q801 815. q801 r802 816. r802 s803 817. s803 t804 818. t804 u805 819. u805 v806 820. v806 w807 821. w807 x808 822. x808 y809 823. y809 z810 824. z810 a811 825. a811 b812 826. b812 c813 827. c813 d814 828. d814 e815 829. e815 f816 830. f816 g817 831. g817 h818 832. h818 i819 833. i819 j820 834. j820 k821 835. k821 l822 836. l822 m823 837. m823 n824 838. n824 o825 839. o825 p826 840. p826 q827 841. q827 r828 842. r828 s829 843. s829 t830 844. t830 u831 845. u831 v832 846. v832 w833 847. w833 x834 848. x834 y835 849. y835 z836 850. z836 a837 851. a837 b838 852. b838 c839 853. c839 d840 854. d840 e841 855. e841 f842 856. f842 g843 857. g843 h844 858. h844 i845 859. i845 j846 860. j846 k847 861. k847 l848 862. l848 m849 863. m849 n850 864. n850 o851 865. o851 p852 866. p852 q853 867. q853 r854 868. r854 s855 869. s855 t856 870. t856 u857 871. u857 v858 872. v858 w859 873. w859 x860 874. x860 y861 875. y861 z862 876. z862 a863 877. a863 b864 878. b864 c865 879. c865 d866 880. d866 e867 881. e867 f868 882. f868 g869 883. g869 h870 884. h870 i871 885. i871 j872 886. j872 k873 887. k873 l874 888. l874 m875 889. m875 n876 890. n876 o877 891. o877 p878 892. p878 q879 893. q879 r880 894. r880 s881 895. s881 t882 896. t882 u883 897. u883 v884 898. v884 w885 899. w885 x886 900. x886 y887 901. y887 z888 902. z888 a889 903. a889 b890 904. b890 c891 905. c891 d892 906. d892 e893 907. e893 f894 908. f894 g895 909. g895 h896 910. h896 i897 911. i897 j898 912. j898 k899 913. k899 l900 914. l900 m901 915. m901 n902 916. n902 o903 917. o903 p904 918. p904 q905 919. q905 r906 920. r906 s907 921. s907 t908 922. t908 u909 923. u909 v910 924. v910 w911 925. w911 x912 926. x912 y913 927. y913 z914 928. z914 a915 929. a915 b916 930. b916 c917 931. c917 d918 932. d918 e919 933. e919 f920 934. f920 g921 935. g921 h922 936. h922 i923 937. i923 j924 938. j924 k925 939. k925 l926 940. l926 m927 941. m927 n928 942. n928 o929 943. o929 p930 944. p930 q931 945. q931 r932 946. r932 s933 947. s933 t934 948. t934 u935 949. u935 v936 950. v936 w937 951. w937 x938 952. x938 y939 953. y939 z940 954. z940 a941 955. a941 b942 956. b942 c943 957. c943 d944 958. d944 e945 959. e945 f946

FESTIVAL D'AVIGNON

Le cirque fête son Bicentenaire à cheval, puisque c'est ainsi qu'il a commencé. Les élèves belges commencent leur vie professionnelle à Villeneuve-lès-Avignon. Marcel Bozonnet, lui, est passé par Avignon lire un texte d'Aimé Césaire.



Marcel Bozonnet : une vie professionnelle plutôt chaotique

« Le cirque commence à cheval » par le cirque Gruss à l'ancienne

Le roi écuyer

Le cirque est né à cheval il y a deux siècles, c'est une réalité et le titre du dernier spectacle d'Alexis Gruss.

Les Gruss sont nés à cheval, ou presque. Leur bête sont superbes : bas, noirs, gris pommelé, l'encolure, la santé et la puissance à fleur de poil ; ils valent, marquent le moment, et leur ombre se cabre-elle aussi sur les murs de la cour de l'Archevêché, sur la courbe d'une porte-fenêtre où se reflète encore le fantôme d'un galop. Un petit orchestre module des airs de cour. A l'origine, le cirque était un art raffiné, apprécié par le roi et son entourage. Il y a deux siècles, quand la Révolution française grondait, on ne pressait au Cirque d'hiver, le dernier cirque en dur rescapé aujourd'hui à Paris, pour applaudir Antonio Fracconi, l'un des plus fins écuyers du moment, le précurseur du cirque moderne.

La famille Gruss perpétue la tradition, depuis cinq générations. Aujourd'hui il y a Alexis, sa femme Gipsy, leurs enfants, et les gens encore ou les braves venus rejoindre la lignée. Leur spectacle s'inspire du double Bicentenaire du cirque, et de la Révolution française, du moins des événements qui la précéderont, car il n'y a pas de sans-culottes en piste, leur cirque à eux, ce fut la rue. La musique, les numéros, chaque élément tend vers le raffinement des origines, donc vers le classicisme finissant. Les costumes, inspirés du dix-huitième siècle, sont dessinés par un scénographe issu du théâtre, Yannis Kokkos, l'homme de l'écologie mystique de la *Chéline* : petite écuyère à panache gracile et fluide dans ses robes blanches, cavaliers la taille prise de rouge ou de bleu, jupe de velours noir drapant théâtralement la croupe d'un cheval surmonté d'une cavalière renversée, bras levé, tête en arrière.

Mis à part quelques interludes comiques, mais sans angoisses ni clowns blancs, le cheval et l'homme qui l'accompagne sont les rois de ce cirque à l'ancienne. Le public ne se trompe pas qui applaudit à part égale la bête et son cavalier. Le ciel, au-dessus, puisque ici le cirque se fait en plein air, rend le spectacle la concentration nécessaire à chacun de ces numéros qu'hommes, femmes, enfants effectuent le soir, aux heures et au musée crispé : contrairement au théâtre, le drame n'a pas droit de cité au cirque.

Le suspense, en revanche, fait partie de la règle du jeu, l'orchestre le souligne joliment, sans excès. Et dans la nuit vivevolent des quilles argentées ; au-dessus, il y a un cavalier, au-dessous encore un cheval, qu'il monte à cru. Pour ce numéro de jonglerie à cheval, Stéphane, le fils d'Alexis et Gipsy Gruss, a reçu la médaille d'or au Festival du cirque de demain, en 1985. Il a encore ce geste si beau du tireur à l'arc qui vise, du haut de son cheval, la cible à peine dépeçée, en un geste magnifique d'anticipation : un bon tireur intérieurise son but s'il veut l'atteindre. Sauter debout sur un cheval, par-dessus sa badine, c'est un jeu d'enfant. Le petit Firmin Gruss, du haut de ses sept ans assurés, le prouve. L'écuyère à pan-

neau, qui inspira tant Toulouse-Lautrec, est l'un des morceaux du bravoure du cirque Gruss, l'un des plus poétiques aussi, et Isabelle Ringebach est une apparition angélique. Gipsy, la cavalière renversée de la belle image due à Iannis Kokkos, voltige sur un chameau, tandis qu'Alexis est le roi écuyer. Avec lui, les chevaux dansent, et, avec son fils Patrick, l'un d'entre eux saute une encombrante barrière, puis il s'agit d'un de ses compatriotes : c'est l'un des numéros les plus impressionnants de ce florilège équestre, avec le bouquet final, la poste à deux chevaux, guidée par Marlene Gruss de main de maître, debout sur deux chevaux entre lesquels se faufilent, l'un après l'autre, neuf naseaux lancés au galop.

On se passerait volontiers de la voix off, qui, entre deux numéros, raconte sur un ton sentencieux les débuts du cirque français il y a deux cents ans. Gipsy ne perdrait rien à son talent à ne pas jouer à l'Orientale, vêtue d'une robe géante qui sert d'écran à de plates images de voyage. C'est la seule faute de goût de ce quinzisième spectacle du cirque à l'ancienne, auquel pourtant il manque une étincelle, un peu d'excubation. Le cirque est un dur métier. On applaudit Alexis Gruss de conserver la tradition, mais les temps ont changé, et avec eux, notre regard.

ODILE QUIROT.

* Ancienne cour de l'Archevêché, 22 heures jusqu'à 31 juillet. Ralche le 24.

ARTS

(Suite de la première page.)

De retour à Paris, Soulagès exécute ces peintures à part qu'il faut admettre ou refuser, mais qui ne se discutent pas. Elles sont telles qu'elles, sobres, peu voluptueuses, noires et brunes, sur papier et parfois sur des carreaux de verre à vitre.

Les toiles qui sont venues ensuite, peintures à l'huile sur des formats qui ont grandi peu à peu, quelques fidèles au noir original, n'obéissent pas pour autant à un système. Il en est, à toutes les époques et jusqu'aujourd'hui, où le noir admet la compagnie de l'ocre jaune, du rouge feu, d'un brun et d'un bleu changeant, entre noir et outremer.

Ce sont souvent les plus immédiatement séduisantes, les plus sensuelles et spectaculaires, et celles où le regard bête entre frontalité et profondeur. La pierre, la terre, les images et le ciel y semblent quelquefois érigés l'un sur l'autre, par la seule position d'une harmonie et d'un effet de lumière.

La force qui bête ces édifices y a laissé sa marque, griffures, empreintes de la brosse, souvenirs des mouvements du bras et du poignet. Mais de mouvements contrôlés, et dirigés : une certitude s'impose, celle de l'absorption de Soulagès et de l'abstrait expressionnisme new-yorkais. Pollock, Motherwell et Kline suggèrent que leur œuvre n'est que le fragment visible d'une chorégraphie plus large, le signe conservé d'une transe violente — et sacrée — qui

Fidèle à sa tradition, la chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon accueille des exercices d'école. Michel Dezoteux, codirecteur du Théâtre Varia, est venu avec l'Institut supérieur des arts du spectacle de Bruxelles.

Par hasard : c'est à deux pas d'Avignon, à Martignes, que vient de s'achever, après trois ans, la tournée française de la *Mission*, de Heiner Müller, qui a fait découvrir en France Michel Dezoteux, l'un des trois codirecteurs et directeurs, avec Marcel Delval et Philippe Sireuil, du Théâtre Varia de Bruxelles, qui existe depuis sept ans. Matthias Langhoff, qui a réuni à Avignon la *Mission* et le *Perroquet* vert en un dyptique magnifique, accueille Le *Varia* pour sa première saison à Lausanne, avec la *Danse de mort* de Strindberg, un spectacle de Philippe Sireuil, tandis que tournent en France *Brutalism*, une mise en scène par Marcel Delval, et la *Noie* chez les petits bourgeois, par Michel Dezoteux, quarante ans, le méditerranéen de la bande, Wallon né au sud de la Belgique.

Depuis douze ans, Michel Dezoteux enseigne à l'Institut national supérieur des arts et du spectacle (INSAS) à Bruxelles. Chargé d'organiser la pédagogie des comédiens, il a monté avec eux pour leur spectacle de fin d'année la pièce d'un auteur belge, René Kalisky, mort en 1981, à l'âge de quarante-cinq ans. *Le Pique-Nique de Claretta*, créée en 1974 par Antoine Vitez, raconte les derniers jours de Mussolini et de sa maîtresse Clara Petracchi, mais

aussi l'histoire des comédiens qui jouent à jouer la fin du fascisme, avec ses derniers sursauts d'orgueil, de violence et de désir. Michel Dezoteux a fait travailler ses élèves — au premier chef Olivier Ythier, le Duce — sur une très fine lisère, ambiguë à souhait, entre la réputation et la fascination pour leurs personnages.

Le sens du concret

Michel Dezoteux tord le cou au naturalisme. Il a opté pour un jeu grossier, et les jeunes comédiens, au demeurant parfaits sur le plan de la tenue et de la diction, démontent leur énergie à déjouer toute tentation de la dramatisation psychologique. Le dispositif scénique — une lourde estrade pleine et carrée, au centre de la salle — exerce comme à la fois des étreintes qui jamais ne peuvent reculer, des ancrages : double jeu, cette fois du metteur en scène, avec le fascisme pourrisant et les jeunes comédiens, obligés de tenir leur rôle sans échappées possibles.

Michel Dezoteux affirme avoir monté cette pièce pour les acteurs qui pour le texte. *Le Pique-Nique de Claretta* lui a semblé un excellent matériau pédagogique. Il avoue ne pas avoir de passion excessive pour René Kalisky, mais si, tout comme Heiner Müller dont il va créer *Ciment*, Kalisky s'emploie à « inventer une littérature dramatique qui raconte l'histoire ». Son spectacle grignote les clichés — uniformes, fourrures, dessous de dentelles et bustier de cuir — et prend volontairement à contre-pied la conviction profonde de René Kalisky, qui pensait que « la tragédie de l'homme est toujours plus importante que le fait historique dans lequel elle se situe ».

Les études des comédiens à l'INSAS durent trois ans. Michel

Marcel Bozonnet, la musique du théâtre

Marcel Bozonnet est venu lire avec les comédiens français — dont il fait partie — l'œuvre d'Aimé Césaire, *Et les chiens se taisaient*. Habituellement, il ne fait que passer à Avignon, qui représente pour lui la découverte de la musique contemporaine. Il a participé à *Sylabaire pour Phédre*, d'Obama, et à *Pandemonium*, d'Aperghis. « L'apport artistique a été considérable pour mon travail de comédien, dit-il, et pour ce que je crois devoir être une mise en scène. Et puis ça m'a permis de connaître Aperghis, avec qui nous avons réalisé un spectacle, *Tuer le temps*. Je dois beaucoup au théâtre musical. »

Malgré son physique de doux rêveur romantique au sourire ambigu, Marcel Bozonnet mène une vie professionnelle plutôt chaotique. Enfant de la campagne, il a commencé à l'école avec des récitations. Puis il y a eu le théâtre universitaire et un stage à la jeunesse et aux

sports, avec René Jaunes, pour lequel il éprouve une très grande reconnaissance : « Son enseignement était beau, on apprenait à dire avec des textes de grands poètes contemporains. Aimé Césaire ou de René Depestre. J'avais donc une petite pratique de la langue quand j'ai rencontré Victor Garcia. »

Dans les années 60 et 70, Victor Garcia a été l'Argentin le plus baroque et le plus flamboyant de Paris : la *Rose de papier*, le *Cimetière des voitures*, d'Arrabal, et, plus tard, avec la troupe espagnole de Nuria Espert, les *Bonnes*, de Gouet, Yerma, de Garcia Lorca... Quand il a vu Marcel Bozonnet, alors jeune amateur, il lui a fait passer une audition en lui demandant de courir sur des chaises en désordre, puis de raconter quelque chose.

Des constructions folles et structurées

« J'étais fou de cinéma, et l'après-midi, j'avais vu le Petit Soldat, de Godard. J'ai raconté le film, et Garcia m'a engagé. Ce n'était pas absurde, il voulait se rendre compte de ce qui nous intéressait. Il nous a précipités dans son univers de folie, et nous y sommes entrés, grâce à quelque chose dont on ne parle plus tellement : le dispositif scénique. Les décors de Garcia étaient des constructions aussi folles et structurées que lui, ballottées de telle façon que nos déplacements nous amenaient à exprimer tel ou tel sentiment. Le travail de Garcia n'était pas si loin du théâtre musical, par le rythme et les sons. »

Avignon a rarement pu intégrer ce type de théâtre, peut-être à cause du poids de l'histoire, qui s'ajoute des pierres. Bizarrement, en dehors du théâtre musical, Marcel Bozonnet n'y a pas joué. Il est vrai qu'il a lui-même jusqu'à l'an dernier organisé et dirigé un festival dans sa ville natale de Semur-en-Auxois : « Le but était de permettre la réouverture du théâtre municipal, fermé depuis vingt ans, de montrer que le public était là, tout prêt, sans rien à 70 kilomètres à la ronde. »

Le festival a duré le temps des travaux et a fini avec environ cinq mille entrées, ce qui n'est pas mal pour une ville de quatre mille habitants. Il est vrai que l'action du théâtre doit s'étendre sur la région. Une petite région : la Côte-d'Or, le Châtillonnais, que l'on connaît très peu. Un vrai désert culturel — les deux cinémas de la ville étaient fermés, eux aussi. Je me disais que, vingt-cinq ans après moi, les adolescents n'avaient pas la chance, comme moi, de connaître les films de Cocteau ou de Truffaut, de voir Grand peur et misère du III^e Reich, de Brecht, au Théâtre municipal. »

L'angoisse du lendemain

Un jour, Marcel Bozonnet a eu l'occasion de jouer Victor ou les enfants au pouvoir, de Vitez, à l'Odéon, avec la Comédie-Française. Il aurait pu s'en aller après la date de représentation, mais il se sentait bien et s'est laissé engager, ce qu'il ne regrette certainement pas : « C'est un peu simple à dire, mais j'ai aimé, et j'aime toujours, travailler comme ça, aller tous les jours au théâtre, changer de rôle. L'ennui ne m'a jamais gagné : autour des projets, se construisent des équipes qui changent. Et puis je suis distribué dans des rôles pour lesquels on n'aurait jamais pensé à moi, si j'étais resté en free-lance. Par exemple, dans *Courtoisie*. Ou bien un valet, mon premier valet, dans *Amour pour amour*, de Congreve. »

Il est vrai qu'à la Comédie-Française, on oublie l'angoisse du lendemain. Il faut savoir ce qui remplace cette angoisse. Au mieux, c'est l'excellence de l'interprétation. D'ailleurs, on peut poursuivre des activités personnelles. J'ai enseigné, pendant plusieurs années à l'école de la rue Blanche. Je me suis occupé du Festival de Semur-en-Auxois, j'ai mis en scène des spectacles. Le dernier en date a été une magnifique et terrifiante histoire de quart-monde, que nous avons créée à Nantes dans des conditions épouvantables, mais que nous reprogrammes à Gennesvilliers. Qui disait : « L'art » de l'acteur, à partir d'un certain âge, c'est aussi la capacité de composer un bouquet, dans lequel — entre l'art des autres ? — A Semur-en-Auxois, j'ai composé des bouquets en mêlant plusieurs disciplines qui forment un ensemble. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD

Rétrospective Pierre Soulagès à Nantes

Leçons de ténèbres

importe plus, peut-être, que la trace elle-même.

La toile témoigne d'un flân. Elle est, en somme, un reste à peine suffisant. Un Soulagès, à l'inverse, n'est pas l'inscription d'un état : c'est un tableau une construction raisonnée, un équilibre obtenu et préservé. « Si un tableau n'était que cela : une courbe de sténographie... Je le sens s'affaiblir quand il devient le signe qui renvoyait celui qui regardait à une expérience passée, vécue par un artiste, mais dont il n'était que le témoignage : il perdait sa qualité, sa richesse de chose pour n'être plus qu'un vestige... », disait Soulagès il y a dix ans.

Une architecture

Sa peinture se défend, en effet, sans cesse contre la tentation et la commodité du lyrisme gestuel. Elle ne s'inscrit pas dans l'instant d'une calligraphie. Même réduite au blanc et au noir, ou au noir seul, comme dans les années 60 et dans les polychromes récents, elle n'a rien d'une écriture. Comparée aux *Elegies* de Motherwell, les compositions de Soulagès se distinguent par leur stabilité, leur puissance et leur refus de l'accidentel, picture-bienvenue, couleur opportunément enjolivée. A une esthétique de la crise de nerfs qui tourne inévitablement au pathos, elles opposent leur présence statique, décapées à bords rectilignes et nets, répétitives d'ogives et de traits droits, surfaces mates, strictes parallèles et régulières.

Que la toile puisse paraître presque trop défilée, d'une dureté et d'une évidence provocante parce que dépourvue de tout artifice de présentation et de coup de théâtre, cela plaît à Soulagès. Son scandale, c'est celui d'une volonté, d'une individualité et d'une énergie qui s'affirment avec autorité.

Ainsi des toiles les plus récentes, faites de rectangles et de carrés de différents points juxtaposés ligne à ligne, dont il y a à Nantes une impressionnante série. L'épaisseur de la matière, le rythme réglé des obliques qui sacrifient la surface, la réverbération crue du jour sur cette peau tendue, tout cela est immédiatement et violemment visible. Et que voit-on ? Le monochrome transfiguré. Le carré noir, instrument jadis d'une mystique à la Malevitch, c'est-à-dire d'une expression confiée au mystère, reconquis, réhabilité si l'on ose dire. Plus d'infinité, que ce soit l'infinité des ténèbres ou celui, tout aussi incertain, d'une illumination, mais une architecture et une sensation. De l'homme, et non plus le hasard d'une transcendance.

On aurait beau jeu de filer la métaphore et de suggérer que le noir de Soulagès est celui d'une nuit constamment combattue et d'un chaos sans cesse remis en ordre. Autrement dit : d'une pensée qui refuse l'obscur de la confusion, d'un sujet — le peintre, l'auteur — qui signe sa présence et la défend. Dans ce rôle, celui du nombre et des effets de masse, un tel art a des vertus morales.

Barnett Newman avait dénommé la première de ses toiles abstraites *One*, désignant ainsi le fait d'être un, « one », et de s'appartenir. Bien des toiles de Soulagès pourraient porter le même titre, non point seulement parce que les deux artistes ont en commun le sens du décisif et du tranchant, mais parce qu'ils obéissent au même impératif, à la même nécessité, celle d'être hors du courant et de le proclamer nettement.

« Quand je suis touché par un mensur, gravé par des hommes dont j'ignore tout, ce n'est pas que j'y retrouve leurs états d'âme ni la transcription de ce qu'ils sont, et que je ne saurais jamais ; ce qui m'émue, c'est à travers l'organisation des traits, la qualité de l'incision, la volonté obstinée que j'y lis de marquer une trace dans cette pierre dressée et de l'élever à la dignité de figure », disait encore Soulagès dans une entrevue avec Bernard Ceysson. Ses mots, à propos de quelques mensurs gravés de sa province natale, s'appliquent entièrement à son œuvre, car elle est, justement, de qualité et de dignité à la fois. Et donc de celles, si peu nombreuses, dont la survie ne fait désormais plus aucun doute.

PHILIPPEDAGEN.

* Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, Nantes : jusqu'au 1^{er} octobre. Le Musée des beaux-arts présente également ses nouvelles salles contemporaines, enrichies de quelques prêts qui « étoffent » l'ensemble, et une pièce d'Anne et Patrick Poirier à la chapelle de l'Oratoire.

Culture

DANSE

« Arles Event », de Merce Cunningham

Patchwork

Vedette du Festival d'Arles, Merce Cunningham compose sur mesure une soirée unique : un survol de vingt-cinq ans de création.

Imaginez Pierre Boulez dirigeant bout à bout, sans poser sa baguette, des extraits de quelques-unes de ses œuvres, de *Vierges mariées à Repens*, par exemple. On tient les acteurs de

Puggliese et David Tudor — ont conçu un « environnement sonore continu » fait de crépitements, chuintements, râles, déflagrations, croisements et glissements électroniques qui font terriblement années 30, et sont à la langue fort monotone.

Le gourou septuagénaire fait quelques apparitions discrètes. Un petit solo avec une chaise (« pour donner aux danseurs le temps de changer de costume », dit-il) ; ou bien un petit pas-de-deux dédaigneux et malicieux



Merce Cunningham

la Comédie-Française interprétant sans interruption, à la queue leu leu, des passages empruntés à une douzaine de pièces de Molière, de *La Jalousie du Barbouillé* au *Malade imaginaire*.

Non, ça ne colle pas. Rien ne ressemble à ces « Events » dont Merce Cunningham s'est fait une spécialité depuis un quart de siècle. On en connaît le principe : des extraits de diverses pièces de son répertoire données sans trêve, par ordre chronologique ou pas ; ils peuvent être dansés simultanément, et il s'y ajoute de nouvelles séquences inspirées par le lieu, qui est généralement non théâtral. Le premier, *Museum Event n° 1*, se déroula en juin 1964 au Musée du vingtième siècle à Vienne, lors de la première tournée mondiale de la compagnie. Elle débuta en France le même été. Depuis, Merce Cunningham a donné une centaine d'« Events » à travers le monde, notamment dans la cour d'honneur du Palais des papes à Avignon et au Forum du Centre Pompidou.

Pour cet *Arles Event* — toujours à l'instigation de Dominique Dupuy, aujourd'hui conseiller du Festival d'Arles pour la danse, Merce Cunningham a composé un patchwork avec des séquences de douze de ses pièces, de *Stern* (1963) à *Five Stone Wind* (1988). Dans un ordre « approximativement chronologique ». Lieu : le Théâtre antique d'Arles, deux colonnes jumelles presque intactes et six moignons.

Tout s'enchaîne sans solution de continuité. Il est extrêmement difficile de repérer où commence et où finit chaque séquence, d'autant plus qu'elles sont privées de leurs décors et costumes originaux. Sauf les parallélépipèdes de plastique transparent conçus par Jasper Johns d'après le *Grand Verre*, de Marcel Duchamp, à quoi on reconnaît au passage *Walkaround Time* (1968). Suzanne Gallo, la responsable des costumes de la compagnie, a créé une collection de vêtements que les danseurs choisissent à leur gré en coulisse. Manifestement, ils préfèrent le maillot dit académique : c'est en cette tenue qu'ils dansent la plupart du temps, y ajoutant ça ou là un pantalon de jogging ou un pull. Rien ne distrait de la danse.

Ce qui frappe dans ce survol, c'est la continuité du langage de Merce Cunningham. Ainsi hachées, les pièces anciennes ressemblent aux récentes. Dans les années 60, Cunningham a déjà forgé son vocabulaire : on trouve les petits sauts de côté, les équilibres sur une jambe avec le corps penché en avant, les courbes ou les vifs déplacements latéraux avec les bras restant simplement le long du corps, les changements de direction, l'occupation de l'espace sans « focus » privilégié. On admire déjà l'extraordinaire liberté donnée aux corps, et la rigueur : tout est possible, tout est permis sans le moindre qu'il n'importe quoi. Peut-être voit-on se manifester au fil des ans plus de fluidité, plus d'harmonie. L'art de Cunningham apparaît tout au long de la soirée un art maîtrisé, serein, tranquille : il ne s'est jamais souillé d'exprimer l'angoisse moderne et autres turcs à la crème, en modernité éclatée dans sa forme et l'émotion fait du seul mouvement. Rien ne date.

Sauf la musique. Pour cet *Arles Event*, les complices musicaux habituels de Cunningham — Takahisa Kosugi, Rob Miller, Michael

MUSIQUES

« La Flûte enchantée » au Festival d'Aix-en-Provence

La traversée des apparences

Un spectacle plaisant et imagé de Lavelli, brillamment interprété sous la direction d'Armin Jordan.

Il y avait sept ans que *La Flûte enchantée* n'avait pas été représentée au Festival d'Aix-en-Provence, depuis la monumentale et austère réalisation de Lucien Pintill. Jorge Lavelli est revenu à une conception plus imagée et traditionnelle, où la progression des personnages dans l'initiation, fort sérieusement considérée, n'empêche pas de se divertir sans arrière-pensée de maints épisodes comiques. Tel est d'ailleurs le Mozart d'Armin Jordan à la tête de son Ensemble orchestral de Paris, d'un réel accent religieux et dramatique, mais aussi gai, tendre et malicieux, une merveille d'équilibre.

Avec son complice Max Bignone, Lavelli n'a pas cherché à préciser trop les lieux ni les références de l'action, pour éviter un rituel franco-maçonn trop aride. Certes, des temples plus ou moins égyptiens (en superbe trompe-l'œil) apparaissent et disparaissent, mais un peu comme des songes, et derrière un rideau de tulle, mobile et vivant, fait de multiples fils frémissants, avec lequel les acteurs jouent sans cesse à cache-cache, le traversant pour passer d'un monde à l'autre, le rideau des apparences.

La Reine de la nuit surgit de la terre au lieu de descendre du ciel, et ses trois Dames sont de réjouissantes sorcières à cheval sur leurs balais. Au contraire, les pères de Sarastro, tout de blanc vêtus et encapuchonnés, ressemblent aux moines chevaliers de notre Moyen Âge, même si le Grand Prêtre est d'abord apparu, coiffé d'un haut turban, sur un cheval de bois noir, mobilisé grâce à des roues à pignon.

Véritables « leit-motifs », ces dernières font florès, montées sous la cagoule à oiseaux de Papageno, la grande voiture d'enfants dans laquelle Moïse et ses compagnons tendent à se perdre, et surtout le ravissant tricycle, dominé par un parasol

rotatif, qui véhicule les trois petits génies ; il emportera à la fin les deux jeunes initiés en voyage de nocces.

On passe ainsi naturellement et sans rupture d'un univers à l'autre, chaque personnage étant bien caractérisé. Le Papageno d'Anton Schiringer, si délicieusement habillé par Francesco Zito (chapeau melon à plumes, habit de soirée sans manches sur pantalon rayé...), combine le charme d'une voix d'homme fruitée et d'un visage de bon garçon, avec une gouaille autrichienne inépuisable, et sa Papagena lui est semblable.

Le prince Tamino (Karl Streit) souffre peut-être d'une toue un peu réductrice d'explorateur, tout en blanc, à calotte de golf genre Tintin, bien que la voix soit claire, l'accent sincère, même si le timbre paraît souvent monocorde. Son duo avec la grande scène des épreuves avec la Pamina ichéque de Luba Orgona-

sova, courageuse et vigoureuse, à la voix très rayonnante, est particulièrement émouvant.

La Coréenne Helen Kwon donne un visage très original à la Reine de la nuit, une femme-enfant escurieuse, très vindicative, qui lance avec bravoure traits et aigus de feu, au risque, un instant, de se briser. Et ses Dames sont aussi charmantes musicalement qu'enlaidies par leurs costumes chiffonnés pour le sabbat (Charlotte Margiono, Brian James, Nathalie Stutzmann), tandis que Steven Cole s'élève toujours davantage en Monastatos, surtout dans son numéro d'envoûtement par le glorieux.

Gloire enfin à l'admirable Sarastro d'Erich Knott, grandiose et fraternel, tel que Mozart l'a dépeint, à ses chevaliers, aux deux hommes armés (Thomas Randle et William Nackie) comme deux gigantesques cariatides à la porte des épreuves, et

aux trois enfants sur leur tricycle, en provenance d'Amsterdam.

Pour tous Lavelli a trouvé des expressions justes et significatives, comme la très belle prostration méditative des pères assis autour de Sarastro, lorsque retentissent les appels de trompes au début du deuxième acte. Une image du plus profond Mozart au moment où lui, à son tour, va traverser les apparences.

Que souhaiter de plus pour ce spectacle de belle qualité ? Peut-être une ligne générale plus ferme, un ton plus intense pour marquer l'initiation, la montée mystique de Tamino et Pamina, sans préjudice du charmant livre d'images de Papageno. Car l'esprit d'enfance de Mozart ne blesse jamais sa grandeur.

JACQUES LONCHAMPT.
Prochaines représentations les 26 et 30 juillet (21 h 15).

« Le Château de Barbe-Bleue », de Bartok au Festival de Radio-France à Montpellier

Naissance d'un concurrent

A Orange, à Aix-en-Provence, on s'inquiète de la vocation lyrique que se découvre, en partie, le Festival de Radio-France à Montpellier.

Comment des festivals qui font salle comble en affichant *La Flûte enchantée* pourraient-ils redouter un concurrent qui propose *Henri VIII* de Saint-Saëns, *Le Château de Barbe-Bleue* de Bartok, *Lodovico de Cherubini*, *Salomé* dans la version française de Strauss et *La Straniera* de Bellini (1) ? Rien que des ouvrages dédaignés ou trop obscurs pour faire courir les furies.

Le public de Montpellier serait-il prêt en outre à se laisser séduire par le festival, René Koring, qui

assouvirait son goût effréné pour les œuvres méconnues au détriment de mélomanes qui n'auraient le choix que d'aller à l'aventure ou de rester chez eux ? Or on constate, que, d'année en année, l'auditoire s'efface, se fâche et, surtout, vient de confiance, simplement parce qu'il a rarement été déçu. Il en va des opéras comme des concerts, et la série de musiques de chambre, chaque soir à 19 heures, connaît une affluence à laquelle on ne s'attendait guère. Dans cette série, il faut distinguer sans doute, de par l'originalité du projet, l'intégrale des sonates pour piano de Schubert que Didier Allard a confiée à six impeccables artistes : Georges Fendmacher, qui a ouvert le feu le 18 juillet, Jean-Louis Renard, Michel Delbert, Alain Neveu (le 23), Jean-François Heisser (le 27) et Alain Planès (le 28). Tous ces concerts seront retransmis sur France-Culture en fin de soirée du 30 juillet au 5 août. Même constat pour les récitals des jeunes solistes de la Fondation Borace, chaque jour, à 12 h 30.

Reste la musique contemporaine réduite à la portion congrue, ce qui ne laisse pas d'étonner de la part de René Koring, qui est compositeur avant d'être directeur artistique. Il est vrai que, de son propre aveu, l'avant-garde pure et dure le laisse un peu à l'écart, et il estime que le public du festival ne suivrait pas encore une programmation qui pourrait le rebouter. A l'issue de la représentation du *Château de Barbe-Bleue* (le 19 juillet dans la cour Jacques-Cœur), beaucoup de spectateurs demandaient s'il existait un enregistrement, demandant de découvrir qu'en dépit de son nom barbare Bela Bartok était un compositeur parfaitement écoutable.

Il est vrai que le concert retransmis en direct par France-Musique avait commencé avec la *Symphonie n° 2* d'un jeune compositeur belge, Luc Brevinays (né en 1959). Une musique insolite an-

non, dont on se demande quelle tournure elle va prendre, puis qui s'organise peu à peu, trouve son centre de gravité et offre des sonorités délicates, chanoyantes, sans agressivité aucune. Tout de même, en comparaison, Bartok semblait plus familier.

Deux grands chanteurs hongrois

Faute de scène et de fosse, dans la cour Jacques-Cœur, l'orchestre était placé au fond et les chanteurs épaulés sur le devant (le chef, placé entre les deux, les suivait à l'orchestre). Sans autre décor qu'un grand fauteuil drapé de blanc et un sol sombre accidenté où l'eau restait en flaques. L'ouverture de chacune des parties du château était donnée, avec une efficacité étonnante, par de brusques changements d'éclairage. Hervé Audibert, pour l'éclairage, partage donc avec le metteur en scène André Wilms le mérite de cette réalisation très convaincante d'un ouvrage dont l'économie dramatique oblige à la sobriété.

Le choix de deux grands chanteurs hongrois, Sylvia Sass et Joseph Gregor, était bien sûr le meilleur pour donner cette œuvre en langue originale. L'Orchestre philharmonique royal de Flandres, placé sous la direction de Günther Neuhof, a balayé les réserves qu'avait pu susciter une interprétation un peu broillonne du *Don Juan* de Strauss ; la couleur des bois et la stréps des cuivres sont remarquables.

GÉRARD CONDÉ

(1) Il faut ajouter que les solistes de l'Orchestre de l'Opéra de chambre de Szeged vont donner le *Barbier de Séville* et les *Noces de Figaro* à travers la région.

Leonard Bernstein dirige Berlioz

A la mémoire de Karajan

Un excellent orchestre de jeunes, un sublime Roméo et Juliette de Berlioz... Déjà, l'Opéra-Bastille se peuple de beaux souvenirs.

Après les fastes officiels du 14 juillet, le concert où Georges Prêtre dirigeait les chœurs et l'orchestre de l'Opéra dans le *Te Deum* de Berlioz a bien failli tourner à l'ennui. Et le Festival des orchestres de jeunes, patronné par Leonard Bernstein, s'annonce complet chaque soir.

Ce sont des mélomanes curieux et passionnés, plus décontractés qu'un palais Garnier, heureux de trouver une atmosphère familière et « démocratique », comme il convient à ce lieu en ce temps de fête. Le prix unique des places (100 francs) y est sans doute pour quelque chose. Et l'on se réjouit de constater que, pour cette somme (relativement modeste pour un concert) 470 personnes de plus qu'il n'y en eût eu à l'Opéra et 670 de plus qu'au Théâtre des Champs-Élysées ont pu, dimanche, entendre une interprétation vraiment sublime du *Roméo et Juliette* de Berlioz.

On avait admiré auparavant la qualité assez exceptionnelle de l'orchestre du Festival de Schleswig-Holstein, composé de 120 musiciens recrutés parmi quelque mille candidats pour travailler cet été au château de Salzwedel les trois jeunes chefs qui se succèdent au pupitre étaient moins excitants : le japonais

Eiji Ohno, très « militaire », sec, à cheval sur les temps forts de l'ouverture romanesque de *La Pitié volée* ; le Texan Carl Saint Clair aux gestes vigoureux plutôt qu'expressifs dans les allegros, accentuant avec un certain maniérisme la lenteur et la rapidité des mouvements dans la *Symphonie italienne* de Mendelssohn ; et un autre Américain, de Washington, Marc Stringer, très supérieur à ses camarades, montrant un réel tempérament poétique dans *La Mer* de Debussy, malgré une gestique étrange mais efficace et des tempos toujours multipliés.

Et puis ce fut le miracle Bernstein : après une minute de silence pour honorer « la mémoire d'un collègue, le grand maître Herbert von Karajan », l'orchestre fut transfiguré. Dans la merveilleuse acoustique — ainsi confirmée — de cette salle, la couleur des instruments se mit à rayonner doucement vers le ciel le cantique que montrait la tête enfoncée, dans le dos rond d'où jaillissait la chevelure blanche, Bernstein tenait toute la salle suspendue à ses gestes. Et l'on buvait avec bonheur chaque note de cette féerie shakespearienne, le schizophrène du bal chez les Capulet. Une musique infaillible qui semblait naître tout armée du front de ce vieil homme bondissant.

CANAL+ DE LUNE

Il y a 20 ans que l'homme a pour la première fois marché sur la lune.

Canal+ s'en souvient et fête la lune dans la nuit DU 21 AU 22 JUILLET DE 00 H 47 A 5 H 00 DU MATIN : et la lune sera vraiment pleine, pleine de surprises, les films de la NASA, des créations des Nuls... La nuit de la pleine lune pour noctambules lunatiques. Canal+ c'est plus de lune.

CANAL+ LA TELE PAS COMME LES AUTRES

LES FILMS NOUVEAUX

PARIS EN VISITES

AMÉLIE 13 JUILLET

1. *Amélie* de Jean-Pierre Jeunès. 13 juillet, 19h. Une jeune fille, Amélie, vit dans un monde clos, se contentant de regarder la vie à travers une lucarne. Elle découvre peu à peu le monde extérieur et finit par l'embrasser.

2. *Le Fabuleux Destin d'Amélie Poulain* de Jean-Pierre Jeunès. 13 juillet, 19h. Une jeune fille, Amélie, vit dans un monde clos, se contentant de regarder la vie à travers une lucarne. Elle découvre peu à peu le monde extérieur et finit par l'embrasser.

3. *Le Fabuleux Destin d'Amélie Poulain* de Jean-Pierre Jeunès. 13 juillet, 19h. Une jeune fille, Amélie, vit dans un monde clos, se contentant de regarder la vie à travers une lucarne. Elle découvre peu à peu le monde extérieur et finit par l'embrasser.

4. *Le Fabuleux Destin d'Amélie Poulain* de Jean-Pierre Jeunès. 13 juillet, 19h. Une jeune fille, Amélie, vit dans un monde clos, se contentant de regarder la vie à travers une lucarne. Elle découvre peu à peu le monde extérieur et finit par l'embrasser.

5. *Le Fabuleux Destin d'Amélie Poulain* de Jean-Pierre Jeunès. 13 juillet, 19h. Une jeune fille, Amélie, vit dans un monde clos, se contentant de regarder la vie à travers une lucarne. Elle découvre peu à peu le monde extérieur et finit par l'embrasser.

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dans l'annuaire-annuel. Signalez dans « le Monde radio-télévision » si vous avez vu ou entendu un programme. Ne pas manquer : les programmes de télévision en couleur.

Vendredi 21 juillet

TF 1

20.40 Jeux : Intervilles. Animé par Guy Lux, Simone Garatier, Jean Zitrone, Claude Savarit. Limoges-Digne. 22.35 Magazine : Grand reportage. L'odyssée de l'espace, de Michel Chevalier et Anne-Marie Blanchard. Depuis le premier pas sur la Lune, 23.45 Fantômes : Le jour de la comédie. De Christophe Morahan et Jim O'Brien, d'après Paul Scott, avec Charles Dancy, Nicholas Farrell (épisode), 0.35 Journal et météo. 0.55 Série : Drôles d'histoires. Mémoires : Pigeon vol. 1.20 Série : Des agents très spéciaux. Pop art.

A 2

20.35 Série : Bureaux. Un film aux abois, de Walter Baumgartner, avec Bernard Blier, Bigi Fischer, Frank Dietrich. 21.35 Apostrophe. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Deux philosophes français en Californie : René Girard et Michel Serres. 22.05 Magazine : Les yeux du monde. 23.10 Magazine : Les yeux du monde. 23.15 Magazine : Les yeux du monde. 0.25 Le Journal du Tour de France (rediff.).

FR 3

20.35 Série : Le Miroir. Les yeux du monde. 21.35 Série : Le Miroir. Les yeux du monde. 22.35 Série : Le Miroir. Les yeux du monde. 23.10 Magazine : Les yeux du monde. 23.15 Magazine : Les yeux du monde. 0.25 Le Journal du Tour de France (rediff.).

Lagoya, guitare. 0.00 Sports : Tennis. Coupe Davis, deuxième simple, en direct.

CANAL PLUS

20.05 Sport : Football. Première journée du championnat de France : Lyon-Marseille. 22.35 Flash d'informations. 22.40 Pochettes surprises. 23.00 Chiffres : Le Bon sort ses griffes. Film américain de Don Siegel (1980). Avec Burt Reynolds, Lesley Ann Warren, David Niven. 0.45 Courts métrages : La nuit de la Lune. Voyage sur la lune, de Michel Laroche. De Polichin le vampire, de Jean-Pierre Rappin. De la Kermesse Anger. 0.55 Série : Les yeux du monde. 23.10 Magazine : Les yeux du monde. 23.15 Magazine : Les yeux du monde. 0.25 Le Journal du Tour de France (rediff.).

LA 5

20.30 Téléfilm : L'ange des Carpes. De Francis Meghe, avec Anthony Valentin, Suzanne Danielle. 21.35 Série : Le voyageur. 22.10 Série : Deux films à l'honneur. 23.10 L'espionnage. 0.05 L'espionnage (suite). 0.15 Amusement. 0.25 Série : Les yeux du monde. 23.10 Magazine : Les yeux du monde. 23.15 Magazine : Les yeux du monde. 0.25 Le Journal du Tour de France (rediff.).

M 6

20.30 Téléfilm : Un cœur de champion. 22.05 Série : La maitresse du lieutenant. 23.00 Capital. 23.05 Série : Les yeux du monde.

minutes d'informations. 23.10 Sexy clip. 23.40 Concert : Espoir en mouvement. Spectacle donné au profit des jeunes handicapés. 0.00 Musique : Les yeux du monde. 23.10 Magazine : Les yeux du monde. 23.15 Magazine : Les yeux du monde. 0.25 Le Journal du Tour de France (rediff.).

LA SEPT

20.30 Fiction anglaise : Mister Pye. De Michael Darrow. 22.10 Série musicale : Nocturne. De Dominique Janoux. 22.30 Chiffres : Celine et Julie vont en bateau. Film français de Jacques Rivette (1974). Avec Juliette Berto, Dominique Labourier, Bulle Ogier, Marie-France Pisier.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. La radio écrit l'histoire : 1936-1939, aux portes de la guerre. 21.30 Musique : Black and blue. Chez le libraire : Charlie Mingus. 22.40 Naïfs magiciens. Histoire d'amour à la télévision. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Cade. Pierre Barouh et Sarah.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Jeu : Invitation au voyage. 20.35 XIX-XX. 21.30 Concert (donné le 20 juillet à la Grande-Motte) : Concerto pour violon et orchestre en mi-majeur de Beethoven. 22.30 Musique : Les yeux du monde. 23.10 Magazine : Les yeux du monde. 23.15 Magazine : Les yeux du monde. 0.25 Le Journal du Tour de France (rediff.).

Samedi 22 juillet

TF 1

13.15 Magazine : Reportages. De Michèle Cotta et Jean-Claude Paris. Le mirage de Tortiva, de Patrice Vannoni. 13.45 La Une est à vous. Les téléspécialistes christianiens au 1616. 15.45 Thérèse et moi. 15.55 La Une est à vous (suite). 17.45 Tresse d'été. Émission de Jean-Pierre Hulin. Sommaire : Les deux compères de Compteline ; Le bouledogue français ; Sacrédocteur ; Les rubriques ; Les 18.15 Série : Les professionnels. 19.05 Marc et Sophie. 19.30 Les 20 ans de la fortune. 20.00 Journal, météo et infos. 20.30 Thérèse et moi. 20.35 Spécial : Histoire en les Propos par Gérard Louvin. Enregistré au Palais des sports de Paris en avril 1989 et mis en scène par Jérôme Savary. 22.10 Série : Dans le chœur de la nuit. 23.05 Magazine : Formes. Sport. Cyclisme (Tour de France) ; Football (première journée du championnat de France) ; Boxe (portrait de Christophe Tizon) ; Automobile (Porsche) ; Aviation (Airbus) ; Mont-Blanc. 0.00 Journal et météo. 0.20 Série : Drôles d'histoires. Intrigues : Une maison en Sologne. 0.45 Série : Drôles d'histoires. Mémoires : Pigeon vol. 1.20 Série : Des agents très spéciaux. Pop art.

A 2

13.25 Série : L'homme qui tombe à pic. Rendre à l'église ce qui est à l'église. 14.15 Sport : Cyclisme. Tour de France : 20^e étape (Albi-Bordeaux). 15.45 Thérèse et moi. 15.55 La Une est à vous. 17.45 Tresse d'été. Émission de Jean-Pierre Hulin. Sommaire : Les deux compères de Compteline ; Le bouledogue français ; Sacrédocteur ; Les rubriques ; Les 18.15 Série : Les professionnels. 19.05 Marc et Sophie. 19.30 Les 20 ans de la fortune. 20.00 Journal, météo et infos. 20.30 Thérèse et moi. 20.35 Spécial : Histoire en les Propos par Gérard Louvin. Enregistré au Palais des sports de Paris en avril 1989 et mis en scène par Jérôme Savary. 22.10 Série : Dans le chœur de la nuit. 23.05 Magazine : Formes. Sport. Cyclisme (Tour de France) ; Football (première journée du championnat de France) ; Boxe (portrait de Christophe Tizon) ; Automobile (Porsche) ; Aviation (Airbus) ; Mont-Blanc. 0.00 Journal et météo. 0.20 Série : Drôles d'histoires. Intrigues : Une maison en Sologne. 0.45 Série : Drôles d'histoires. Mémoires : Pigeon vol. 1.20 Série : Des agents très spéciaux. Pop art.

FR 3

13.00 Magazine : L'âme de fond. De Michèle Bramerie et Jacques Brangoulé. Méthode. 14.00 Magazine : Sports. 15.45 Thérèse et moi. 15.55 La Une est à vous. 17.45 Tresse d'été. Émission de Jean-Pierre Hulin. Sommaire : Les deux compères de Compteline ; Le bouledogue français ; Sacrédocteur ; Les rubriques ; Les 18.15 Série : Les professionnels. 19.05 Marc et Sophie. 19.30 Les 20 ans de la fortune. 20.00 Journal, météo et infos. 20.30 Thérèse et moi. 20.35 Spécial : Histoire en les Propos par Gérard Louvin. Enregistré au Palais des sports de Paris en avril 1989 et mis en scène par Jérôme Savary. 22.10 Série : Dans le chœur de la nuit. 23.05 Magazine : Formes. Sport. Cyclisme (Tour de France) ; Football (première journée du championnat de France) ; Boxe (portrait de Christophe Tizon) ; Automobile (Porsche) ; Aviation (Airbus) ; Mont-Blanc. 0.00 Journal et météo. 0.20 Série : Drôles d'histoires. Intrigues : Une maison en Sologne. 0.45 Série : Drôles d'histoires. Mémoires : Pigeon vol. 1.20 Série : Des agents très spéciaux. Pop art.

17.05 Samedi. Court métrage : Capone, chien gangster. Festival de Carrouge. 19.00 Le 19-20 de France. 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.35 Dessin animé : Ulysse 31. Circé, la magicienne. 20.05 Jeux : La chance. Présenté par Fabrice. 20.35 Samedi. Dessin animé : Baby Huey. 20.45 Série : Benetton (1^{re} partie). 21.10 Les aventures de Katnip. 21.20 Série : Benetton (2^e partie). 21.45, Betty Boop. 21.50 Journal et météo. 22.15 Magazine : Les yeux du monde. 22.30 Chiffres : Celine et Julie vont en bateau. Film français de Jacques Rivette (1974). Avec Juliette Berto, Dominique Labourier, Bulle Ogier, Marie-France Pisier. 22.35 Documentaire : La grande aventure d'Alfred Hitchcock. 23.00 Journal et météo. 23.05 Spécial : Histoire en les Propos par Gérard Louvin. Enregistré au Palais des sports de Paris en avril 1989 et mis en scène par Jérôme Savary. 22.10 Série : Dans le chœur de la nuit. 23.05 Magazine : Formes. Sport. Cyclisme (Tour de France) ; Football (première journée du championnat de France) ; Boxe (portrait de Christophe Tizon) ; Automobile (Porsche) ; Aviation (Airbus) ; Mont-Blanc. 0.00 Journal et météo. 0.20 Série : Drôles d'histoires. Intrigues : Une maison en Sologne. 0.45 Série : Drôles d'histoires. Mémoires : Pigeon vol. 1.20 Série : Des agents très spéciaux. Pop art.

CANAL PLUS

13.30 Téléfilm : 37^e à Pombier. Règlement de comptes en Floride. 15.10 Série : Jack Elliot. 15.45 Thérèse et moi. 15.55 La Une est à vous. 17.45 Tresse d'été. Émission de Jean-Pierre Hulin. Sommaire : Les deux compères de Compteline ; Le bouledogue français ; Sacrédocteur ; Les rubriques ; Les 18.15 Série : Les professionnels. 19.05 Marc et Sophie. 19.30 Les 20 ans de la fortune. 20.00 Journal, météo et infos. 20.30 Thérèse et moi. 20.35 Spécial : Histoire en les Propos par Gérard Louvin. Enregistré au Palais des sports de Paris en avril 1989 et mis en scène par Jérôme Savary. 22.10 Série : Dans le chœur de la nuit. 23.05 Magazine : Formes. Sport. Cyclisme (Tour de France) ; Football (première journée du championnat de France) ; Boxe (portrait de Christophe Tizon) ; Automobile (Porsche) ; Aviation (Airbus) ; Mont-Blanc. 0.00 Journal et météo. 0.20 Série : Drôles d'histoires. Intrigues : Une maison en Sologne. 0.45 Série : Drôles d'histoires. Mémoires : Pigeon vol. 1.20 Série : Des agents très spéciaux. Pop art.

LA 5

13.30 Série : Amicalement vôtre. 14.25 Série : L'enquêteur. 15.35 Série : L'enquêteur. 16.35 Dessin animé : Drapage. 18.00 Dessin animé : Les Schtroumpfs. 18.30 Dessin animé : Les Schtroumpfs. 18.50 Dessin animé : Les Schtroumpfs. 19.00 Dessin animé : Les Schtroumpfs. 19.30 Série : Happy days. 20.00 Journal. 20.30 Téléfilm : Dernière nuit. De David A. Prior, avec C. Mitchell, T. Donachie. Un cœur d'été à l'été. 22.15 Série : Deux films à l'honneur. 23.10 L'espionnage. 0.05 L'espionnage (suite). 0.15 Amusement. 0.25 Série : Les yeux du monde. 23.10 Magazine : Les yeux du monde. 23.15 Magazine : Les yeux du monde. 0.25 Le Journal du Tour de France (rediff.).

M 6

13.30 Série : Madame est servie. 13.50 Série : L'incroyable Hulk. 14.40 Série : Les envahisseurs. 15.30 Série : Les envahisseurs. 15.35 Série : Les envahisseurs. 15.40 Série : Les envahisseurs. 15.45 Série : Les envahisseurs. 15.50 Série : Les envahisseurs. 15.55 Série : Les envahisseurs. 16.00 Série : Les envahisseurs. 16.05 Série : Les envahisseurs. 16.10 Série : Les envahisseurs. 16.15 Série : Les envahisseurs. 16.20 Série : Les envahisseurs. 16.25 Série : Les envahisseurs. 16.30 Série : Les envahisseurs. 16.35 Série : Les envahisseurs. 16.40 Série : Les envahisseurs. 16.45 Série : Les envahisseurs. 16.50 Série : Les envahisseurs. 16.55 Série : Les envahisseurs. 17.00 Série : Les envahisseurs. 17.05 Série : Les envahisseurs. 17.10 Série : Les envahisseurs. 17.15 Série : Les envahisseurs. 17.20 Série : Les envahisseurs. 17.25 Série : Les envahisseurs. 17.30 Série : Les envahisseurs. 17.35 Série : Les envahisseurs. 17.40 Série : Les envahisseurs. 17.45 Série : Les envahisseurs. 17.50 Série : Les envahisseurs. 17.55 Série : Les envahisseurs. 18.00 Série : Les envahisseurs. 18.05 Série : Les envahisseurs. 18.10 Série : Les envahisseurs. 18.15 Série : Les envahisseurs. 18.20 Série : Les envahisseurs. 18.25 Série : Les envahisseurs. 18.30 Série : Les envahisseurs. 18.35 Série : Les envahisseurs. 18.40 Série : Les envahisseurs. 18.45 Série : Les envahisseurs. 18.50 Série : Les envahisseurs. 18.55 Série : Les envahisseurs. 19.00 Série : Les envahisseurs. 19.05 Série : Les envahisseurs. 19.10 Série : Les envahisseurs. 19.15 Série : Les envahisseurs. 19.20 Série : Les envahisseurs. 19.25 Série : Les envahisseurs. 19.30 Série : Les envahisseurs. 19.35 Série : Les envahisseurs. 19.40 Série : Les envahisseurs. 19.45 Série : Les envahisseurs. 19.50 Série : Les envahisseurs. 19.55 Série : Les envahisseurs. 20.00 Série : Les envahisseurs. 20.05 Série : Les envahisseurs. 20.10 Série : Les envahisseurs. 20.15 Série : Les envahisseurs. 20.20 Série : Les envahisseurs. 20.25 Série : Les envahisseurs. 20.30 Série : Les envahisseurs. 20.35 Série : Les envahisseurs. 20.40 Série : Les envahisseurs. 20.45 Série : Les envahisseurs. 20.50 Série : Les envahisseurs. 20.55 Série : Les envahisseurs. 21.00 Série : Les envahisseurs. 21.05 Série : Les envahisseurs. 21.10 Série : Les envahisseurs. 21.15 Série : Les envahisseurs. 21.20 Série : Les envahisseurs. 21.25 Série : Les envahisseurs. 21.30 Série : Les envahisseurs. 21.35 Série : Les envahisseurs. 21.40 Série : Les envahisseurs. 21.45 Série : Les envahisseurs. 21.50 Série : Les envahisseurs. 21.55 Série : Les envahisseurs. 22.00 Série : Les envahisseurs. 22.05 Série : Les envahisseurs. 22.10 Série : Les envahisseurs. 22.15 Série : Les envahisseurs. 22.20 Série : Les envahisseurs. 22.25 Série : Les envahisseurs. 22.30 Série : Les envahisseurs. 22.35 Série : Les envahisseurs. 22.40 Série : Les envahisseurs. 22.45 Série : Les envahisseurs. 22.50 Série : Les envahisseurs. 22.55 Série : Les envahisseurs. 23.00 Série : Les envahisseurs. 23.05 Série : Les envahisseurs. 23.10 Série : Les envahisseurs. 23.15 Série : Les envahisseurs. 23.20 Série : Les envahisseurs. 23.25 Série : Les envahisseurs. 23.30 Série : Les envahisseurs. 23.35 Série : Les envahisseurs. 23.40 Série : Les envahisseurs. 23.45 Série : Les envahisseurs. 23.50 Série : Les envahisseurs. 23.55 Série : Les envahisseurs. 24.00 Série : Les envahisseurs. 24.05 Série : Les envahisseurs. 24.10 Série : Les envahisseurs. 24.15 Série : Les envahisseurs. 24.20 Série : Les envahisseurs. 24.25 Série : Les envahisseurs. 24.30 Série : Les envahisseurs. 24.35 Série : Les envahisseurs. 24.40 Série : Les envahisseurs. 24.45 Série : Les envahisseurs. 24.50 Série : Les envahisseurs. 24.55 Série : Les envahisseurs. 25.00 Série : Les envahisseurs. 25.05 Série : Les envahisseurs. 25.10 Série : Les envahisseurs. 25.15 Série : Les envahisseurs. 25.20 Série : Les envahisseurs. 25.25 Série : Les envahisseurs. 25.30 Série : Les envahisseurs. 25.35 Série : Les envahisseurs. 25.40 Série : Les envahisseurs. 25.45 Série : Les envahisseurs. 25.50 Série : Les envahisseurs. 25.55 Série : Les envahisseurs. 26.00 Série : Les envahisseurs. 26.05 Série : Les envahisseurs. 26.10 Série : Les envahisseurs. 26.15 Série : Les envahisseurs. 26.20 Série : Les envahisseurs. 26.25 Série : Les envahisseurs. 26.30 Série : Les envahisseurs. 26.35 Série : Les envahisseurs. 26.40 Série : Les envahisseurs. 26.45 Série : Les envahisseurs. 26.50 Série : Les envahisseurs. 26.55 Série : Les envahisseurs. 27.00 Série : Les envahisseurs. 27.05 Série : Les envahisseurs. 27.10 Série : Les envahisseurs. 27.15 Série : Les envahisseurs. 27.20 Série : Les envahisseurs. 27.25 Série : Les envahisseurs. 27.30 Série : Les envahisseurs. 27.35 Série : Les envahisseurs. 27.40 Série : Les envahisseurs. 27.45 Série : Les envahisseurs. 27.50 Série : Les envahisseurs. 27.55 Série : Les envahisseurs. 28.00 Série : Les envahisseurs. 28.05 Série : Les envahisseurs. 28.10 Série : Les envahisseurs. 28.15 Série : Les envahisseurs. 28.20 Série : Les envahisseurs. 28.25 Série : Les envahisseurs. 28.30 Série : Les envahisseurs. 28.35 Série : Les envahisseurs. 28.40 Série : Les envahisseurs. 28.45 Série : Les envahisseurs. 28.50 Série : Les envahisseurs. 28.55 Série : Les envahisseurs. 29.00 Série : Les envahisseurs. 29.05 Série : Les envahisseurs. 29.10 Série : Les envahisseurs. 29.15 Série : Les envahisseurs. 29.20 Série : Les envahisseurs. 29.25 Série : Les envahisseurs. 29.30 Série : Les envahisseurs. 29.35 Série : Les envahisseurs. 29.40 Série : Les envahisseurs. 29.45 Série : Les envahisseurs. 29.50 Série : Les envahisseurs. 29.55 Série : Les envahisseurs. 30.00 Série : Les envahisseurs. 30.05 Série : Les envahisseurs. 30.10 Série : Les envahisseurs. 30.15 Série : Les envahisseurs. 30.20 Série : Les envahisseurs. 30.25 Série : Les envahisseurs. 30.30 Série : Les envahisseurs. 30.35 Série : Les envahisseurs. 30.40 Série : Les envahisseurs. 30.45 Série : Les envahisseurs. 30.50 Série : Les envahisseurs. 30.55 Série : Les envahisseurs. 31.00 Série : Les envahisseurs. 31.05 Série : Les envahisseurs. 31.10 Série : Les envahisseurs. 31.15 Série : Les envahisseurs. 31.20 Série : Les envahisseurs. 31.25 Série : Les envahisseurs. 31.30 Série : Les envahisseurs. 31.35 Série : Les envahisseurs. 31.40 Série : Les envahisseurs. 31.45 Série : Les envahisseurs. 31.50 Série : Les envahisseurs. 31.55 Série : Les envahisseurs. 32.00 Série : Les envahisseurs. 32.05 Série : Les envahisseurs. 32.10 Série : Les envahisseurs. 32.15 Série : Les envahisseurs. 32.20 Série : Les envahisseurs. 32.25 Série : Les envahisseurs. 32.30 Série : Les envahisseurs. 32.35 Série : Les envahisseurs. 32.40 Série : Les envahisseurs. 32.45 Série : Les envahisseurs. 32.50 Série : Les envahisseurs. 32.55 Série : Les envahisseurs. 33.00 Série : Les envahisseurs. 33.05 Série : Les envahisseurs. 33.10 Série : Les envahisseurs. 33.15 Série : Les envahisseurs. 33.20 Série : Les envahisseurs. 33.25 Série : Les envahisseurs. 33.30 Série : Les envahisseurs. 33.35 Série : Les envahisseurs. 33.40 Série : Les envahisseurs. 33.45 Série : Les envahisseurs. 33.50 Série : Les envahisseurs. 33.55 Série : Les envahisseurs. 34.00 Série : Les envahisseurs. 34.05 Série : Les envahisseurs. 34.10 Série : Les envahisseurs. 34.15 Série : Les envahisseurs. 34.20 Série : Les envahisseurs. 34.25 Série : Les envahisseurs. 34.30 Série : Les envahisseurs. 34.35 Série : Les envahisseurs. 34.40 Série : Les envahisseurs. 34.45 Série : Les envahisseurs. 34.50 Série : Les envahisseurs. 34.55 Série : Les envahisseurs. 35.00 Série : Les envahisseurs. 35.05 Série : Les envahisseurs. 35.10 Série : Les envahisseurs. 35.15 Série : Les envahisseurs. 35.20 Série : Les envahisseurs. 35.25 Série : Les envahisseurs. 35.30 Série : Les envahisseurs. 35.35 Série : Les envahisseurs. 35.40 Série : Les envahisseurs. 35.45 Série : Les envahisseurs. 35.50 Série : Les envahisseurs. 35.55 Série : Les envahisseurs. 36.00 Série : Les envahisseurs. 36.05 Série : Les envahisseurs. 36.10 Série : Les envahisseurs. 36.15 Série : Les envahisseurs. 36.20 Série : Les envahisseurs. 36.25 Série : Les envahisseurs. 36.30 Série : Les envahisseurs. 36.35 Série : Les envahisseurs. 36.40 Série : Les envahisseurs. 36.45 Série : Les envahisseurs. 36.50 Série : Les envahisseurs. 36.55 Série : Les envahisseurs. 37.00 Série : Les envahisseurs. 37.05 Série : Les envahisseurs. 37.10 Série : Les envahisseurs. 37.15 Série : Les envahisseurs. 37.20 Série : Les envahisseurs. 37.25 Série : Les envahisseurs. 37.30 Série : Les envahisseurs. 37.35 Série : Les envahisseurs. 37.40 Série : Les envahisseurs. 37.45 Série : Les envahisseurs. 37.50 Série : Les envahisseurs. 37.55 Série : Les envahisseurs. 38.00 Série : Les envahisseurs. 38.05 Série : Les envahisseurs. 38.10 Série : Les envahisseurs. 38.15 Série : Les envahisseurs. 38.20 Série : Les envahisseurs. 38.25 Série : Les envahisseurs. 38.30 Série : Les envahisseurs. 38.35 Série : Les envahisseurs. 38.40 Série : Les envahisseurs. 38.45 Série : Les envahisseurs. 38.50 Série : Les envahisseurs. 38.55 Série : Les envahisseurs. 39.00 Série : Les envahisseurs. 39.05 Série : Les envahisseurs. 39.10 Série : Les envahisseurs. 39.15 Série : Les envahisseurs. 39.20 Série : Les envahisseurs. 39.25 Série : Les envahisseurs. 39.30 Série : Les envahisseurs. 39.35 Série : Les envahisseurs. 39.40 Série : Les envahisseurs. 39.45 Série : Les envahisseurs. 39.50 Série : Les envahisseurs. 39.55 Série : Les envahisseurs. 40.00 Série : Les envahisseurs. 40.05 Série : Les envahisseurs. 40.10 Série : Les envahisseurs. 40.15 Série : Les envahisseurs. 40.20 Série : Les envahisseurs. 40.25 Série : Les envahisseurs. 40.30 Série : Les envahisseurs. 40.35 Série : Les envahisseurs. 40.40 Série : Les envahisseurs. 40.45 Série : Les envahisseurs. 40.50 Série : Les envahisseurs. 40.55 Série : Les envahisseurs. 41.00 Série : Les envahisseurs. 41.05 Série : Les envahisseurs. 41.10 Série : Les envahisseurs. 41.15 Série : Les envahisseurs. 41.20 Série : Les envahisseurs. 41.25 Série : Les envahisseurs. 41.30 Série : Les envahisseurs. 41.35 Série : Les envahisseurs. 41.40 Série : Les envahisseurs. 41.45 Série : Les envahisseurs. 41.50 Série : Les envahisseurs. 41.55 Série : Les envahisseurs. 42.00 Série : Les envahisseurs. 42.05 Série : Les envahisseurs. 42.10 Série : Les envahisseurs. 42.15 Série : Les envahisseurs. 42.20 Série : Les envahisseurs. 42.25 Série : Les envahisseurs. 42.30 Série : Les envahisseurs. 42.35 Série : Les envahisseurs. 42.40 Série : Les envahisseurs. 42.45 Série : Les envahisseurs. 42.50 Série : Les envahisseurs. 42.55 Série : Les envahisseurs. 43.00 Série : Les envahisseurs. 43.05 Série : Les envahisseurs. 43.10 Série : Les envahisseurs. 43.15 Série : Les envahisseurs. 43.20 Série : Les envahisseurs. 43.25 Série : Les envahisseurs. 43.30 Série : Les envahisseurs. 43.35 Série : Les envahisseurs. 43.40 Série : Les envahisseurs. 43.45 Série : Les envahisseurs. 43.50 Série : Les envahisseurs. 43.55 Série : Les envahisseurs. 44.00 Série : Les envahisseurs. 44.05 Série : Les envahisseurs. 44.10 Série : Les envahisseurs. 44.15 Série : Les envahisseurs. 44.20 Série : Les envahisseurs. 44.25 Série : Les envahisseurs. 44.30 Série : Les envahisseurs. 44.35 Série : Les envahisseurs. 44.40 Série : Les envahisseurs. 44.45 Série : Les envahisseurs. 44.50 Série : Les envahisseurs. 44.55 Série : Les envahisseurs. 45.00 Série : Les envahisseurs. 45.05 Série : Les envahisseurs. 45.10 Série : Les envahisseurs. 45.15 Série : Les envahisseurs. 45.20 Série : Les envahisseurs. 45.25 Série : Les envahisseurs. 45.30 Série : Les envahisseurs. 45.35 Série : Les envahisseurs. 45.40 Série : Les envahisseurs. 45.45 Série : Les envahisseurs. 45.50 Série : Les envahisseurs. 45.55 Série : Les envahisseurs. 46.00 Série : Les envahisseurs. 46.05 Série : Les envahisseurs. 46.10 Série : Les envahisseurs. 46.15 Série : Les envahisseurs. 46.20 Série : Les envahisseurs. 46.25 Série : Les envahisseurs. 46.30 Série : Les envahisseurs. 46.35 Série : Les envahisseurs. 46.40 Série : Les envahisseurs. 46.45 Série : Les envahisseurs. 46.50 Série : Les envahisseurs. 46.55 Série : Les envahisseurs. 47.00 Série : Les envahisseurs. 47.05 Série : Les envahisseurs. 47.10 Série : Les envahisseurs. 47.15 Série : Les envahisseurs. 47.20 Série : Les envahisseurs. 47.25 Série : Les envahisseurs. 47.30 Série : Les envahisseurs. 47.35 Série : Les envahisseurs. 47.40 Série : Les envahisseurs. 47.45 Série : Les envahisseurs. 47.50 Série : Les envahisseurs. 47.55 Série : Les envahisseurs. 48.00 Série : Les envahisseurs. 48.05 Série : Les envahisseurs. 48.10 Série : Les envahisseurs. 48.15 Série : Les envahisseurs. 48.20 Série : Les envahisseurs. 48.25 Série : Les envahisseurs. 48.30 Série : Les envahisseurs. 48.35 Série : Les envahisseurs. 48.40 Série : Les envahisseurs. 48.45 Série : Les envahisseurs. 48.50 Série : Les envahisseurs. 48.55 Série : Les envahisseurs. 49.00 Série : Les envahisseurs. 49.05 Série : Les envahisseurs. 49.10 Série : Les envahisseurs. 49.15 Série : Les envahisseurs. 49.20 Série : Les envahisseurs. 49.25 Série : Les envahisseurs. 49.30 Série : Les envahisseurs. 49.35 Série : Les envahisseurs. 49.40 Série : Les envahisseurs. 49.45 Série : Les envahisseurs. 49.50 Série : Les envahisseurs. 49.55 Série : Les envahisseurs. 50.00 Série : Les envahisseurs. 50.05 Série : Les envahisseurs. 50.10 Série : Les envahisseurs. 50.15 Série : Les envahisseurs. 50.20 Série : Les envahisseurs. 50.25 Série : Les envahisseurs. 50.30 Série : Les envahisseurs. 50.35 Série : Les envahisseurs. 50.40 Série : Les envahisseurs. 50.45 Série : Les envahisseurs. 50.50 Série : Les envahisseurs. 50.55 Série : Les envahisseurs. 51.00 Série : Les envahisseurs. 51.05 Série : Les envahisseurs. 51.10 Série : Les envahisseurs. 51.15 Série : Les envahisseurs. 51.20 Série : Les envahisseurs. 51.25 Série : Les envahisseurs. 51.30 Série : Les envahisseurs. 51.35 Série : Les envahisseurs. 51.40 Série : Les envahisseurs. 51.45 Série : Les envahisseurs. 51.50 Série : Les envahisseurs. 51.55 Série : Les envahisseurs. 52.00 Série : Les envahisseurs. 52.05 Série : Les envahisseurs. 52.10 Série : Les envahisseurs. 52.15 Série : Les envahisseurs. 52.20 Série : Les envahisseurs. 52.25 Série : Les envahisseurs. 52.30 Série : Les envahisseurs. 52.35 Série : Les envahisseurs. 52.40 Série : Les envahisseurs. 52.45 Série : Les envahisseurs. 52.50 Série : Les envahisseurs. 52.55 Série : Les envahisseurs. 53.00 Série : Les envahisseurs. 53.05 Série : Les envahisseurs. 53.10 Série : Les envahisseurs. 53.15 Série : Les envahisseurs. 53.20 Série : Les envahisseurs. 53.25 Série : Les envahisseurs. 53.30 Série : Les envahisseurs. 53.35 Série : Les envahisseurs. 53.40 Série : Les envahisseurs. 53.45 Série : Les envahisseurs. 53.50 Série : Les envahisseurs. 53.55 Série : Les envahisseurs. 54.00 Série : Les envahisseurs. 54.05 Série : Les envahisseurs. 54.10 Série : Les envahisseurs. 54.15 Série : Les envahisseurs. 54.20 Série : Les envahisseurs. 54.25 Série : Les envahisseurs. 54.30 Série : Les envahisseurs. 54.35 Série : Les envahisseurs. 54.40 Série : Les envahisseurs. 54.45 Série : Les envahisseurs. 54.50 Série : Les envahisseurs. 54.55 Série : Les envahisseurs. 55.00 Série : Les envahisseurs. 55.05 Série : Les envahisseurs. 55.10 Série : Les envahisseurs. 55.15 Série : Les envahisseurs. 55.20 Série : Les envahisseurs. 55.25 Série : Les envahisseurs. 55.30 Série : Les envahisseurs. 55.35 Série : Les envahisseurs. 55.40 Série : Les envahisseurs. 55.45 Série : Les envahisseurs. 55.50 Série : Les envahisseurs. 55.55 Série : Les envahisseurs. 56.00 Série : Les envahisseurs. 56.05 Série : Les envahisseurs. 56.10 Série : Les envahisseurs. 56.15 Série : Les envahisseurs. 56.20 Série : Les envahisseurs. 56.25 Série : Les envahisseurs. 56.30 Série : Les envahisseurs. 56.35 Série : Les envahisseurs. 56.40 Série : Les envahisseurs. 56.45 Série : Les envahisseurs. 56.50 Série : Les envahisseurs. 56.55 Série : Les envahisseurs. 57.00 Série : Les envahisseurs. 57.05 Série : Les envahisseurs. 57.10 Série : Les envahisseurs. 57.15 Série : Les envahisseurs. 57.20 Série : Les envahisseurs. 57.25 Série : Les envahisseurs. 57.30 Série : Les envahisseurs. 57.35 Série : Les envahisseurs. 57.40 Série : Les envahisseurs. 57.45 Série : Les envahisseurs. 57.50 Série : Les envahisseurs. 57.55 Série : Les envahisseurs. 58.00 Série : Les envahisseurs. 58.05 Série : Les envahisseurs. 58.10 Série : Les envahisseurs. 58.15 Série : Les envahisseurs. 58.20 Série : Les envahisseurs. 58.25 Série : Les envahisseurs. 58.30 Série : Les envahisseurs. 58.35 Série : Les envahisseurs. 58.40 Série : Les envahisseurs. 58.45 Série : Les envahisseurs. 58.50 Série : Les envahisseurs. 58.55 Série : Les envahisseurs. 59.00 Série : Les envahisseurs. 59.05 Série : Les envahisseurs. 59.10 Série : Les envahisseurs. 59.15 Série : Les envahisseurs. 59.20 Série : Les envahisseurs. 59.25 Série : Les envahisseurs. 59.30 Série : Les envahisseurs. 59.35 Série : Les envahisseurs. 59.40 Série : Les envahisseurs. 59.45 Série : Les envahisseurs. 59.50 Série : Les envahisseurs. 59.55 Série : Les envahisseurs. 60.00 Série : Les envahisseurs. 60.05 Série : Les envahisseurs. 60.10 Série : Les envahisseurs. 60.15 Série : Les envahisseurs. 60.20 Série : Les envahisseurs. 60.25 Série : Les envahisseurs. 60.30 Série : Les envahisseurs. 60.35 Série : Les envahisseurs. 60.40 Série : Les envahisseurs. 60.45 Série : Les envahisseurs. 60.50 Série : Les envahisseurs. 60.55 Série : Les envahisseurs. 61.00 Série : Les envahisseurs. 61.05 Série : Les envahisseurs. 61.10 Série : Les envahisseurs. 61.15 Série : Les envahisseurs. 61.20 Série : Les envahisseurs. 61.25 Série : Les envahisseurs. 61.30 Série : Les envahisseurs. 61.35 Série : Les envahisseurs. 61.40 Série : Les envahisseurs. 61.45 Série : Les envahisseurs. 61.50 Série : Les envahisseurs. 61.55 Série : Les envahisseurs. 62.00 Série : Les envahisseurs. 62.05 Série : Les envahisseurs. 62.10 Série : Les envahisseurs. 62.15 Série : Les envahisseurs. 62.20 Série : Les envahisseurs. 62.25 Série : Les envahisseurs. 62.30 Série : Les envahisseurs. 62.35 Série : Les envahisseurs. 62.40 Série : Les envahisseurs. 62.45 Série : Les envahisseurs. 62.50 Série : Les envahisseurs. 62.55 Série : Les envahisseurs. 63.00 Série : Les envahisseurs. 63.05 Série : Les envahisseurs. 63.10 Série : Les envahisseurs

Communication

Concentration des centrales d'achats publicitaires

La course à la puissance

Havas regroupe ses forces. Publicis s'allie avec Idemedia, les réseaux américains débloquent en force en Europe... Les centrales d'achats d'espaces - qui préfèrent l'appellation de «centres de médias» - sont en pleine restructuration.

A la charnière entre les annonceurs et leurs agences publicitaires, les supports publicitaires, les médias, les centrales d'achats d'espaces ont acquis une puissance qui fait d'elles des intermédiaires quasiment incontournables. Le précurseur a été Gilbert Gros et son groupe GGM, devenu Carat Espace. En regroupant des budgets pour négocier les tarifs affichés par les supports et obtenir des rabais, il a imposé ses conditions aux médias et attiré des annonceurs.

Mais les centrales ont maintenant acquis une convergence internationale, pour s'adapter à la publicité télévisée. «Le terme même d'achat d'espaces est trompeur», explique Michel Grandjean, qui dirige MédiaPolis, une nouvelle structure créée au sein d'Europacom (groupe Havas) et qui regroupe les centrales OTV, O'Space et MédiaPolis. «Ce que l'annonceur veut acheter, ce n'est pas de l'espace, mais de l'audience. Et pour bien l'acheter, il faut la connaître. Maîtriser l'audience implique d'investir dans des études (Europacom dépense 100 millions chaque année dans ce domaine, dans des équipes compétentes) et des moyens informatiques. Pour amortir ces dépenses et être crédible face aux médias, le volume d'achats doit être important et ne plus se limiter aux frontières d'un pays, pour accompagner les budgets de clients sans frontières internationales. C'est ce qu'on appelle les groupes publicitaires, lancés dans

une course à la puissance et à la sophistication qui touche particulièrement l'Europe et la France. Trois pôles émergent du peloton français : Carat Espace des frères Gros, qui dépense 7 milliards de francs de chiffre d'affaires dans l'Hexagone ; Europacom, qui est au même niveau avec 7,3 milliards de francs au travers de Carat Média ; MédiaPolis et quelques centrales plus petites ; Publicis, allié depuis mars dernier avec Idemedia, et dont la force d'achat s'élève à 6,2 milliards de francs. Bref, tous sont au-dessus du «seuil de crédibilité», évalué par un expert à au moins 2 milliards de francs achetés.

«Bourse aux médias»

Mais l'échelle hexagonale ne suffit plus à apprécier l'importance des manœuvres en cours. Carat Espace, dont le groupe anglais WCRS possède 50 %, a hérité de sa rupture avec Havas du réseau Média Europe, bien implanté dans cinq pays, qu'il développe en rachetant des centrales, par exemple HMS en RFA, Europacom (qui reste majoritaire) vient de consolider, en les accueillant dans le capital de MédiaPolis, un accord avec l'américain Young et Rubicam et le groupe japonais Dentsu, qui devrait s'étendre à d'autres pays européens, après la France, les Pays-Bas, la Belgique et le Portugal. Quant à Publicis, il est allié à l'américain Interpublic (Lintas, McCann Erickson, etc.) présent dans quatre-vingt-dix pays.

Enfin, les américains Omnicom (BBDO, DDB-Needham) et Ogilvy ont créé au début de l'année The Media Partnership, dont les premières cibles sont en Europe, avec des filiales opérationnelles dans cinq ou six pays pour 1990. Même si Ogilvy a depuis changé de maître en

succombant à l'OPA de l'anglais WPP, The Media Partnership se présente comme un des premiers acteurs mondiaux de l'achat d'espaces. Tout comme Zenith, la structure développée par le groupe Saatchi et Saatchi.

Cette concentration galopante inquiète parfois les médias, qui craignent d'être en position de faiblesse dans les négociations. Et même si la raison d'être affichée est de mieux servir les annonceurs, tous ne sont pas convaincus. Plusieurs, et non des moindres, souhaitent mieux contrôler les budgets dépensés en leur nom, mieux apprécier leur rentabilité. D'où leur intérêt pour des projets de structures indépendantes disposant d'outils d'analyse et de mesure à la pointe des technologies.

An-déjà de la concentration, c'est le métier lui-même d'acheteur d'espaces qui évolue. Déjà, en télévision, où le conseil en médias devient une activité à part entière, qui ne se limite plus à la simple addition de budgets pour peser dans les négociations, où à des pratiques largement dénoncées par le conseil de la concurrence.

En imposant cette «valeur ajoutée», et en l'étendant à des médias autres que la télévision - comme la presse, les centrales consolident leur légitimité, en en font des lieux de décision. D'autres pays adoptent à leur tour les pratiques françaises, les centrales ont conquis leur place au soleil des médias. Mais selon celles qui feront preuve d'un professionnalisme sans défaut et d'une surface importante à l'échelle internationale pourront la conserver.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

L'avenir de l'Agence centrale de presse

M. Michel Burton, ancien directeur général candidat au rachat

Une démission ne signifie pas obligatoirement une disparition : en abandonnant la demi-douzaine de mandats qu'il détenait au sein du groupe Maxwell (le Monde du 19 juillet), M. Michel Burton, jusqu'alors directeur général et administrateur de l'Agence Centrale de Presse (ACP), ne vise pas moins que le rachat et la présidence de la seconde agence de presse française.

Au cours d'une conférence de presse tenue le 20 juillet - «à titre personnel», l'ancien directeur général de l'ACP a révélé qu'un protocole d'accord avait été signé entre M. Robert Maxwell (actuellement actionnaire majoritaire de l'agence avec 66,8 % du capital) et lui-même, au terme duquel il était «autorisé» à monter une solution de rachat. Depuis cet accord conclu le 21 mai, M. Burton aurait pris langue avec différents actionnaires potentiels dans un montage où M. Maxwell se serait déclaré prêt à participer à hauteur de 20 %. M. Burton a précisé aussi que plusieurs collaborateurs de l'ACP participeraient «à titre symbolique» à la solution de rachat de l'ACP et qu'une procédure de reprise de l'entreprise par les salariés (RES) est également imaginée.

Toutefois, M. Maxwell a fait brusquement volte-face. Le 18 juillet, le rendez-vous prévu entre le patron de l'ACP et son directeur général a mal tourné : accusant M. Burton de s'être pas respecté les délais du dossier de reprise, M. Maxwell affirme alors le considérer comme démissionnaire de fait. L'ancien directeur général de l'ACP ne conteste pas cette décision mais en conteste les modalités. «Je ne pouvais à la fois être le mandataire de M. Maxwell et le candidat au rachat de son entreprise», explique-t-il. Mais j'estime cavalier que ma démission ait été énoncée par le «fil» de l'agence et non par mes soins.

M. Burton juge maintenant avoir les conditions plus franches pour bâtir son plan de reprise, estimé à 35 millions de francs. Selon lui, l'ACP dont le déficit en 1988 s'élevait à 20,5 millions de francs pour un chiffre d'affaires en baisse de 40 millions de francs, dispose de 40 millions de francs de trésorerie et d'agences filiales de l'ordre de 40 millions de francs. Destinée à rester une agence d'informations générales, «c'est, dit-il, une tradition démocratique en France», de disposer de deux agences, «elle doit cependant exploiter le marché des informations destinées aux entreprises et aux collectivités locales. Ce marché, selon M. Burton, représente 1,5 milliard de francs alors que celui des informations générales destinées aux médias ne dépasse pas 200 millions.

Les difficultés de l'ACP, indique encore M. Burton, seraient dues à l'absence de synergie possible avec Maxwell Média France, filiale hexa-

gonale du groupe Maxwell. La filiale n'a pas réussi à réellement s'implanter : l'échec de la reprise du *Matin de Paris* il y a deux ans, celui du *Provençal* l'an dernier - en dépit d'un contentieux juridique entre le groupe Hachette, actuellement propriétaire, et celui de M. Maxwell - comme le retard avéré de *l'Espresso* en témoignent.

M. Burton s'est donc mis en quête de partenaires. Mais les groupes auxquels il a présenté son dossier - Expansion, déjà actionnaire de l'ACP avec 6,7 % ; Liaisons, deuxième groupe de presse professionnelle en France, ou Hachette - se refusent à tout début de promesse. Il reste d'ailleurs à savoir si M. Maxwell est prêt à céder l'ACP. A la direction de l'agence, on indique qu'il ne prendra une décision qu'en septembre, lorsque seront connus les résultats de l'audit mis en place en juin, audit qui révèle une «projection financière catastrophique pour 1989». L'intermédiaire de l'agence (FO et CRDT) a déjà pris position en indiquant que l'effectif de 75 journalistes constituait «un seul minimum en dépit duquel aucune agence d'information ne peut fonctionner».

YVES-MARIE LABÉ

EN BREF

● TF 1 proteste contre la diffusion de défilés de Jean-Paul Gaultier par la Cinq. - Dénonçant la retransmission par la Cinq d'images du spectacle *le Marseillais* qu'elle qualifie de «piratage», TF 1 a écrit à la Mission du Bicentenaire pour «réserver» le paiement de ses droits de diffusion en l'attente d'explications. La chaîne avait, en effet, acquis pour 3,5 millions de francs l'exclusivité avec Antenne 2 de la retransmission en direct du défilé réalisé par Jean-Paul Gaultier avec trente-huit caméras. Une exclusivité que la Mission et la Cinq estiment n'avoir pas été mise en cause, la chaîne de M. Hérault s'étant contentée de diffuser un reportage d'une heure réalisé par sa propre équipe et présenté en direct de la Concorde par Guillaume Durand entouré d'invités. «Nous n'avons pas le loisir d'ignorer l'accès de tous ou de certaines personnes à telle ou telle télévision», déclare la Mission du Bicentenaire, qui devrait cependant violer les images diffusées par la Cinq avant de répondre à TF 1.

● Young and Rubicam s'installe en Hongrie. - L'agence américaine Young and Rubicam a annoncé le 13 juillet qu'elle avait pris le contrôle de l'agence hongroise Skala Reklam Studio. Celle-ci s'occupe de parrainage, de relations publiques,

Les décrets sur les quotas

M. Jack Lang aurait préféré une réglementation «plus sévère»

Le ministre de la culture et de la communication, M. Jack Lang, a affirmé, jeudi 20 juillet, que les projets de décret sur les quotas et la production audiovisuelle auraient été «beaucoup plus sévères» si l'on avait suivi son avis personnel sans tenir compte de son avis des chaînes.

Le ministre de la culture a ainsi pris la défense de M^{me} Catherine Tasca, ministre déléguée à la communication, en affirmant qu'il n'y avait «pas eu d'un côté Catherine Tasca et de l'autre un gouvernement réticent, mais une harmonie complète sur ce sujet». «Le gouvernement a été raisonnable et pragmatique, a-t-il ajouté, en arbitrant entre des intérêts contradictoires. Si l'on ne gagne pas d'argent en faisant de la télévision, on peut toujours aller se faire à l'étranger». M. Lang attend du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), auquel les décrets sont actuellement soumis, qu'il rende un avis «sans précipitation mais dans un délai raisonnable. Le Conseil sait sans doute que le devoir d'un gouvernement est d'assurer l'application des lois».

d'organisations de salons et de manifestations en plus de conseil en publicité. Elle emploie 80 salariés. Young and Rubicam, qui emploie 12000 personnes réparties dans 255 filiales implantées dans 55 pays, a l'intention de faire de sa récente acquisition «la plus importante agence internationale de communication en Hongrie», en la faisant bénéficier de son savoir-faire et de son expérience. Une autre agence américaine, Ogilvy, a déjà implanté une filiale en URSS.

● L'agence publicitaire BDOF s'implante en Asie-Pacifique. - A la suite d'une négociation de capital, l'agence française de publicité BDOF (Boulet, Du, Dupuy, Petit) vient de prendre une participation de 20 % au capital de Betsap-Ad, un des premiers groupes publicitaires de Singapour. Déjà présente à Hongkong, en Malaisie, à Los Angeles, et forte de ses précédentes campagnes (pour Singapour Airlines notamment), Betsap espère que ce partenariat lui permettra de s'implanter en Thaïlande, à Taiwan et en Australie. Selon une récente étude de l'agence Saatchi-Saatchi, plusieurs pays d'Asie-Pacifique vont être amenés à accroître leurs investissements publicitaires.

Le Monde

L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

12^e arrdt

M^{me} MICHEL-BIZOT

Imm. récent, 11 ch, cuisine, 100 m², 100 000 F, 14-17 h.

16^e arrdt

Prix intéressant

M^{me} PTE ST-CLOUD

de partie maison particulière, sur voie privée, calme, tout confort : 2 ch, cuisine, 60 m², 30 000 F, 14-17 h.

17^e arrdt

M^{me} Tardieu et Demougeon

immeuble à vendre, 11 ch, cuisine, 100 m², 100 000 F, 14-17 h.

18^e arrdt

Prix intéressant

M^{me} PTE ST-CLOUD

de partie maison particulière, sur voie privée, calme, tout confort : 2 ch, cuisine, 60 m², 30 000 F, 14-17 h.

94

Val-de-Marne

A VENDRE VITRY-MARNE

11 ch, cuisine, 100 m², 100 000 F, 14-17 h.

locations non meublées offres

Paris

PLACE D'ITALIE

17, rue Albert-Beyer, 13^e, à louer dans imm. récent, sans commission. Surface 32 m², 10 ch,oyer 3 400 F, ch. et perf. compl. 14/18 h. 48-88-18-27.

MONTMARTRE

M^{me} PASTEUR, importante

soit loc. sans comm. dans imm. 11 ch,oyer 3 500 F, 14/18 h. 48-88-18-27.

MONTMARTRE

M^{me} PASTEUR, importante

soit loc. sans comm. dans imm. 11 ch,oyer 3 500 F, 14/18 h. 48-88-18-27.

locations meublées offres

Paris

App. meublé, 1^{er} étage, 18^e, 2/3 pièces, cuis., 14-17 h.

maisons individuelles

Maison de pays dans la Marne

à 5 km de Paris, 100 m², 100 000 F, 14-17 h.

locations commerciales

Particulier loue local commercial 50 m² à usage de bureaux ou profession libérale

A PONTOISE

(Val-d'Oise), centre-ville

Libre de suite

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

30-31-32-33, 15

terrains

CHATELAIN

LES-VERGES 738

PART. VEGES 1 TERRAIN

460 m²

en copropriété

800 000 F HT

Dans : 47-84-88-40

SAINT-FLORENT

CORSE

Grand terrain de 78 000 m²

à vendre. Entièrement

constructible, permis de

construire pour 28 villas.

Dans : 47-84-88-40

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

SAINT-FLORENT

pavillons

SAINT-QUEEN

SAINT-QUEEN

SAINT-QUEEN

SAINT-QUEEN

SAINT-QUEEN

Économie

SOMMAIRE

- La Réserve fédérale américaine a assoupli sa politique monétaire, a indiqué son président devant le Congrès (lire page 24).
- A Londres, la City commence à connaître le système d'OPA « à l'américaine » (lire ci-dessous).
- Les dépenses de formation des entreprises ont légèrement progressé en 1987 (lire page 23).

L'offensive de M. Goldsmith sur BAT

La City saisie par les OPA « à l'américaine »

LONDRES
de notre correspondant

Le krach boursier d'octobre 1987 entraînant une chute des cours des actions a multiplié le nombre d'OPA dans le monde. Leur financement par augmentation de capital ayant moins d'attrait depuis la crise boursière, les investisseurs payent souvent cash. Mais depuis six mois, la place londonienne semble attirée par un autre mode de paiement en vogue aux États-Unis et reposant sur des techniques d'emprunts à hauts risques.

Lord Hanson, le vétéran britannique des cours de Bourse avec vingt-cinq ans d'OPA derrière lui, s'apprête à effectuer l'acquisition la plus coûteuse de sa carrière à l'ancienne mode — au comptant. Son offre publique d'achat (OPA) de 3,5 milliards de livres (36 milliards de francs) sur Consolidated Gold Fields, acceptée par la direction du groupe minier, devient la plus importante jamais réalisée en Europe si elle réussit. Ce sera aussi sans doute la dernière à entrer dans le livre des records sans succomber au surendettement et aux montages financiers vertigineux qui ont révolutionné l'industrie en moins de dix ans aux États-Unis.

Depuis six mois, les techniques d'emprunt « à l'américaine » sont apparues dans la City, d'abord timidement, puis de façon tapageuse avec l'OPA totale fraîche de 13 milliards de livres (135 milliards de francs) de Sir James Goldsmith sur British Ameri-

can Tobacco (BAT) financée à 80 % par l'emprunt. L'assaut sur BAT a confirmé la taille croissante des opérations lancées au Stock Exchange : les dix plus grosses OPA annoncées depuis le début de l'année pèsent 21,6 milliards de livres (225 milliards de francs) au total, selon le magazine *Acquisitions Monthly*, mettant en péril le record de 37 milliards de livres (390 milliards de francs) de rachats de sociétés effectués en 1988.

Le financement des acquisitions déjà conclues cette année a été en ne peut plus classique : 80 % des sommes payées au premier trimestre par les acquéreurs l'ont été cash, le climat défavorable aux augmentations de capital créé par le krach d'octobre 1987 ayant rendu les OPA par échange d'actions très rares.

« Emprunts mezzanine »

Pour l'instant, les précurseurs de l'OPA à crédit n'ont que deux victoires à leur tableau de chasse : le rachat des supermarchés Gateway pour 20 milliards de francs et la reprise du fabricant de cuisines Magnet par sa direction pour 6,5 milliards de francs.

Dans les deux cas, l'opération a été rendue possible par des titres à haut risque non gagés sur les actifs de l'émetteur, baptisés « emprunts mezzanine ». Ces emprunts tirent leur nom de leur caractère intermédiaire entre le capital de la société et ses dettes classiques. Ils sont l'équivalent européen des « junk bonds », les « obligations de pacotille » inventées aux États-Unis par Donald Burham Lambert pour

permettre aux sociétés dépourvues de cote de crédit de faire appel à l'épargne publique.

Le vainqueur de Gateway, Isaac, a mis 4 milliards de francs de titres « mezzanine » sur la table et Tom Duxbury, le président de Magnet, soit 2 milliards de francs.

Les deux opérations ont porté à un peu moins de 15 milliards de francs le montant des titres « mezzanine » émis depuis leur invention en 1984, une goutte d'eau à côté des 1 200 milliards de francs du marché américain des « junk bonds ».

Autant dire que l'avenir des OPA financées à crédit en Europe dépend du sort de la croisade de Sir James Goldsmith contre BAT. « Je ne pense pas qu'il y ait de limite supérieure à la taille des opérations qui peuvent être montées », avait-il déclaré au *Wall Street Journal* lors de son retour en Grande-Bretagne en mars. La City semble convaincue : si Sir Goldsmith réussit, « plus personne n'est à l'abri », c'est l'opinion la plus répandue.

La même exclamation avait salué cet hiver la formation d'un consortium baptisé Metson et destiné à racheter et démanteler le conglomerat britannique par excellence, General Electric Company (GEC), pour un coût estimé à plus de 70 milliards de francs. Mais, faute de partenaires assez nombreux en plus de Barclays Bank et de Lazard Brothers, Metson n'a pu passer à l'action. La société est tombée dans l'oubli en ayant levé, en tout et pour tout, les 2 livres sterling de son capital social.

Contrairement à Metson, Sir James ne manque pas de partenaires, il n'a fallu qu'une semaine à Paribas, Gec, Paribas et la famille Agnelli pour

rejoindre le financier et ses partenaires Jacob Rothschild et l'Allemanden Kerry Packard.

Les grands investisseurs britanniques attendent maintenant que Sir James accepte d'inclure un peu d'argent liquide dans le paquet de titres qui leur est proposé. S'ils obtiennent satisfaction, le sort de BAT pourrait dépendre plus des tribunaux américains, qui vont examiner à la loupe le changement de mains de la filiale d'assurances Farnham, basée en Californie, que de la bonne volonté des gestionnaires de portefeuilles britanniques.

A plus long terme, les avis sont très partagés sur l'effet d'entraînement éventuel de cette OPA. Pour certains, l'appât des investisseurs européens pour les titres à haut risque n'est pas suffisant pour permettre une multiplication des méga-acquisitions, et les 40 milliards de francs de titres « mezzanine » que prévoit d'émettre le groupe Goldsmith satureront le marché. Les spécialistes américains du « leveraged buy-out » (LBO) tels que Kohlberg Kravis Roberts (KKR), les auteurs de l'OPA record de 25 milliards de dollars sur RJR-Nabisco, ne l'estiment pas de cette oreille et rôdent déjà à travers l'Europe, à l'affût, pour proposer leurs vastes ressources financières.

Prudents, les spéculateurs accablent méthodiquement des positions dans la longue liste des « opéables » où des nouveaux venus s'ajoutent chaque jour aux deux favoris du marché, Cadbury Schweppes et United Biscuits. — (Indim.)

(1) Reprise d'une entreprise par un système d'emprunt.

Le rapport annuel de la direction de la concurrence

Les organisations de consommateurs vont recevoir davantage de crédits publics

La présidence française de la CEE devrait favoriser l'examen d'un certain nombre de dossiers relatifs à la consommation et à la concurrence, a indiqué, jeudi 20 juillet, M. Véronique Neiertz, secrétaire d'État chargée de la consommation.

Fin novembre prochain, le conseil des ministres de la consommation devrait ainsi aborder les questions « prioritaires » de politique de consommation à l'échelle communautaire, de la sécurité et de la qualité des produits et services, et de la représentativité des organisations de consommateurs dans chaque pays membre. Il faut, a ajouté le secrétaire d'État, que les initiatives françaises dans ce domaine soient « impliquées dans les actions européennes et internationales ».

M. Neiertz intervenait à l'occasion de la présentation par M. Babin, directeur de la concurrence et de la consommation au ministère de l'économie, du rapport annuel d'activité pour 1988 de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF).

Une montée en régime

L'année 1988 reste marquée, selon le rapport, par « la pleine montée en régime » du nouveau droit de la concurrence issu de l'ordonnance du 1^{er} décembre 1986. Les modalités d'application qui restaient à fixer l'ont été, avec, notamment, l'abandon de la tarification des transports routiers de marchandises, la remise en cause des réglementations protectrices dans les abattoirs publics ou l'autorisation de confection de produits se situant entre le beurre et la margarine. De même, la direction générale a « entrepris une ouverture progressive des secteurs où la concurrence faisait défaut ou était insuffisante ».

Ainsi en est-il des concessions pour la distribution de carburant sur les autoroutes, accordées également à des sociétés non pétrolières, ou de la suppression des monopoles de distribution de lait maternisé dans les pharmacies. Dans les monopoles légaux, par ailleurs, la DGCCRF a contribué à la modération des prix, ou même à leur baisse éventuelle avec la diminution du taux limite de marge pratiqué par les pharmaciens sur les médicaments.

Favoriser la qualité

Le deuxième objectif visait à favoriser la qualité des produits et la sécurité des consommateurs. Signe des nouvelles orientations des pouvoirs publics, le Conseil de la concurrence a été saisi trente fois en 1988, contre seulement seize fois en 1987. « Les fraudes sont de plus en plus subtiles » et obligent l'administration, qualifiée de « branchée », par M. Neiertz, à « affiner et diversifier les techniques d'analyse ». Exemple : le laboratoire régional de Montpellier a acquis un appareil à résonance magnétique nucléaire propre à améliorer le dépistage de la chaptalisation des vins.

An total, 124 030 interventions (+ 20 % par rapport à 1987) ont porté sur la transparence des marchés, tandis que 54 nouveaux labels étaient définis en 1988. Dix marques de préservatifs ont ainsi été inscrites à la vente, ne correspondant pas à la norme garantissant contre la transmission du sida.

Rappelant la hausse de 25 % des subventions du budget de l'État en 1989, M. Neiertz a annoncé une « augmentation substantielle » de crédits aux organisations de consommateurs pour 1990, ce qui devrait être confirmé et précisé mardi 25 juillet par le ministre de l'économie, M. Pierre Bérégovoy.

Le ministre du commerce britannique met en cause la National Westminster

Une principale banque commerciale britannique, National Westminster, et sa filiale la banque d'affaires County NatWest sont sévèrement critiquées dans un rapport publié par le ministre du commerce et de l'industrie britannique pour leur attitude lors de l'augmentation de capital de Blue Arrow, voici deux ans. Ils sont même accusés d'avoir « trompé le marché ».

En août 1987, le groupe britannique Blue Arrow, spécialisé dans les services (travail temporaire, recrutement, services financiers, nettoyage), lançait une offre publique d'achat sur le leader mondial du secteur, l'américain Manpower, pour un montant de 1,33 milliard de dollars (8,4 milliards de francs). Quatre fois plus petit que sa proie, Blue Arrow réussissait son OPA à la fin du mois d'août. Il restait alors à la financer. Le groupe procéda à une augmentation de capital de 837 millions de livres (8,4 milliards de francs), la plus importante jamais réalisée à Londres. L'opération était confiée à la County NatWest. Le placement des titres, dès le départ, s'effectua dans des conditions très difficiles et le krach d'octobre n'arrangea rien à la situation. La banque ne put donc tout placer, gardant une grande partie des titres dans ses livres. Elle oubliera alors d'annoncer que sa participation dans le groupe de travail temporaire dépassait les 5 %, atteignant même les 9,5 %.

Les investissements outre-mer

Le FIDOM affecte 107 millions de francs de crédits

Le comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement de l'outre-mer (FIDOM), qui s'est réuni mardi 18 juillet, a procédé à l'affectation d'une enveloppe de 107 millions de francs de crédits qui seront versés sous forme de dotations globales aux collectivités locales concernées.

Six priorités ont été retenues : — La maîtrise du cycle de l'eau (25 millions de francs) : les crédits seront utilisés, en Guadeloupe, pour le reprofilage du canal du Raizet (0,9 million), pour l'assainissement de l'île de Saint-Martin (2,6 millions) ; en Martinique, pour la protection contre les eaux (1 million), pour l'alimentation en eau de la commune de Scherchelle et pour une étude de la qualité des eaux à Saint-Pierre (0,3 million) ; à Mayotte, 5,9 millions sont prévus pour l'alimentation en eau et l'assainissement. Le ministre des DOM-TOM, M. Le Pen, a particulièrement insisté sur l'importance de ces investissements,

Le rapport de 221 pages reproche à plusieurs dirigeants de la banque d'avoir manqué à leurs obligations, et à la NatWest elle-même d'avoir négligé ses propres règles d'honnêteté et de rectitude. Les responsables de cette enquête estiment également que la NatWest a faussé le marché des actions Blue Arrow.

Lord Boardman, président du groupe bancaire, a reconnu que « de graves erreurs avaient été commises » et que, à l'époque, l'attitude de la banque s'est révélée au-dessous des exigences requises. Ce rapport du DTI (Department of Trade Inquiry) va être maintenant transmis au Serious Fraud Office, cet organe des milles à donner. Parallèlement, il sera adressé à la Banque d'Angleterre et aux autorités boursières.

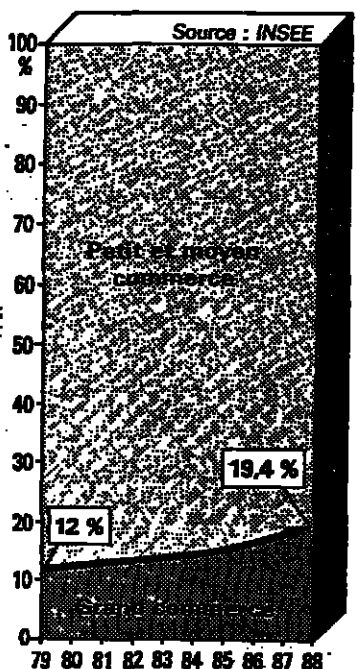
La Commission européenne autorise la Grande-Bretagne à limiter la part étrangère dans Rolls Royce. — Rolls Royce pour le provisionnement, limiter la participation étrangère à son capital (jusqu'à 15 %) et que, à l'époque, l'attitude de la banque s'est révélée au-dessous des exigences requises. Ce rapport du DTI (Department of Trade Inquiry) va être maintenant transmis au Serious Fraud Office, cet organe des milles à donner. Parallèlement, il sera adressé à la Banque d'Angleterre et aux autorités boursières.

« dont la nécessité a été mise en lumière récemment encore lors des inondations en Guyane ». — Le développement social des quartiers (15 millions). — L'aménagement des infrastructures (8,2 millions) : aménagement de la darse sud du port de Basse-Terre (1,2 million) et participation à la desserte du complexe euro-caribéen d'activités en Guadeloupe (2,5 millions) ; voies d'accès « à la ressource forestière » en Guyane (2,5 millions) ; déviation routière de Saint-Paul à la Réunion (2 millions). — Le soutien à la filière sucre en Martinique (4 millions). — La poursuite de l'opération intégrée de développement et de l'aménagement des hauts à la Réunion (10,3 millions). — La réalisation d'études pour la géothermie (2 millions) en Martinique et la diversification des activités à Saint-Pierre-et-Miquelon (1 million).

Pour la troisième année consécutive

Le commerce a bénéficié d'une forte croissance

Les parts du grand et du petit commerce non alimentaire



d'équipement du foyer (au premier rang desquels l'électroménager et les magnétoscopes, les chaînes laser) a augmenté de 6 %, après une croissance de 5,6 % en 1986 et de 3,8 % en 1987. Même les achats de meubles ont augmenté.

On habille peu son corps, mais on le soigne et on se distrait. Les produits d'hygiène-cosmétique ont progressé de 4 %.

L'extension des grandes surfaces

Côté alimentaire, la consommation progresse à un rythme régulier depuis plusieurs années : + 2 % par an. Dans le « non-al », comme disent les professionnels — entendez le « non-alimentaire » — les achats ont presque partout augmenté, sauf dans les produits d'équipement de la personne, de façon variable, il est vrai. Tout cela est révélateur du mode de vie des Français. On s'habille peu, puisque les achats d'articles textiles, de chaussures, d'articles en cuir, qui avaient baissé en volume de 1,5 % en 1987, ont encore reculé de 1,2 % en 1988. Il est vrai que l'été a été tardif, l'automne doux et que les grèves du dernier trimestre « ont sans doute eu des répercussions sur les achats de fin d'année », comme le disent les experts des comptes commerciaux de la nation (1).

Cela n'explique pas tout, la maison-cocon s'équipe de mieux en mieux : la demande de « produits

en 1988, avec un moteur, la parfumerie, qui est en hausse de 7,5 % en volume. En contrepoint, les achats de tabac ont baissé de 0,6 %. Ce qui s'accorde parfaitement avec la croissance exceptionnelle (12,2 %) enregistrée par les pharmacies. Une pause tout à fait provisoire (+ 3,2 % en 1987) avait accompagné le plan gouvernemental visant à réduire le déficit de la Sécurité sociale, dont les effets se sont tassés. Des épizooties de grippe en début et en fin d'année ont fait le reste.

La lutte entre les grandes surfaces et les petits commerces continue à se traduire par un grignotement des parts de marché : le grand commerce concentre (qui réunit les fonctions de gros et de détail) a franchi pour la première fois la barre des 40 % du chiffre d'affaires global, aux dépens du petit commerce, spécialisé ou non (39,25 %). Le grand commerce distribue près de 65 % des produits alimentaires et un peu plus de 25 % des produits non alimentaires. Les petites boutiques d'alimentation générale continuent à souffrir, avec une baisse de 3,5 % en volume, et les boutiques d'alimentation spécialisées perdent 2,7 %, tandis que les boucheries-charcuteries perdent 2,4 % (malgré une consommation en légère hausse : + 0,8 %).

Hypermarchés et supermarchés accroissent leur présence dans le textile-habillage (+ 7 % pour les hypermarchés) et dans la vente de matériel de reproduction du son et de l'image.

De la même façon, les grandes surfaces spécialisées dans le non-alimentaire (meubles, électroménager, image et son) accroissent

ment régulièrement leur part de marché (voir notre graphique).

A noter que la vente par correspondance a été particulièrement touchée par les grèves postales de la fin de l'année : on pouvait s'attendre à une progression de 2 % du volume des ventes, elle n'a été que de 0,8 %.

Concentration

Un secteur du commerce de détail mérite qu'on s'y intéresse d'un peu plus près, ce que permet l'enquête annuelle d'entreprise dans le commerce, dont les plus récents résultats portent sur l'année 1987. Près des trois quarts des pharmacies emploient de trois à neuf salariés et paient 85 % des rémunérations des 21 600 officines. La moitié des pharmacies ont un chiffre d'affaires compris entre 2,5 et 5 millions de francs, emploient 55 % des salariés et réalisent 55 % du chiffre d'affaires global. Un cas un peu atypique de la distribution, législation et réglementation spécifiques leur ayant permis d'échapper jusqu'ici à la concentration.

La concentration est grande, en revanche, dans le reste du commerce de détail comme chez les grossistes, avec des différences de taille importantes. Le commerce de gros, qui réalise un chiffre d'affaires un peu supérieur à celui du commerce de détail, ne compte (voir encadré) que 80 000 entreprises, ce qui donne un chiffre d'affaires moyen de l'ordre de 20 millions de francs. Tandis que, dans le commerce de détail, le chiffre d'affaires annuel est, en moyenne, inférieur à 3 millions de francs. Pourtant, le poids des très grosses entreprises est du même ordre dans les deux cas. Dans le commerce de gros, moins de 3 % des entreprises (celles qui emploient plus de cinquante salariés) réalisent 45 % du chiffre d'affaires. Dans le commerce de détail, 0,4 % des entreprises (elles étaient 1 357 en 1987) réalisent près de 44 % du chiffre d'affaires.

JOSÉE DOYÈRE

Cinq cent mille entreprises

Il est difficile de connaître le nombre d'entreprises du commerce. Les statistiques ne les recensent avec précision que trois ou quatre ans après. Ainsi, les chiffres « semi-définitifs » pour 1986 décomptent 498 258 entreprises commerciales. Sur ce total, 84 % font du commerce de détail (418 209 entreprises), dont plus des deux tiers (283 925) vendent du non-alimentaire. Le commerce de gros, lui, comptait 80 049 entreprises, réparties

entre l'alimentaire (31 381), le non-alimentaire (21 277), et le « commerce de gros interindustriel » (27 381).

De 1977 à 1983, le nombre d'entreprises a augmenté de 1,1 % par an. De 1983 à 1986, le mouvement s'est inversé, avec une baisse annuelle de 0,5 %, plus forte dans le commerce de détail (- 0,6 %) que dans le commerce de gros (- 0,3 %).

(1) Les comptes commerciaux de la nation sont publiés par l'INSEE à la fin du mois de septembre. L'enquête annuelle d'entreprise dans le commerce, toutes entreprises régionales au prix de 130 F. Pour l'île de France : Tour Gamma A, 195, rue de Bercy, 75582 Paris Cedex 12. Tél. : 43-45-73-74.

Avec 2,51 % de...

Les dépenses en formation ont encore aug...

D'après l'enquête annuelle d'entreprise dans le commerce, toutes entreprises régionales au prix de 130 F. Pour l'île de France : Tour Gamma A, 195, rue de Bercy, 75582 Paris Cedex 12. Tél. : 43-45-73-74.

La formation de l'entreprise...

47 % de réussite au C...

La formation de l'entreprise...

La formation de l'entreprise...

Base monétaire

La formation de l'entreprise...

Dettes

La formation de l'entreprise...

Économie

SOCIAL

Avec 2,51 % de la masse salariale

Les dépenses en formation des entreprises ont encore augmenté en 1987

En 1987, dernière année connue, les entreprises françaises employant plus de dix salariés ont consacré 2,51 % de leur masse salariale à la formation continue, contre 2,33 % en 1986. Au total, les dépenses se sont élevées à 26,1 milliards de francs, en progression de 11 % d'une année sur l'autre, estime le Centre d'études et de recherches sur l'emploi et les qualifications (CERQ), chargé d'étudier régulièrement des données qui, pour autant, ne permettent pas de conclure à une accélération décisive de l'effort des employeurs en faveur de la formation.

Pour partie, l'augmentation est due à l'effet mécanique provoqué par le relèvement du taux minimum de participation obligatoire, passé de 1,1 % à 1,2 % pour financer les actions de formation en alternance des jeunes. En outre, plus du tiers des sommes utilisées (36 %) sont affectées aux rémunérations des stagiaires et, en tout état de cause, dépense au titre de la formation ne signifie pas nécessairement stage. Plus de la moitié des entreprises ne forment pas leur personnel mais, pour acquiescer de leur obligation, cotisent aux ASFO (associations de formation du CNPF) ou au fonds d'assurance formation (FAF) de leur branche professionnelle.

D'autres indications, fournies par le CERQ, sont tout aussi contrastées. Si 107 000 entreprises employant 9 200 000 salariés sont assujetties à la loi de 1971 sur la formation, le niveau d'engagement réel varie selon leur taille. Les entreprises de moins de 20 salariés ne dépassent guère le minimum légal alors que la contribution des groupes de 2 000 salariés et plus s'élève à 4,05 % de leur masse salariale, en moyenne.

« Un ouvrier non qualifié d'une grande entreprise ou de l'industrie pétrolière a plus de chances de suivre une formation continue qu'un ingénieur d'une PME ou de l'industrie textile », observe le CERQ. Mais cela ne contredit pas, bien au contraire, les grandes tendances qui se dégagent. A 58 %, les stagiaires sont âgés de vingt-cinq à quarante ans et, hormis à l'occasion du plan emploi-jeune, les entreprises n'investissent pas beaucoup dans les formations des moins de vingt-cinq ans ou des plus âgés. Bien qu'il y ait un mouvement pour la réduction des inégalités, il n'en reste pas moins qu'un homme sur quatre a suivi une formation en 1987, contre une femme sur cinq.

D'une manière générale, la formation va... aux plus formés : 41 % des

cadres ou des ingénieurs, 44 % des agents de maîtrise, ont pu aller dans un stage au cours de l'année. Ce qui a été souligné le cas d'un employé sur quatre, d'un ouvrier qualifié sur cinq et d'un ouvrier non qualifié sur dix. Et ce sont bien sûr les entreprises de plus grosse taille qui envoient en formation la proportion la plus importante de leur personnel, dans toutes les catégories socio-professionnelles.

Par branches d'activité, les caractéristiques sont également marquées. Le bâtiment-travaux publics, les industries de biens de consommation et les secteurs commerciaux du tertiaire se caractérisent d'une participation minimale (jusqu'à 1,6 %). En revanche, certaines branches font preuve de dynamisme dans ce domaine, et ce depuis longtemps. Les secteurs très concentrés de l'énergie, du transport, des banques et des assurances mais aussi les grandes entreprises à dominante publique consacrent à la formation plus de 2,5 % de leur masse salariale et 40 % de leur personnel va en stage au cours de l'année.

Des différences que ne révèlent pas les chiffres globaux. En 1987, 116 millions d'heures de formation (+ 3,4 %) ont été dispensées à 2,4 millions de stagiaires (+ 5,3 %).

A. L.

La direction de la Régie propose d'aider au reclassement des « dix » hors de Renault

Pour la première fois depuis la nomination de M. Jean Lavigne, chargé d'une mission de bons offices, une délégation de la CGT a rencontré, le 20 juillet, la direction générale de la Régie Renault, lors de la présence des « dix » de Billancourt et de M. Gérard Muteau, administrateur salarié (CGT) dont la participation avait été refusée au préalable.

Au cours de cette réunion, et à propos des « dix », M. Claude Girault, directeur adjoint du personnel, a réaffirmé que la Régie est « prête à contribuer à leur reclassement mais ni à Billancourt, ni dans la Régie, ni dans le groupe Renault. Les représentants de la CGT ont, de leur côté, à nouveau proclamé qu'ils voulaient le retour des « dix » à leur poste de travail », tout en se prononçant pour une « solution négociée ». Ils ont estimé que la direction « n'a absolument rien à proposer ». Dans une déclaration

rendue publique le 20 juillet, M. Louis Vinnet, secrétaire de la CGT et numéro 2 de la centrale, a annoncé « une nouvelle journée de lutte, de rassemblements et de manifestations » pour le 27 juillet, date originellement prévue pour l'examen par le tribunal du référé déposé par la Régie Renault.

TRANSPORTS

L'expansion du trafic aérien

L'Etat presse les compagnies de participer à la formation des pilotes

A cause de l'expansion très rapide du trafic aérien, intérieur et international, au cours des dernières années, et du développement corrélatif des compagnies aériennes, la France manque de pilotes. Les pouvoirs publics et les compagnies — grandes et petites, ces dernières étant souvent victimes de débanchage de leur personnel qualifié par les entreprises qui ont pignon sur rue — ont pris conscience du phénomène, mais avec un certain retard.

Cette pénurie et les questions relatives au recrutement et à la formation des équipages qui en découlent, ont été au centre des discussions de la « table ronde » organisée, le 20 juillet, par M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, à laquelle assistaient notamment les dirigeants des principales compagnies et les responsables des écoles aéronautiques.

Le ministre a demandé aux compagnies de prendre leur part de l'effort de formation à côté de l'Etat dont les principaux établissements sont ceux de Montpellier et de Saint-Yan en Saône-et-Loire. « En 1989-1990-1991, il faut, a déclaré M. Delebarre, mettre en formation 400 à

450 pilotes par an [au lieu de 150 environ actuellement]. Sur ce total, environ 180 seront formés dans les centres d'Etat auxquels il faut ajouter une vingtaine de pilotes d'origine militaire ».

Les compagnies seront invitées à déposer chacun un plan de formation auprès des pouvoirs publics et M. Delebarre a indiqué que, « lorsque telle ou telle compagnie présentera une demande d'ouverture d'une nouvelle ligne ou d'achat d'un nouvel appareil, sa contribution à l'effort de formation des pilotes sera prise en compte pour lui répondre oui ou non ».

Des solutions transitoires

Dans l'immédiat en tout cas et encore pendant trois ans, le manque de pilotes continuera à se faire sentir et il faudra recourir à des solutions transitoires. C'est pourquoi le gouvernement a décidé d'autoriser, au cas par cas, les validations de licences étrangères, donc de pilotes d'autres pays, à condition que soit respecté un cahier des charges très rigoureux quant aux règles de sécurité. C'est d'ailleurs une des questions qui est au cœur du conflit actuel chez UTA, puisque la compagnie privée a demandé à embaucher cinquante et un pilotes étrangers essentiellement américains. « Mais je n'accepterai pas, a indiqué le ministre, que des compagnies utilisent ce recours temporaire à des pilotes étrangers comme un moyen de contourner les règles du droit social français ».

En 1990, l'ensemble des sommes consacrées à la formation des pilotes devrait atteindre environ 400 millions de francs, dont 100 pour l'Etat et 300 pour les compagnies qui, pour beaucoup d'entre elles, se sont déjà engagées dans un effort de formation. On compte actuellement 4 500 pilotes (dont 3 000 pilotes de ligne) auxquels il faut ajouter 1 130 mécaniciens navigants, qui forment le personnel navigant technique (PNT). En outre, une centaine de pilotes étrangers, titulaires de licences agréées, volent sur des avions français.

F. G.

La rénovation de l'apprentissage

47 % de réussite au CAP

A la suite de sa communication en conseil des ministres sur la rénovation de l'apprentissage (le Monde du 21 juillet), M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, a présenté son programme à la presse. Ce programme est le fruit d'une patiente concertation avec tous les partenaires impliqués, régions, chambres consulaires, professions, syndicats, et, pour la première fois, objet d'un accord avec la FEN (Fédération de l'éducation nationale).

Souvent méprisée et sujet de sourdes rivalités avec l'éducation nationale, l'apprentissage apparaît comme une filière de formation à réhabiliter et à améliorer. Actuellement, cent trente mille jeunes ont signé un contrat d'apprenti, soit 2 % de plus que l'an passé et 16 % de mieux qu'en 1984, mais les résultats obtenus ne sont pas brillants. Seulement 47 % d'entre eux réussissent l'examen du CAP à l'issue de leur formation.

Pour faire respecter la priorité à l'apprentissage, « souvent affirmée dans les discours », a rappelé M. Soisson, les contrats de plan Etat-région prévoient déjà un effort de 1 160 millions de francs pour les cinq ans à venir. Le plan d'action arrêté en conseil des ministres vient donc s'ajouter à ce dispositif.

et l'assurance a été donnée qu'il couvrira la même période.

Pour 1989, 400 millions de francs doivent être utilisés pour cet objectif. 180 millions de francs iront au relèvement des barèmes pour le calcul des subventions de fonctionnement, 180 autres millions seront employés à la modernisation des équipements pédagogiques et les 40 derniers financeront les opérations innovantes. Parallèlement, les régions pourront prolonger l'effet de ces mesures en se mobilisant à leur tour financièrement par le biais des dotations de décentralisation.

« Nous avons obtenu le doublement des crédits », a souligné M. Soisson, pour mettre en valeur l'effort consenti en faveur de l'apprentissage. Il a rappelé que cette formule de formation devait s'orienter vers des niveaux plus élevés, équivalents au baccalauréat ou au BTS, mais que cela passait par « une élévation du niveau V rénové » (CAP, brevet professionnel). En écho, M. Jéantou, président du Comité de coordination national, devait se féliciter de l'orientation prise, sa principale crainte étant que l'apprentissage, sinon, devienne « la voie de formation du traitement social » pour les jeunes en difficulté.

EN BREF

● M. Marc Blondel (FO) critique le gouvernement. — Dans un entretien accordé au quotidien le Tribune de l'Expansion, le 21 juillet, M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, revient sur ses critiques à l'égard du gouvernement, après la réunion des dirigeants d'entreprises publiques. « Michel Rocard n'a pas de politique sociale », estime M. Blondel. « Sa fameuse méthode du cas par cas » aboutit à accumuler les contournements. La méthode Rocard, pour moi, c'est celle de l'éducation. Et, par définition, cela annule l'effet boomérang... ».

● Postes : la CGT et FO protestent contre la nomination d'un nouveau directeur. — Après la CFDT et la CFTC, les fédérations CGT et Force ouvrière des PTT ont leur tour contesté la nomination de M. Yves Couquer, venu de l'extérieur, comme nouveau directeur général de la poste (le Monde du 21 juillet). Cette désignation, qui intervient avant la fin du débat sur le statut des PTT, fait partie du « processus de privatisation », selon la CGT qui dénonce « l'autoritarisme » du ministre de tutelle. Ce choix signifie « la résurgence lamentable du copinage de caste » estime Force ouvrière qui s'engage « contre le sort fait aux fonctionnaires des PTT ».

REPÈRES

Masse monétaire

Net ralentissement de la croissance en RFA

La croissance de la masse monétaire ouest-allemande s'est fortement ralentie en juin, où elle n'a dépassé que de 4,4 % son niveau du dernier trimestre 1988, a annoncé, jeudi 20 juillet, le Bundesbank sur la base de chiffres provisoires corrigés des variations saisonnières.

L'évolution de la masse monétaire en rythme annuel dans sa définition plus large M3 fait également apparaître une décélération depuis janvier, où elle avait culminé à + 7,6 %. Elle a ensuite régulièrement diminué pour revenir à + 5,3 % en mai (chiffre révisé).

Automobile

Fiat numéro un européen au premier semestre

Au premier semestre 1989, le groupe Peugeot arrive à la troisième place sur le marché des automobiles neuves en Europe avec 12,9 % des ventes (contre 12,7 % au premier semestre 1988) selon un classement établi par le Financial Times d'après les estimations des milieux professionnels. Peugeot se classe ainsi derrière Fiat (15,4 %) et Volkswagen (14,7 %). La progression du constructeur ouest-allemand a toutefois été plus forte (+ 6,2 %) que celle de la firme italienne (+ 5,9 %), ce qui pourrait lui permettre de rattraper la première place avant la fin de 1989.

Si, par ailleurs, Ford passe de 11,4 à 11,6 % des ventes en Europe, General Motors (11 % des ventes) et l'ensemble des constructeurs japonais (10,7 %) subissent une certaine érosion de leur part de marché, sans commune mesure toutefois avec celle qui consommerait Daimler-Benz (- 4 %) et Rover (- 5,4 %).

Il reste que la vigueur des grands marchés (France, Italie, RFA, Grande-Bretagne et Espagne) a permis une augmentation des ventes de 5,6 % dans les six premiers mois de 1989, ce qui représente 7,2 millions d'unités.

Dette

La Jordanie obtient le rééchelonnement d'une partie de ses échéances

Un accord de rééchelonnement a été conclu, mercredi 19 juillet, entre la Jordanie et ses créanciers publics regroupés au sein du Club de Paris. Cet accord ne concerne qu'une partie de la dette publique et garantie Jordanienne, dont le montant n'a pas été précisé. Il prévoit le rééchelonnement sur dix ans du remboursement des échéances avec un délai de grâce de cinq ans.

Dans son communiqué, le secrétaire du Club de Paris a précisé que les représentants les quatorze pays créanciers avaient « été sensibles aux efforts de redressement » entrepris par Amman. Lundi 17 juillet, le FMI

avait annoncé l'octroi d'un crédit de 78,6 millions de dollars de tirages spéciaux (environ 627 millions de francs) à la Jordanie destinés à soutenir la politique d'ajustement structurel du gouvernement.

Sidérurgie

La Corée du Sud championne de la croissance

La production d'acier de trente-trois pays membres de l'institut du fer et de l'acier (IISI) a progressé, au premier semestre 1989, de 3,7 % par rapport au premier semestre 1988, soit une production de 245,3 millions de tonnes (MT). La CEE arrive en première place avec 71,8 MT, devant le Japon, 63,6 MT, et les Etats-Unis, 46,5 MT. La hiérarchie des progrès respectifs respecte celle du volume de production : 4,8 % pour l'Europe, 2,1 % au Japon et 1,8 % aux Etats-Unis. Des pays européens, l'Italie connaît la croissance la plus soutenue : + 11 % au premier semestre.

La production française, quant à elle, atteint une croissance de 5,6 % au premier semestre (10,3 MT). Celle de la Grande-Bretagne progresse sur un rythme très modeste de 0,9 %. Mais l'avancée la plus forte n'est pas européenne : la Corée du Sud produit 14 % d'acier de plus avec 10,55 MT, sur les six premiers mois de l'année, tandis que le Brésil et l'Inde, deux autres producteurs mondiaux importants, progressent respectivement de 3,5 % (à 12,31 MT) et de 1,4 % (à 7,22 MT).

ENTREPRISES

L'AFCEQ-Services dépose son bilan

Les cercles de qualité en difficulté

Après un mouvement de mode qui a séduit jusqu'à près de 4 000 établissements français, les cercles de qualité connaissent aujourd'hui un certain reflux, qu'accompagnent des difficultés plus ponctuelles pour leur principal promoteur. L'Association française des cercles de qualité (AFCEQ) vient de déposer le bilan de l'une de ses composantes, l'AFCEQ-Services (chargée de la formation inter-entreprises au niveau national) pour manque de capitaux permanents. M. Gilbert Raveleau son délégué général affirme n'y voir qu'un « acte de gestion afin d'éviter les doubles emplois ».

La page tournée, M. Raveleau envisage en effet la création d'une fédération qui devrait réunir, le 1^{er} janvier 1990, les différents asso-

ciations françaises pour la qualité. Suivant en cela les rapprochements qui sont intervenus au Portugal, en Espagne et en Grande-Bretagne, la mise en place de cette fédération sera précédée par l'union des différentes associations régionales. Il reste, malgré tout, beaucoup d'incertitudes sur les modalités de l'accord.

Par ailleurs, le développement des cercles de qualité, inspirés par le modèle japonais, apparaît marginalement en France en 1979 et largement à partir de 1982 concomitamment aux lois Auroux, connaît un certain tassement. En comparant le nombre des adhérents avec le résultat d'une étude de l'IFOP de fin 1988, on peut estimer à plus de 40 000 le nombre de ces cercles, dont 10 à 20 % seraient « en sommeil ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CARNAUD S.A.

a fusionné avec les activités d'emballage de

MB GROUP PLC

pour former

CMB PACKAGING S.A.

LAZARD FRÈRES ET CIE

LAZARD BROTHERS & Co., LIMITED

ont conseillé CARNAUD S.A.

Marchés financiers

BOURSE DU 21 JUILLET

Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Deuxième cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Deuxième cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Deuxième cours	%
3806	C.N.E. 375 *	2790	3785	3790		1110	BAF.P.T.	1120	1125	1120		180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1110	BAF.P.T.	1120	1125	1120		1212	SAF.P.T.	1130	1135	1130		180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1212	SAF.P.T.	1130	1135	1130	- 0.08	1257	SAF.P.T.	1130	1135	1130		180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1257	SAF.P.T.	1130	1135	1130		1278	SAF.P.T.	1130	1135	1130		180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1278	SAF.P.T.	1130	1135	1130		1285	SAF.P.T.	1130	1135	1130		180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1285	SAF.P.T.	1130	1135	1130		1295	SAF.P.T.	1130	1135	1130		180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1295	SAF.P.T.	1130	1135	1130		1305	SAF.P.T.	1130	1135	1130		180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1305	SAF.P.T.	1130	1135	1130		1315	SAF.P.T.	1130	1135	1130		180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1315	SAF.P.T.	1130	1135	1130		1325	SAF.P.T.	1130	1135	1130		180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1325	SAF.P.T.	1130	1135	1130		1335	SAF.P.T.	1130	1135	1130		180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1335	SAF.P.T.	1130	1135	1130		1345	SAF.P.T.	1130	1135	1130		180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1345	SAF.P.T.	1130	1135	1130		1355	SAF.P.T.	1130	1135	1130		180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1355	SAF.P.T.	1130	1135	1130		1365	SAF.P.T.	1130	1135	1130		180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1365	SAF.P.T.	1130	1135	1130		1375	SAF.P.T.	1130	1135	1130		180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1375	SAF.P.T.	1130	1135	1130		1385	SAF.P.T.	1130	1135	1130		180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1385	SAF.P.T.	1130	1135	1130		1395	SAF.P.T.	1130	1135	1130		180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1395	SAF.P.T.	1130	1135	1130		1405	SAF.P.T.	1130	1135	1130		180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1405	SAF.P.T.	1130	1135	1130		1415	SAF.P.T.	1130	1135	1130		180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1415	SAF.P.T.	1130	1135	1130		1425	SAF.P.T.	1130	1135	1130		180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1425	SAF.P.T.	1130	1135	1130		1435	SAF.P.T.	1130	1135	1130		180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1435	SAF.P.T.	1130	1135	1130		1445	SAF.P.T.	1130	1135	1130		180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1445	SAF.P.T.	1130	1135	1130		1455	SAF.P.T.	1130	1135	1130		180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1455	SAF.P.T.	1130	1135	1130		1465	SAF.P.T.	1130	1135	1130		180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1465	SAF.P.T.	1130	1135	1130		1477	SAF.P.T.	1130	1135	1130		180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1477	SAF.P.T.	1130	1135	1130		1485	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1485	SAF.P.T.					1495	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1495	SAF.P.T.					1505	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1505	SAF.P.T.					1515	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1515	SAF.P.T.					1525	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1525	SAF.P.T.					1535	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1535	SAF.P.T.					1545	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1545	SAF.P.T.					1555	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1555	SAF.P.T.					1565	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1565	SAF.P.T.					1575	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1575	SAF.P.T.					1585	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1585	SAF.P.T.					1595	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1595	SAF.P.T.					1605	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1605	SAF.P.T.					1615	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1615	SAF.P.T.					1625	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1625	SAF.P.T.					1635	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1635	SAF.P.T.					1645	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1645	SAF.P.T.					1655	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1655	SAF.P.T.					1665	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1665	SAF.P.T.					1675	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1677	SAF.P.T.					1685	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1685	SAF.P.T.					1695	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1695	SAF.P.T.					1705	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1705	SAF.P.T.					1715	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1715	SAF.P.T.					1725	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1725	SAF.P.T.					1735	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1735	SAF.P.T.					1745	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1745	SAF.P.T.					1755	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1755	SAF.P.T.					1765	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1765	SAF.P.T.					1775	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1777	SAF.P.T.					1785	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1785	SAF.P.T.					1795	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1795	SAF.P.T.					1805	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1805	SAF.P.T.					1815	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1815	SAF.P.T.					1825	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1825	SAF.P.T.					1835	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1835	SAF.P.T.					1845	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1845	SAF.P.T.					1855	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1855	SAF.P.T.					1865	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1865	SAF.P.T.					1875	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1877	SAF.P.T.					1885	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1885	SAF.P.T.					1895	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1895	SAF.P.T.					1905	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1905	SAF.P.T.					1915	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1915	SAF.P.T.					1925	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1925	SAF.P.T.					1935	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1935	SAF.P.T.					1945	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1945	SAF.P.T.					1955	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1955	SAF.P.T.					1965	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1965	SAF.P.T.					1975	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1977	SAF.P.T.					1985	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1985	SAF.P.T.					1995	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
1995	SAF.P.T.					2005	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
2005	SAF.P.T.					2015	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
2015	SAF.P.T.					2025	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
2025	SAF.P.T.					2035	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
2035	SAF.P.T.					2045	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
2045	SAF.P.T.					2055	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
2055	SAF.P.T.					2065	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
2065	SAF.P.T.					2075	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
2077	SAF.P.T.					2085	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
2085	SAF.P.T.					2095	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
2095	SAF.P.T.					2105	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
2105	SAF.P.T.					2115	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
2115	SAF.P.T.					2125	SAF.P.T.					180	Edo Reiki	88 20	88 20	88 20	+ 1.02
2125	SAF.P.T.</																

Comptant (selection)

SICAV (reflection)

20/7

VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS																			
% du nom.				% du coupon				Cours préc.				Dernier cours				Cours préc.				Dernier cours				Cours préc.				Dernier cours				Cours préc.				Dernier cours				Cours préc.				Dernier cours			
Obligations																Étrangères																Hors-cote															
Emp. 8.00 % 77																A.A.A.																A.A.A.															
124 40																1026 90																1026 90															
102 18																236 34																236 34															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559 14																559 14															
103 60																559																															

Cote des changes

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 21/7	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 21/7
			Achat.	Vente			
Or fin (500 fr)	6 491	6 428	6 200	6 700	Or fin en lingots	77200	77450
Or fin (100 fr)	7 031	7 038			Or fin en lingots	77200	77500
Pièce (100 fr)	339 280	335 200	329	348	Pièce française (20 fr)	447	448
Pièce (100 fr)	15 200	18 136	15 850	18 880	Pièce française (10 fr)	389	
Pièce (100 fr)	32 600	330 740	321	311	Pièce indienne (20 fr)	453	453
Pièce (100 fr)	67 800	67 800		61 800	Pièce indienne (20 fr)	452	452
Pièce (100 fr)	60 800	62 610	99	97	Pièce indienne (20 fr)	582	584
Pièce (100 fr)	10 481	10 484	10 100	10 800	Pièce de 20 dollars	2880	2880
Pièce (100 fr)	3 326	3 322	3 750		Pièce de 10 dollars	1447 50	1447 50
Pièce (100 fr)	4 251	4 688	4 400	4 900	Pièce de 5 dollars	806	2008
Pièce (100 fr)	362 840	362 800	361	403	Pièce de 2 dollars	2008	2008
Pièce (100 fr)	99 710	99 410	96	104	Pièce de 1 dollar	403	406
Pièce (100 fr)	42 240	44 200	42 750	49 750	Or Londres		
Pièce (100 fr)	5 359	5 467	5 200	5 700	Or Zurich		
Pièce (100 fr)	4 058	4 054	4 000	4 600	Or Hongkong		
Pièce (100 fr)	6 478	6 477	6 200	6 800	Argent Londres		
Pièce (100 fr)	4 576	4 543	4 400	4 520			

Cayenne	354	356	Espagne Espagne	2269 70	2465 26	Old Assurances	120 67	119 67
Cherbourg	364	376	Espagne Orléans	197 94	122 64	Orléans-Montau	6240 57	9126 81
Chu Quatrez	402	776	Espagne Orléans	1009 56	1070 12	Orléans-Montau	1039 66	1029 31
Hauts-Rhin-Grand	210		Espagne Orléans	1386 47	1335 38	Orléans-Montau	162 40	160 15
Montebello	287		Espagne Orléans	492 41	450 42	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Nantes	340		Espagne Orléans	1192 26	1190 55	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Nice	580		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris, Paris	362	370	Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1068 57
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1244 28	1235 36
Paris-Grand	240 10		Espagne Orléans	1118 89	1106 24	Orléans-Montau	1068 57	1

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 433

c: coupon détaché - o: offert - °: droit détaché - d: demandé - ♦: prix précédent - ★: marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TELEMATIQUE
3 Japon : les élections sénatoriales sur fond de crise. 4 Argentine : le procès des attentats de la caserne de la Tablada. 5 Pologne : débat au sein de Solidarnosc sur la participation au futur gouvernement.	8 Les cinq raisons d'espérer de M. Chirac. — La préparation du congrès du Parti socialiste d'un point de vue de M. Louis Le Penec.	7 Après le meurtre d'Alissa Beddine, fils de harid. 8 « Journal d'un amateur », par Philippe Bouchet. 9 Les incendies de forêt dans le Sud-Ouest. 11 SPORTS : la Tour de France cycliste ; la reprise du championnat de football.	17 Festival d'Avignon : Le cirque commence à cheval, par le cirque Gruta ; le Pique-Nique de Claretta, de René Kalisky. 18 Le Château de Barbe-Bleue, de Bela Bartok, à Montpellier. 21 COMMUNICATION.	22 La City saisie par les OPA « à l'américaine ». 23 Augmentation des dépenses pour la formation au sein des entreprises en 1987. 24-25 Marchés financiers.	Abonnements 10 Admissions aux grandes écoles 10 Annonces classées 21 Cartes 12 Loto 20 Météorologie 12 Mots croisés 16 Radio-Télévision 20 Spectacles 19	Résultats grandes écoles : SUPÉLEC et ESC La Rochelle. 3615 tapes LEMONDE Les offres d'emploi du Monde : 3615 tapes LEM

Au Parlement européen Les libéraux sans illusions devant l'alliance circonstancielle des socialistes et des démocrates-chrétiens

BRUXELLES
de notre correspondant
auprès des Communautés
européennes

Nouvelle et curieuse la manière dont se présente l'élection à la présidence du Parlement européen. Jusqu'ici, la gauche et la droite s'étaient affrontées par l'intermédiaire d'un candidat dans chaque camp. Mardi 25 juillet, M. Enrique Baron Crespo (socialiste espagnol) sera pratiquement seul en lice pour briguer le perchoir.

La dernière possibilité d'éviter une quasi-candidature unique a disparu. Jeudi 20 juillet, M. Valéry Giscard d'Estaing, placé à la tête du groupe libéral (49 sièges) a rejeté catégoriquement l'idée de sa candidature. « Ce ne serait ni raisonnable ni convenable », a-t-il déclaré en guise de commentaire (le Monde du 21 juillet).

Afin de respecter la règle démocratique, les libéraux présenteront tout de même un candidat qui sera choisi le lundi précédant le scrutin. Mais ce ne sera pas M. Colette Flesch (Luxembourgeoise), qui hérite beaucoup à monter en première ligne, ni les autres postulants éventuels, comme M. Jean-Marie Le Pen, ou un représentant des Verts, qui pourraient changer le cours des choses.

La position prise par les démocrates-chrétiens (PPE) a bloqué la partie. Le porte-parole du PPE n'a-t-il pas déclaré qu'une candidature libérale n'empêcherait pas le groupe de voter pour M. Crespo ? C'est sans doute la détermination de ce groupe, en principe son allié naturel, qui a convaincu l'ancien président de la République de renoncer à s'engager dans une aventure des plus périlleuses, d'autant qu'il avait été quelque peu échauffé par l'attitude de ses partenaires espagnols et portugais, opposés à sa désignation à la tête du groupe libéral.

Finalement, M. Egon Klepach, président du PPE (121 sièges), a réussi à faire cautionner son accord avec les socialistes, même si certains députés de sa formation ont manifesté leur grogne, discrètement il est

vrai. En réalité, ce que l'élu de la CDU appelle « un accord technique et politique » n'est pas du tout intéressé de la même manière par M. Jean-Pierre Cot, président des socialistes (180 sièges).

L'espérance de M. Klepach

Au départ, M. Klepach souhaitait un arrangement signé en bonne et due forme. Jeudi matin, il était encore question d'un échange de lettres entre les deux groupes les plus importants de l'hémicycle. Dans l'après-midi, le feuilleté s'est achevé par une brève déclaration de M. Cot : « Si Enrique Baron est normalement élu président du Parlement européen (...), nous considérons comme naturel que le second groupe, au sein du Parlement, aspire alors en 1992 à cette responsabilité et examinerons avec sympathie une candidature émanant du PPE. »

Sûrs d'un rapport de forces en leur faveur, les socialistes ont ainsi signalé à M. Klepach qu'ils pourraient lui être reconnaisseurs dans deux ans et demi s'il était désigné par son groupe candidat à la présidence. Car, derrière la volonté de M. Klepach de conclure à tout prix un accord avec les socialistes, se cache l'espérance — jugée irréaliste par beaucoup — d'occuper le perchoir pendant la deuxième demi-législature.

Ainsi est oubliée la nécessité d'un arrangement entre socialistes et démocrates-chrétiens pour constituer une majorité stable (260 voix) indispensable à l'adoption des « directives » destinées à la réalisation du marché unique. Occulté aussi le fait que l'accord de M. Klepach avait été conclu en mai dernier, c'est-à-dire avant les élections européennes, avec M. Rudi Arndt (SPD), le prédécesseur de M. Cot mais qui n'est plus parlementaire de la CEE. La plupart des députés ne possèdent déjà plus jeudi

à la présidence et ils estiment que l'affaire était réglée et surtout qu'elle suffirait pour trouver un équilibre subtil dans la répartition des présidences et des vice-présidences des commissions.

Il y ont certainement raison de considérer que le montage actuel tiendra jusqu'au scrutin du mardi 25 juillet. Le règlement de l'Assemblée permet la présentation de nouvelles candidatures jusqu'à l'issue du deuxième tour. L'élection ira-t-elle aussi loin ? Pas probable. Seul si M. Baron, qui ne fait pas l'unanimité au PPE, ni même dans sa propre famille politique, envisage de démissionner, il y a une vraie candidature à droite (1). En 1982, M. Piel-Dankert (socialiste néerlandais) avait été élu alors que la droite était largement majoritaire face à M. Klepach.

MARCEL SCOTTO.

(1) Le vote a lieu à bulletin secret.

La composition des dix groupes

Au début de cette nouvelle législature (1989-1994), le Parlement européen compte dix groupes contre huit sous la mandature précédente (1984-1989). D'une part, les communistes se sont scindés en deux groupes dont aucun ne porte l'étiquette communiste, d'autre part, les Verts se sont scindés du groupe Arc-en-Ciel pour constituer un groupe écologiste autonome. Deux groupes (socialiste et démocrate-chrétien) dominent l'Assemblée avec des élus venant des douze pays de la CEE. Le groupe libéral est composé de députés issus de dix pays.

Par ordre d'importance numérique décroissante, les groupes sont les suivants :

— **Socialistes** (180 membres) : les travaillistes britanniques (46) y sont les plus nombreux devant les sociaux-démocrates allemands (31), les socialistes espagnols (27), français (22) et italiens (14). Le groupe est présidé par M. Jean-Pierre Cot (PS, France).

— **Parti populaire européen** (PPE, démocrate-chrétien), 121 membres : les Allemands de la CDU-CSU fournissent un quart des effectifs (32) devant les Italiens (27) et les Espagnols (18). Actuellement, six Français du CDS siègent dans ce groupe présidé par M. Egon Klepach (CDU, Allemagne).

— **Libéral, démocratique et réformateur** (LDR, 49 membres) : ce groupe, présidé par M. Valéry Giscard d'Estaing (UDF, France) compte notamment trois Français, dont M. Simone Veil, et neuf Portugais.

— **Démocrates européens** (ED, 34 membres) : la quasi-totalité des membres de ce groupe sont les conservateurs britanniques (32), qui siègent avec deux Danois.

— **Verts** (30 membres) : sept nationalités cohabitent dans ce groupe. Les Verts français et les Grünen allemands comptent chacun huit représentants devant les Italiens (7), issus de quatre partis. Il est coprésidé par M. Maria Santos (Verts, Portugal) et M. Alexander Langer (Verts, Italie).

— **Pour une gauche unitaire européenne** (GLUE, 28 membres) : ce groupe est issu de la scission des communistes italiens (22 élus dont 1 Français, M. Maurice

Duverger) d'avec le précédent groupe communiste. Il compte également quatre Espagnols, 1 Danois et 1 Grec. Il est présidé par un Sicilien, M. Luigi Colajanni (PCI, Italie).

— **Rassemblement des démocrates européens** (RDE, 20 membres) : M. Giscard d'Estaing n'ayant pu imposer la présence des treize élus RPR de sa liste dans le groupe libéral, les gaullistes ont donc retrouvé l'ancien groupe qu'ils formaient avec les libéraux du Financière (6). Il est donc inversé son allié en formant un groupe avec les Républicains de M. Franz Schabus (ancien Votant SS), qui sont soutenus par les néo-fascistes italiens d'avoir « une conception politique typiquement nationaliste et chauviniste qui ne porte aucun intérêt pour la construction européenne ».

— **Coalition de gauche** (CG, 14 membres) : ce groupe est composé des restes de l'ancien groupe communiste, soit sept Français, trois Portugais, trois Grecs et un Irlandais du Nord du « Workers' Party ». La présidence du groupe pourrait être tourmentée et débiter par celle de M. René Fiquet (PCF, France).

— **Arc-en-Ciel** (ARC, 13 membres) : ce groupe composé de sept nationalités regroupe principalement des régionalistes dont un Français, M. Max Simonet (indépendantiste corse) et des écologistes qui désignent prédominamment les écologistes.

— **Les non-inscrits** (NI, 11 membres) : ne forment pas de groupe. Ils rassemblent quatre Italiens d'extrême droite du MSI, quatre Espagnols, deux Néerlandais et un Britannique. Un dernier parlementaire, M. Jean-Louis Borloo (diversité, France), deuxième de la liste Vain, n'a encore choisi aucune affiliation.

O. S.

Le numéro du « Monde » daté 21 juillet 1989 a été tiré à 498 644 exemplaires

YVES DE MELLIS

UN MAL QUI RÉPAND LA TERREUR

UN ROMAN D'AVENTURES UNE ÉPIDÉMIE DE SIDA MENACE LA PLANÈTE PARVIENDRA-T-ON À LA SAUVER ?

DISTRIBUÉ PAR DISTIQUE

Duel à Amboise La famille Debré demande aux tribunaux de récupérer les pistolets de Pouchkine

TOURS
de notre correspondant

L'affaire des pistolets de Pouchkine, offerte par le municipalité d'Amboise à M. Michel Gorbachev, au début du juillet, lors de la visite en France du numéro un soviétique, prend une tournure de western. Au cours d'une séance du conseil municipal, M. Bernard Debré, député RPR d'Indre-et-Loire, a mis le feu aux poudres en annonçant qu'il demanderait réparation aux tribunaux. Fils son père, M. Michel Debré, ancien maire de la commune, a parlé, dans une « lettre ouverte » aux Amboisiens, d'un « procédé inadmissible juridiquement, une prise de possession suivie d'une cession à un étranger intolérable moralement ».

L'ancien premier ministre voit dans cette affaire un abus de droit et une violation de la volonté du donateur, M. Bernard Debré pense qu'Amboise ne récupérera pas les pistolets.

« Vous avez fait un don, pas un prêt, et il n'est pas possible de conclure un accord sur un échange de copie conforme aux armes », a-t-il dit à la municipalité. « L'Etat est responsable, le municipalité est complice. Nous allons donc engager une action contre l'un et l'autre », a-t-il annoncé.

Le nouveau maire d'Amboise, M. André Chollet (PS), reconnaît lui-même que le principe de la restitution a été « un peu cavalier ». Les pistolets de Pouchkine sont désormais exposés au musée de Leningrad, où se trouvent également les costumes et archives du château d'Amboise. Cette affaire aura, en tout cas, permis au Musée de la poste de la ville d'accroître sa notoriété. Les touristes peuvent consigner leurs appréciations sur un livre d'or. Un Anglais, dit-on, aurait même manifesté son désaccord.

ALEXIS BODDAERT.

TCHAD : le sommet de Bamako

Hissène Habré et le colonel Kadhafi se sont enfin serré la main

M. Hissène Habré et le colonel Kadhafi se sont rencontrés le jeudi 20 juillet à Bamako.

Il ne se connaissait, en fait, que par ouï-dire, et cela leur suffisait pour ne pas souhaiter se rencontrer. Les invectives tenaient lieu de dialogue. Depuis sa prise de pouvoir en juin 1982, M. Hissène Habré, le chef de l'Etat tchadien, n'avait jamais croisé sur son chemin le colonel Mouammar Kadhafi, le guide de la révolution libyenne.

C'est, aujourd'hui, chose faite : les deux hommes ont échangé une « poignée de main historique » à Bamako lors de l'ouverture d'un mini-sommet convoqué par le général Moussa Traoré, chef de l'Etat malien et président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), pour tenter de régler le différend libyeno-tchadien.

Dans un communiqué rendu public à Paris, les autorités de N'Djamena soulignent que « la rencontre de Bamako s'inscrit dans le cadre d'un règlement juste et équitable propre à conduire à une paix durable et définitive ». Plus explicite, M. Allam-Mi Ahmad, ambassadeur du Tchad en France, dénonce, dans une déclaration faite à l'AFP, le mythe de « concessions libyennes ». A son avis, « la reconnaissance de (notre) gouvernement par Tripoli et la libération de quelques prisonniers n'en sont pas ».

Les choses ont, tout de même, commencé à bouger en mai 1988, lorsque, dans une déclaration, le colonel Kadhafi a reconnu le régime de N'Djamena, ce qu'il n'avait jamais explicitement fait. En septembre dernier, il avait même reconnu que l'intervention de ses troupes au Tchad était une « erreur à rectifier ». Cette confession avait abouti, un mois plus tard, à la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays « au plus haut niveau » ainsi qu'à la promesse de respecter le cessez-le-feu signé un an plus tôt.

Depuis lors, rien n'a vraiment bougé. Les travaux du comité ad hoc, mis en place par l'OUA et présidé par le Gabon, n'ont pas abouti et se sont soldés par un dialogue de sourds. Au contraire, M. Habré a mis en garde, à plusieurs reprises, le colonel Kadhafi contre de nouvelles aventures militaires, notamment via la province

soudanaise du Darfour. Le chef de l'Etat tchadien se dit d'autant plus inquiet que la France, étant donnée la normalisation des rapports entre les deux pays, a commencé à « aller » le dispositif Epervier, ce qui a permis de réduire les effectifs à mille cinq cents hommes.

L'échange de prisonniers de guerre n'a toujours pas eu lieu. Mais le point fondamental du différend porte sur la récupération par N'Djamena de la bande frontalière d'Aouzon qui s'étend sur 114 000 km² et dont s'est emparé l'impérialisme français en 1973, pour y installer une importante base militaire. Les autorités tchadiennes sont favorables à la mise en place d'une force d'interposition des Nations unies dans la zone litigieuse et n'excluent aucun règlement pacifique du conflit, y compris le recours à la Cour internationale de justice.

L'Algérie en course

Aujourd'hui, certains chefs d'Etat africains reprennent l'initiative. Il ne déplaît pas au général Traoré d'achever son mandat à la tête de l'OUA par un beau succès diplomatique. Quant à l'Algérie, qui a des frontières communes avec les deux

pays en cause, elle entre elle aussi en course. Selon l'agence de presse algérienne (APS), le président Chadli Bendjedid, qui assiste au mini-sommet de Bamako, doit y proposer un « plan global de règlement » du conflit libyeno-tchadien, qui prévoit notamment le retrait des forces non africaines du Tchad et la solution du contentieux par « voie diplomatique et arbitrale ».

Cela s'est déjà fait dans le passé et n'a pas donné de grands résultats. Mais, les rapports de force ne sont peut-être plus les mêmes. La plupart des opposants tchadiens, sauf Goukouni Oueddei, isolé et sans pouvoir, ont maintenant ragassé la mère-patrie.

Même s'il y a eu, en avril, de graves événements à N'Djamena, qui ont notamment abouti à la mort de Hassan Djamous, le héros de la guerre du Libéri, il ne faut pas voir la main du bouillonnant colonel Kadhafi, mais plutôt les effets d'une lutte interne pour le pouvoir. Le guide de la révolution libyenne, qui lors du récent sommet arabe de Casablanca, s'est réconcilié avec M. Hosni Moubarak, le président égyptien, cherche à sortir de l'isolement dans lequel l'ont placé beaucoup d'initiatives malheureuses.

JACQUES DE BARRIN.

Vers un rapatriement forcé des « boat people » de Hongkong

La presse britannique a fait état mercredi 19 et jeudi 20 juillet d'un plan de rapatriement forcé si nécessaire des réfugiés vietnamiens de la mer arrivés à Hongkong et considérés non comme des réfugiés politiques, mais économiques. Ce rapatriement pourrait commencer dans les jours prochains et un avion de la compagnie Dragonair aurait déjà été loué à cet effet. La décision — sur laquelle les autorités conservent le mystère — aurait été prise lors d'une réunion le 28 juin dernier à Londres entre les ministres des affaires étrangères, Sir Geoffrey Howe et M. Nguyen Co Thach. En échange, Londres mettrait fin à son embargo économique contre le Vietnam et lui accorderait une aide sous la forme d'assistance à la réinstallation de ces réfugiés. Il y a actuellement à Hongkong environ cinquante mille « boat people » ayant fui le Vietnam.

Réunie en juin à Genève, une conférence internationale sur les réfugiés indochinois avait adopté un plan de rapatriement volontaire. Mais elle avait reconnu qu'à peine 90 % des « boat people » étaient menacés de rapatriement forcé. Les pays occidentaux — principaux pays d'accueil — s'étaient engagés pour leur part à donner asile à cinquante trois mille cinq cents réfugiés venus des trois pays indochinois (le Monde du 15 et du 16 juin).

Ces informations sont données quelques jours après que le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) ait proposé contre le raval forcé en haute mer de plusieurs centaines de réfugiés vietnamiens par les autorités malaisiennes. En même temps, une réunion est actuellement en cours à Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saigon) entre le HCR, le Vietnam et les pays d'accueil destinée à étudier les moyens d'améliorer les départs légaux de Vietnamiens pour l'étranger.

ISTH INSTITUT POUR LES ETUDES HUMAINES
NEC - ESCP 2^e ANNÉE
• ENTRETIENS INDIVIDUELS D'ADMISSION
• ENSEIGNEMENTS COMPLETS
• PREPARATION INTENSIVE EN AOUT
Toutes options
SUCCES IMPORTANTS CONFIRMES
MAJORS DE PROMOTION
Tel. 43 95 35 37 24 50 72

Un message très personnel du Président de Rodin :
MAINTENANT, JE SOLDE !

► **Première confiance :** les stocks de tissus anciens, je ne supporte pas. Dès qu'un tissu est un peu moins récent, même s'il est encore « Made », même si sa qualité est magnifique, même s'il est génial, je solde.
► **Deuxième confiance :** quand je solde tous ces articles, peu m'importe leur prix coûtant. Il faut que mes Soldes soient intéressantes et les rabais considérables.
► **Troisième confiance :** j'aime trop mes clientes pour les décevoir. Il y a donc forcément des tas de tissus sensationnels soldés surtout pour vous faire plaisir Mes Soldes, au fond ce sont vos Soldes, car je n'ai pensé qu'à vous !

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

LES ÉLÉMENTS DE RANGEMENT EN VRAI BOIS
Nombreuses combinaisons possibles, avec ou sans lit : réversible, tous styles : chêne, noyer, merisier ou laque.
CAPÉLOU
37 AV. DE LA RÉPUBLIQUE 75011 PARIS TEL. 43 57 16 35 • MÉTRO PARMENIER